

# ÉTUDE PRÉALABLE AGRICOLE

Document soumis à avis  
simple de la CDPENAF

## Parc éolien de Ferrières-Aunis SAS (17)

Coordination technique : Guillaume CABEL  
Votre interlocuteur CETIAC : Katiane VIOLLIN

Projet porté par  
**VOLKSWIND**

  
**VOLKSWIND**  
FRANCE SAS



<b>01</b>	<b>DESCRIPTION DU PROJET ET DELIMITATION DU TERRITOIRE CONCERNÉ</b>	
<b>01a</b>	<b>Description du projet concerné</b>	<b>7</b>
	Situation géographique du projet	
	Fiche d'identité du projet	
	Compatibilité avec les documents de planification	
	Activité agricole concernée par le projet	
<b>01b</b>	<b>Délimitation des périmètres d'étude</b>	<b>16</b>
	Contexte agricole départemental	
	Définition des périmètres d'étude	
<b>02</b>	<b>ÉTAT INITIAL DE L'ÉCONOMIE AGRICOLE</b>	
<b>02a</b>	<b>Agriculture et filières du territoire</b>	<b>22</b>
	L'agriculture sur le périmètre élargi	
	Les filières agricoles	
	Démarches qualité et labellisation	
	Circuits courts et filières de proximité	
	Production alimentaire du périmètre élargi	
	Aptitudes et potentiel agronomique	
	Fonctionnalité de l'agriculture locale	
	Fonctionnalité agricole du site d'étude	
	Agriculture et changement climatique	
	Initiatives locales de soutien à l'agriculture	
<b>02b</b>	<b>Synthèse de l'état initial de l'économie agricole</b>	<b>34</b>
	Valeur ajoutée de l'économie agricole	
	Synthèse et dynamiques de l'économie agricole	
<b>03</b>	<b>EFFETS POSITIFS ET NÉGATIFS DU PROJET SUR L'ÉCONOMIE AGRICOLE</b>	
<b>03a</b>	<b>Mesures pour éviter et réduire les effets négatifs</b>	<b>39</b>
	Concertation avec les acteurs locaux	
	Justification du choix du site	
	La séquence Eviter, Réduire ou Compenser	
	Mesures d'évitement	
<b>03b</b>	<b>Incidences positives et négatives du projet</b>	<b>46</b>
	Effets cumulés avec d'autres projets	
	Bilan des impacts du projet	
<b>03c</b>	<b>Mesures de compensation agricole collective</b>	<b>49</b>
	Compensation agricole collective	
	Recherche des mesures de compensation	
	Montant de compensation et conclusion	
<b>04</b>	<b>MÉTHODOLOGIE, BIBLIOGRAPHIE &amp; ANNEXES</b>	
<b>04a</b>	<b>CETIAC conseil en compensation agricole</b>	<b>54</b>
	Méthodologie CETIAC	
	Bibliographie & Glossaire	

# LE CADRE RÉGLEMENTAIRE DE L'ÉTUDE

## Les trois conditions cumulatives

La **Loi d'Avenir pour l'Agriculture et la Forêt (LAAF)** de 2014 (Art. L. 112-1-3 du code rural) : introduction du dispositif de compensation agricole

Le **Décret d'application paru le 31 août 2016** (n°2016-1190) : obligation de réaliser une étude préalable pour les projets susceptibles d'avoir un impact important sur l'économie agricole locale (ceux soumis à évaluation environnementale)

Le **Décret du 14 octobre 2021** (n°021-1348) : les fonds destinés au financement des mesures de compensation peuvent être consignés tout ou partie à la caisse des dépôts et consignations.

### ÉTUDE PREALABLE AGRICOLE

D'après le Décret, les trois conditions cumulatives de soumission d'un projet à la réalisation de l'étude préalable agricole sont :

#### CONDITION DE NATURE

Le projet doit être soumis à étude d'impact environnemental systématique



#### CONDITION DE LOCALISATION

Situé sur une zone valorisée par une activité agricole dans les 3 à 5 dernières années



#### CONDITION DE CONSISTANCE

La surface perdue définitivement doit être de plus de 2ha

Seuil arrêté en Charente-Maritime

Pour que le projet soit soumis à l'élaboration d'une étude préalable agricole, les trois conditions d'application du Décret n°1190-2016 du 31 août 2016 relatif à la compensation agricole collective doivent être cumulées.

3 ans en AU ou 5 ans en A et N

### CARACTÉRISTIQUES DU PROJET

En effet, les caractéristiques du projet de parc éolien sont les suivantes :

Le projet est soumis à la réalisation d'une étude d'impact environnemental systématique



La 1<sup>ère</sup> condition est remplie

#### EXPLOITATION AGRICOLE

Des activités agricoles de grandes cultures sont constatées sur l'emprise potentielle du projet dans les 5 dernières années.



La 2<sup>ème</sup> condition est remplie

#### SURFACE CONCERNÉE

La surface totale concernée par le projet est de 2,1 ha



La 3<sup>ème</sup> condition est remplie

Ainsi le projet de ferme éolienne de Ferrières-Aunis SAS cumule les trois conditions d'application du Décret n°1190 2016 relatif à la compensation agricole collective, il est donc soumis à la réalisation de l'étude préalable agricole.

**Le projet face au décret**

Source : CETIAC

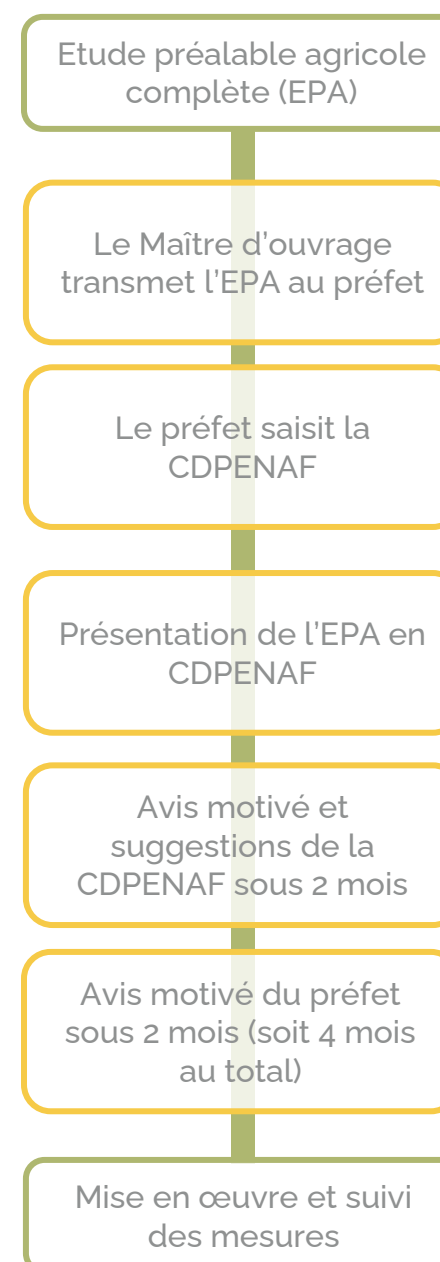
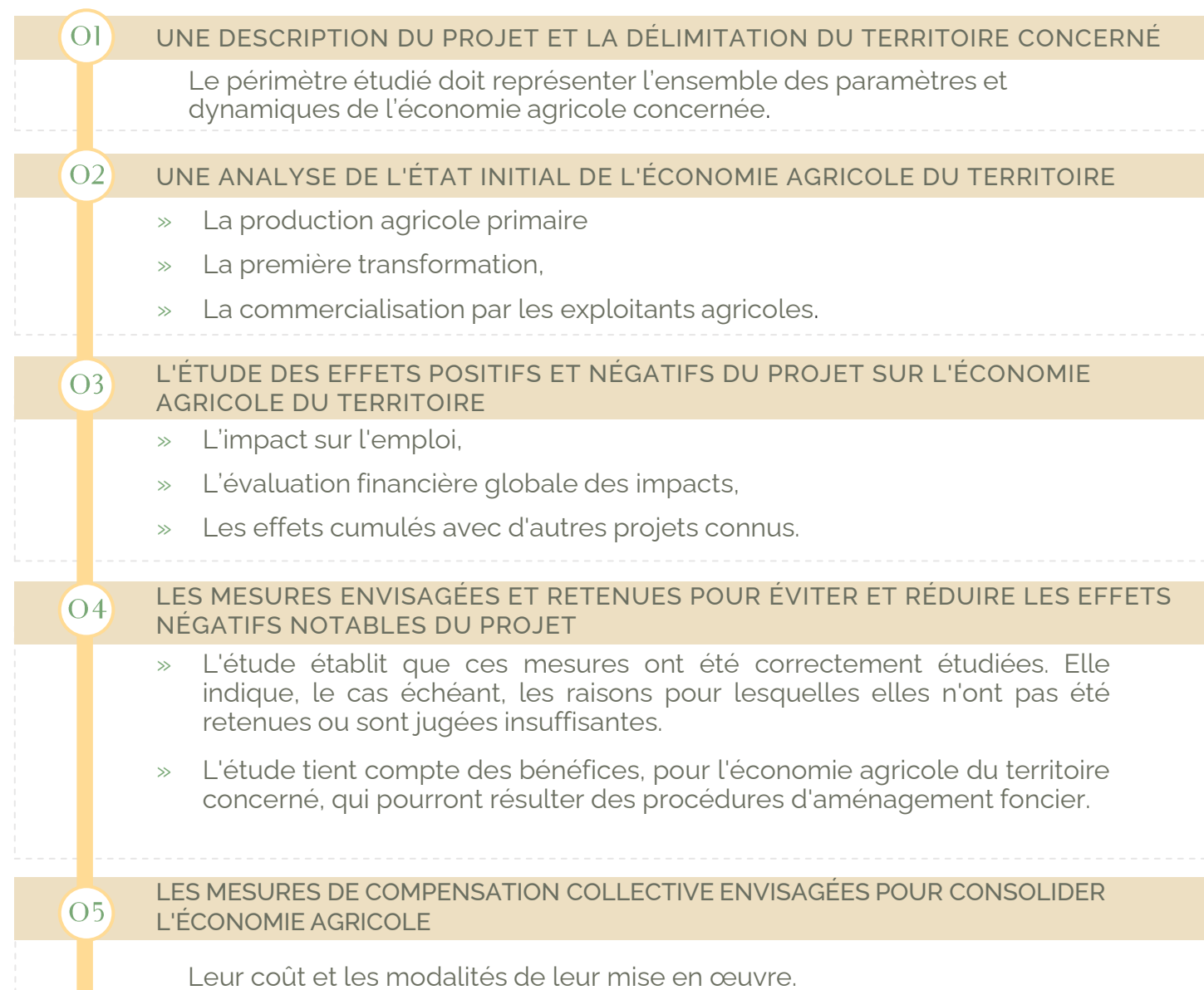
# LE CADRE RÉGLEMENTAIRE DE L'ÉTUDE

## Le contenu de l'étude préalable agricole et l'instruction

Le projet remplissant les trois conditions cumulatives du Décret n°2016-1190 du 31 août 2016, une étude préalable agricole doit être réalisée selon les cinq étapes détaillées ci-dessous.

A noter que la méthodologie complète de CETIAC est détaillée en fin d'étude.

### Le contenu de l'étude préalable agricole



Ces étapes structurent la présente étude préalable agricole relative au projet de ferme éolienne de Ferrières-Aunis SAS



# LE PORTEUR DU PROJET CONCERNÉ PAR L'ÉTUDE

## Maître d'œuvre et présentation du projet

Le maître d'œuvre du projet de ferme éolienne de Ferrières-Aunis est la société VOLKSWIND France SAS.



### Présentation du projet

Le projet concerné par l'étude est un **projet de parc éolien de 5 éoliennes sur les communes de Ferrières et de Saint-Jean-de-Liversay**, dans le département de la Charente-Maritime,

Les différentes études sont conduites sur la base de la **Zone d'Implantation Potentielle** (ZIP), appelée parfois Zone de Projet (ZP). La ZIP est la zone du projet de parc éolien dans laquelle sont étudiées les variantes d'implantation. Cela correspond à l'emprise potentielle du projet et de ses différents aménagements (chemins d'accès, locaux techniques, liaison électrique, plateformes...).

### Une entreprise à taille humaine adossée à un groupe international

Volkswind France est une société qui conçoit, développe, construit et exploite des projets éoliens, en étroite collaboration avec ses partenaires locaux.

**Créée en 2001**, l'entreprise compte environ **987 MW raccordés**, pour 383 éoliennes installées. Cela couvre les besoins annuels en électricité d'environ **987 000 personnes chauffage compris** (soit la population d'une ville comme Lyon associée à celle de Toulouse), évitant ainsi le rejet de près de 651 420 tonnes de CO2 chaque année.

Volkswind France est une entreprise de proximité grâce à sa structure organisée en antennes régionales :

- » Paris (Ile-de-France) siège social
- » Tours (Centre-Val de Loire)
- » Limoges (Nouvelle-Aquitaine)
- » Amiens (Hauts-de-France)
- » Montpellier (Occitanie)

La présence de Volkswind France en région permet à l'équipe de mieux appréhender les spécificités locales et d'instaurer des relations de confiance et de longue durée avec les administrations et les partenaires locaux.

La société Volskind France a été créée par le groupe Volkswind GmbH, créé en Allemagne en 1993 par deux ingénieurs spécialistes de l'énergie éolienne. En Allemagne, Volkswind est devenu le dixième producteur d'électricité d'origine éolienne.

La Ferme éolienne, est une société filiale du groupe VOLKSWIND GmbH, qui en est l'unique actionnaire (100%). VOLKSWIND GmbH, est elle-même détenue à 100 % par le groupe énergétique suisse AXPO.

# DESCRIPTION DU PROJET ET DELIMITATION DU TERRITOIRE CONCERNÉ

En préambule de l'étude, les trois conditions cumulatives du Décret sont bien remplies par le projet. Une présentation du porteur du projet et du contexte de l'étude a été réalisée. Une description du projet sera détaillée dans un objectif de clarification des étapes et caractéristiques attendues. Plusieurs périmètres d'étude seront proposés, plus ou moins élargis afin de prendre en compte l'ensemble des composantes de l'économie agricole du territoire

*Conformément à l'article D. 112-1-19 du code rural et de la pêche maritime, l'étude préalable comprend (...) Une description du projet et la délimitation du territoire concerné.*

Extrait du Code Rural, Article D112-1-19 créé par Décret n°2016-1190 du 31 août 2016 – art.1

- 01a Description du projet concerné
- 01b Délimitation des périmètres d'étude

## 01 DESCRIPTION DU PROJET ET DELIMITATION DU TERRITOIRE CONCERNÉ

02 ÉTAT INITIAL DE L'ÉCONOMIE AGRICOLE

03 EFFETS POSITIFS ET NÉGATIFS DU PROJET SUR  
L'ÉCONOMIE AGRICOLE

04 MÉTHODOLOGIE, BIBLIOGRAPHIE & ANNEXES

# 01

# DESCRIPTION DU PROJET CONCERNÉ

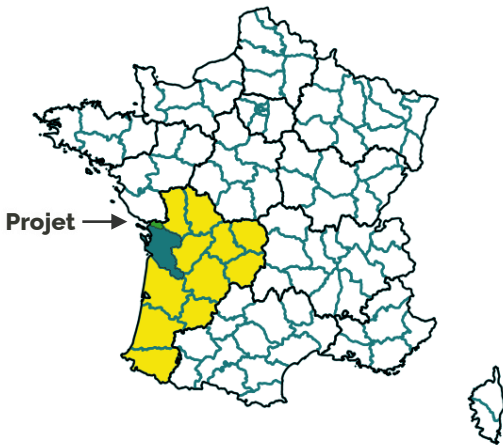
- Situation géographique du projet
- Fiche d'identité du projet
- Compatibilité avec les documents de planification
- Activité agricole concernée par le projet

# SITUATION GÉOGRAPHIQUE DU PROJET

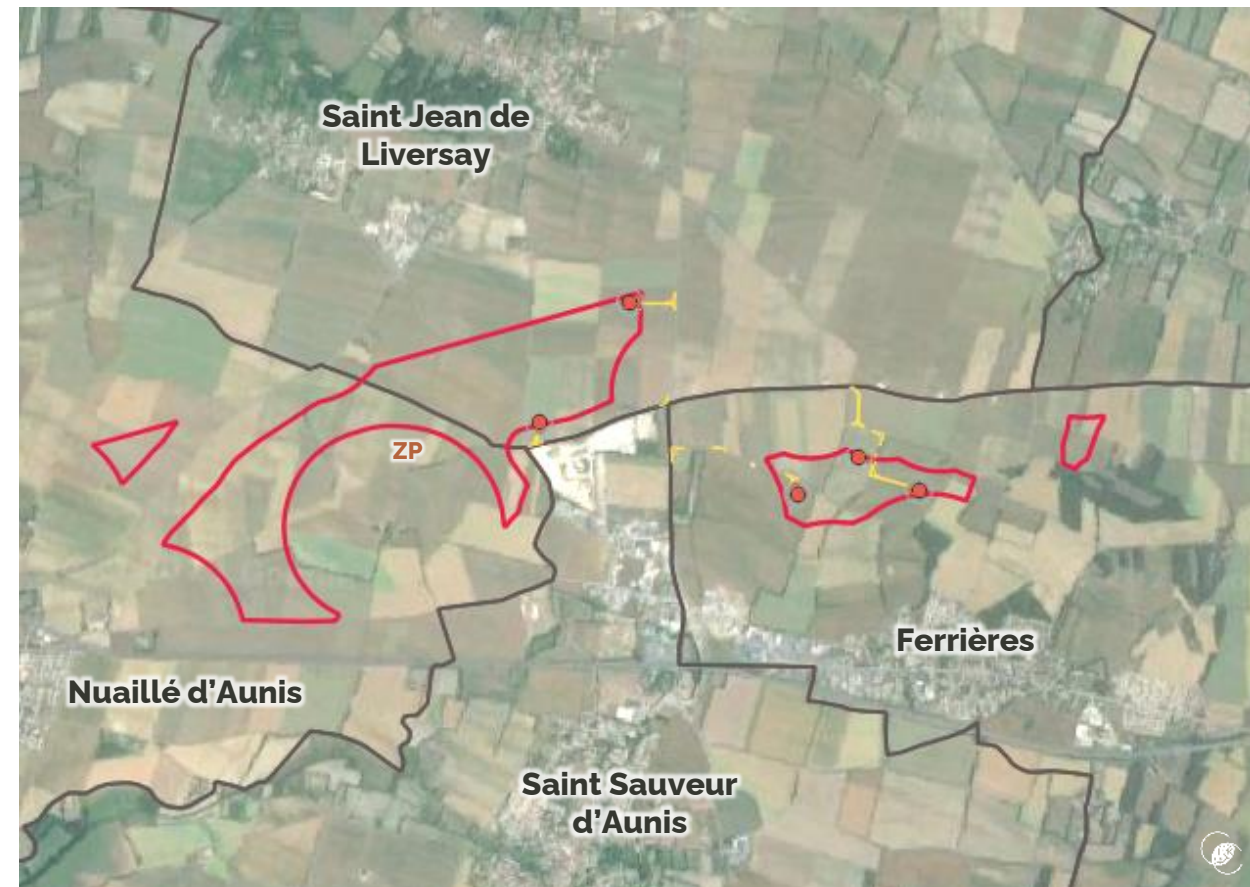
Un projet à cheval sur les communes de Ferrières et Saint-Jean-de-Liversay, en Charente-Maritime

Le projet de parc éolien de Ferrières-Aunis est situé à cheval sur les communes de Ferrières et Saint-Jean-de-Liversay, dans le nord du département de la Charente-Maritime (17) en région Nouvelle-Aquitaine. Ces communes appartiennent toutes deux à la Communauté de Communes Aunis Atlantique.

La communauté de communes Aunis Atlantique est située entre les agglomérations de La Rochelle, Rochefort et Niort. Elle est sur le territoire du Parc Naturel Régional (PNR) du Marais Poitevin. Sa population s'élève actuellement à 29 800 habitants (en augmentation de 6% depuis 2011), pour une superficie de 440km<sup>2</sup>.



Projet au nord de la Charente-Maritime, sur la CC Aunis Atlantique



Zone du Projet  
 Eolienne  
 Chemin

**Localisation de la Zone projet et des 5 éoliennes**  
 0 500 m N  
 Réalisation CETIAC



Chiffres clés de la CC Aunis Atlantique

20 communes –  
 29 800 habitants –  
 440km<sup>2</sup>

Localisation de la CC Aunis Atlantique

Source : site internet CC Aunis Atlantique

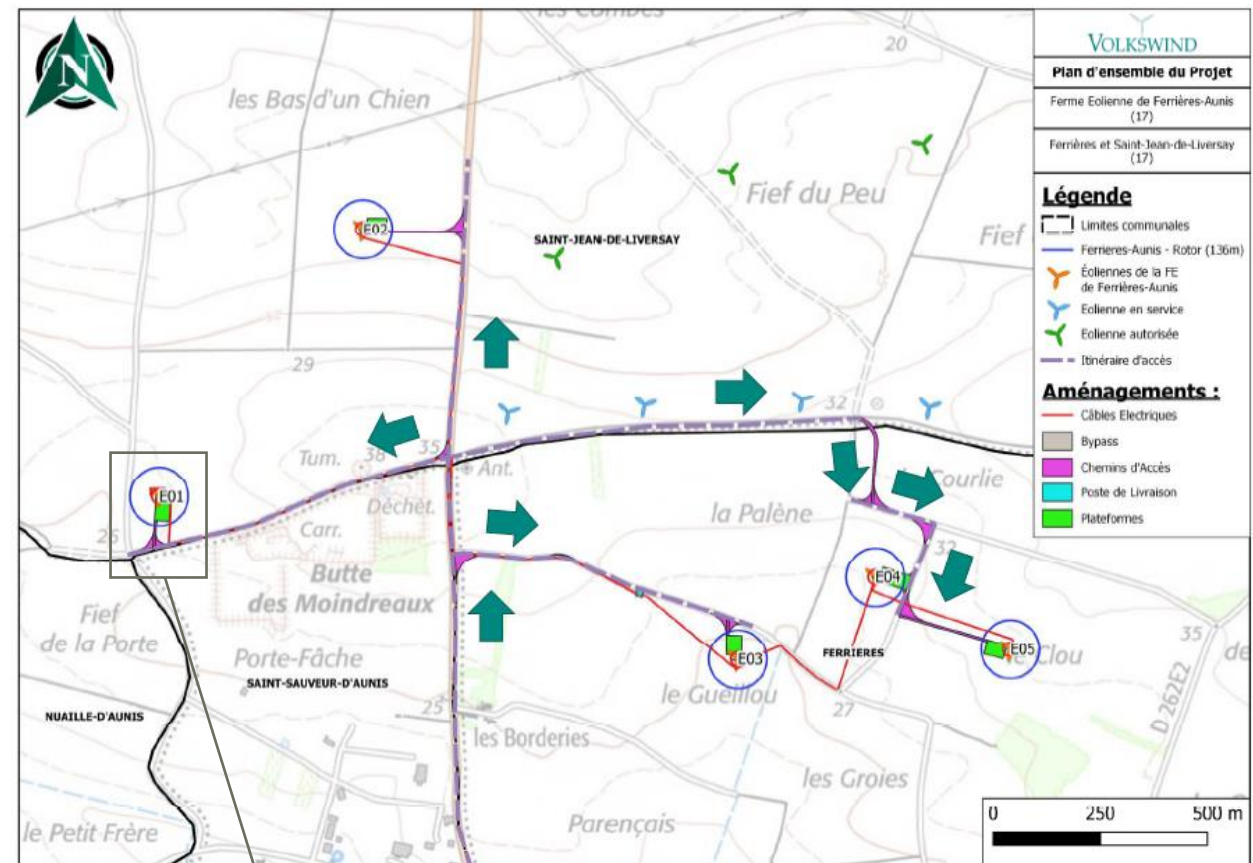


# FICHE D'IDENTITÉ DU PROJET

## Caractéristiques du projet

### Le projet de parc éolien de Ferrières Aunis

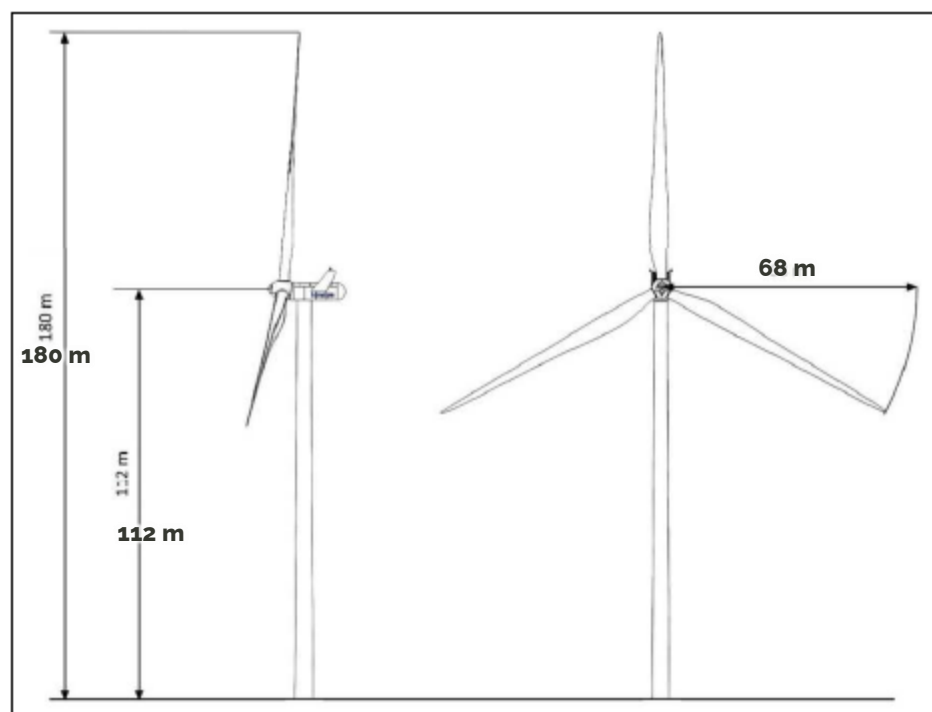
Objet du projet	Projet de 5 éoliennes Puissance électrique unitaire de 4,5 MW pour les V136 et de 4,8 MW pour les N133 Puissance nominale du parc éolien comprise entre 22,5 et 24 MW
Surfaces	<b>Surface agricole totale : 20 940m<sup>2</sup> soit 2,1 ha</b> (6 958m <sup>2</sup> sur la commune de Saint-Jean-de-Liversay et 13 982m <sup>2</sup> sur la commune de Ferrières)
Portage	Maitre d'ouvrage : Ferrière Aunis SAS Maitre d'œuvre Volkswind France SAS
Document d'urbanisme	Zones A et Aenr du PLUiH de la CC Aunis Atlantique concernant les éoliennes et leurs aménagements Présence de zonage N sur des parcelles de la Zone de Projet



**Plan d'ensemble du projet**

Source : Etude d'Impact Environnementale consolidée

Figure 45 : Plans de l'éolienne V136 – 4,5 MW avec une hauteur de moyeu de 112 m

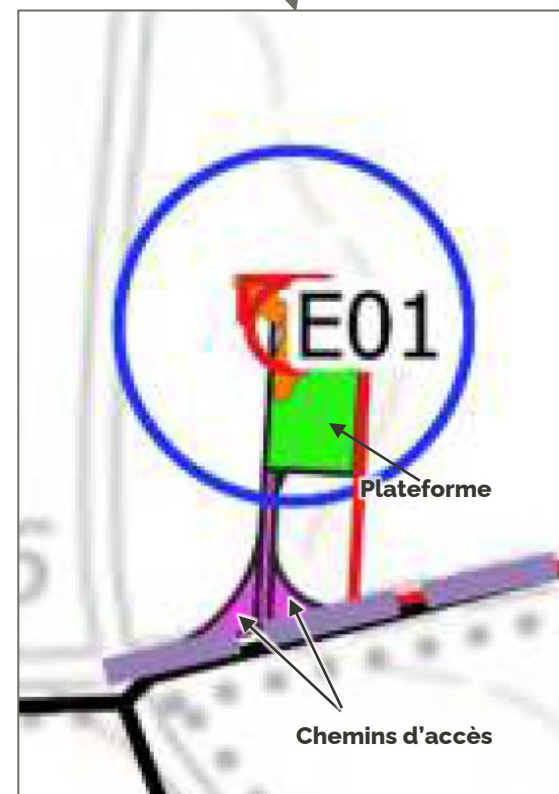


**Plan de l'éolienne V136**

Source : Etude d'Impact Environnementale consolidée

### Zoom sur une éolienne

Au sol, chaque éolienne est constituée d'une plateforme et de chemins d'accès



# FICHE D'IDENTITÉ DU PROJET

## Les grandes étapes du projet

Le projet éolien de Ferrières Aunis comprend une phase de chantier d'environ 6 mois, une phase d'exploitation occupant 2,1 ha agricoles et une phase de démantèlement et de remise en état de 100% des surfaces occupées.

La phase d'emprise temporaire peut être découpée en 2 temps : 0,69 ha sur quelques semaines (sans altération du sol) et 0,13 ha sur environ 6 mois. Les surfaces concernées sont des surfaces agricoles

### La phase de chantier : 0,82 ha d'emprise temporaire

Bien qu'il soit difficile d'évaluer de façon précise la durée du chantier de construction du parc éolien, qui dépendra aussi des conditions météorologiques (pluie et vitesse du vent notamment), la durée totale du chantier est estimée à environ 6 mois suivant le calendrier ci-contre.

Les surfaces impactées par le chantier fluctuent en fonction des étapes du chantier. On peut noter les éléments suivant :

- » **De l'ordre de 7 semaines (assemblage des éoliennes)** : emprises temporaires liées au stockage des pales et des sections de mâts : **6900m² au total** (période non déterminée, suivant l'avancement du chantier). A noter que **les pales sont stockées sans altérer le sol**.
- » **Sur l'ensemble du chantier** : emprise de la base vie du chantier, d'une surface prévue de 1300m²

### La phase d'exploitation : 2,1 ha d'emprise

La phase d'exploitation débute par la mise en service des aérogénérateurs, ce qui nécessite une période de réglage de plusieurs jours. En phase d'exploitation normale, les interventions sur le site sont réduites aux opérations d'inspection et d'entretien des installations, durant lesquelles des véhicules légers circuleront sur le site.

**Les emprises définitives comprennent les surfaces des plateformes de chaque éoliennes, les postes de livraison et les surfaces des chemins aménagés spécifiquement pour la construction et le fonctionnement du parc éolien.**

Le total des surfaces est de 2,1 ha.

### Le démantèlement et la remise en état

Après la période d'exploitation, le démantèlement total des structures sera réalisé incluant une remise en état de l'ensemble des surfaces occupées. Une réserve financière est sécurisée.

- Emprises temporaires ~ 1 mois = 0,69 ha agricoles
- Emprises temporaires ~ 6 mois = 0,13 ha agricoles
- Emprises définitives = 2,1 ha agricoles

Tableau 75 : Le planning du chantier

Nature des travaux	M o i s 1	M o i s 2	M o i s 3	M o i s 4	M o i s 5	M o i s 6
Réalisation de la ligne électrique						
Anménagements pistes d'accès						
Réalisation des fouilles						
Réalisation des fondations						
Attente durcissement béton						
Racco rdement électrique sur site						
Ass emblage des éo liennes						
Installation du poste de liv raiso n						
Test et mise en service						

### Planning prévisionnel du projet

Source : Etude d'Impact Environnementale consolidée

Tableau 73 : Récapitulatif des surfaces grevées par le projet

Commune	Eolienne	Surface grevée totale
Saint-Jean-de-Liversay	E01	2 937 m²
Saint-Jean-de-Liversay	E02	3 723 m²
Saint-Jean-de-Liversay	Pan coupé	298 m²
Ferrières	E03	2 785 m²
Ferrières	E04	3 829 m²
Ferrières	E05	3 998 m²
Ferrières	PDL	217 m²
Ferrières	Pan coupé	3 153 m²
Commune de Saint-Jean-de-Liversay	Total	6 958 m²
Commune de Ferrières	Total	13 982 m²

### Surfaces impactées pendant la phase d'exploitation

Source : Etude d'Impact Environnementale consolidée



# COMPATIBILITÉ AVEC LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION

## Schémas directeurs et documents d'urbanisme

Le projet Ferrières-Aunis est compatible avec les objectifs du SCoT puisqu'il respecte les indications du SCOT Pays d'Aunis (respect des zones favorables du Schéma Régional Eolien, voir carte ci-dessous).

Le projet sera compatible avec le PLUiH en vigueur sur les communes concernées s'il évite l'implantation d'éoliennes en zone naturelle et forestière. Les zones N occupent toutefois une part mineure de la Zone de Projet, majoritairement situé en zone A et Aenr, compatibles.

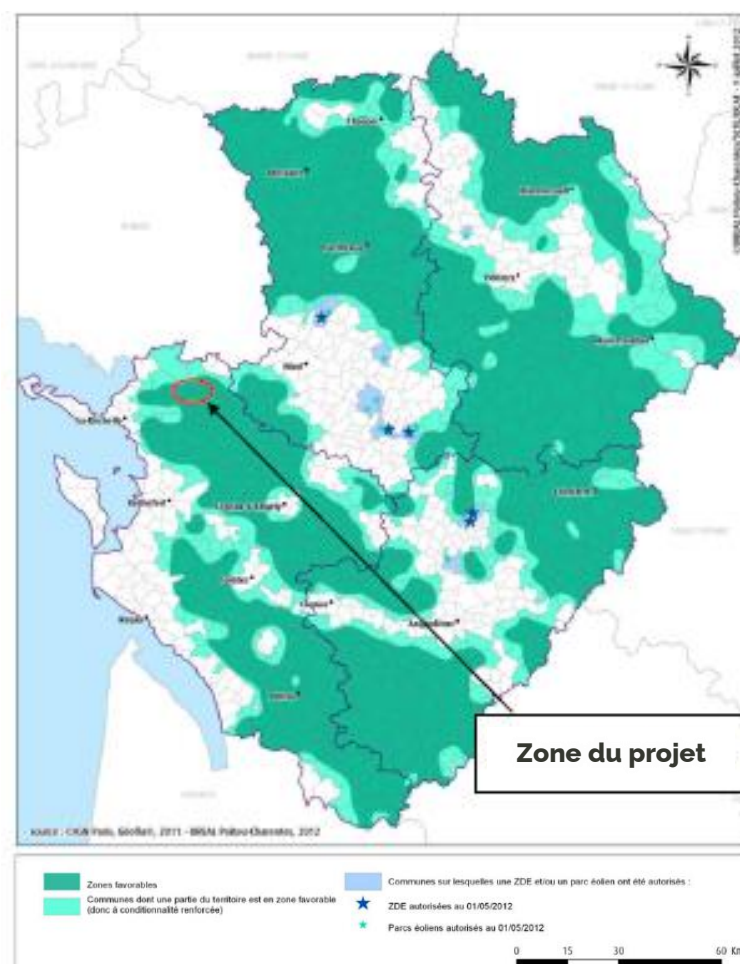
## Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays d'Aunis et le Schéma Régional Eolien

Les communes concernées par le projet de parc éolien sont couvertes pas le SCoT du Pays d'Aunis, approuvé en 2012.

Le dossier du SCOT du Pays d'Aunis indique en page 175, dans sa partie « 4.3 – Les incidences et les mesures d'adaptation sur l'environnement » que la « production d'énergies renouvelables doit développer de manière raisonnée l'éolien sur le territoire en respectant les préconisations du Conseil de Développement du Pays d'Aunis et du Schéma Régional Eolien ».

Dans ce même dossier, à la page 277, dans sa partie « 2.4 – Soutenir le développement des ressources renouvelables », il est indiqué que « l'énergie éolienne devra être développée **en cohérence avec le Schéma Régional Eolien** qui a repéré un potentiel éolien conséquent sur le Pays d'Aunis (par la mise en œuvre de Zone de Développement Eolien, ZDE) ».

Comme le montre la carte ci-contre issue du Schéma régional éolien (SRE), le périmètre d'étude est situé dans la zone favorable du Schéma Régional Eolien.



## Schéma Régional Eolien

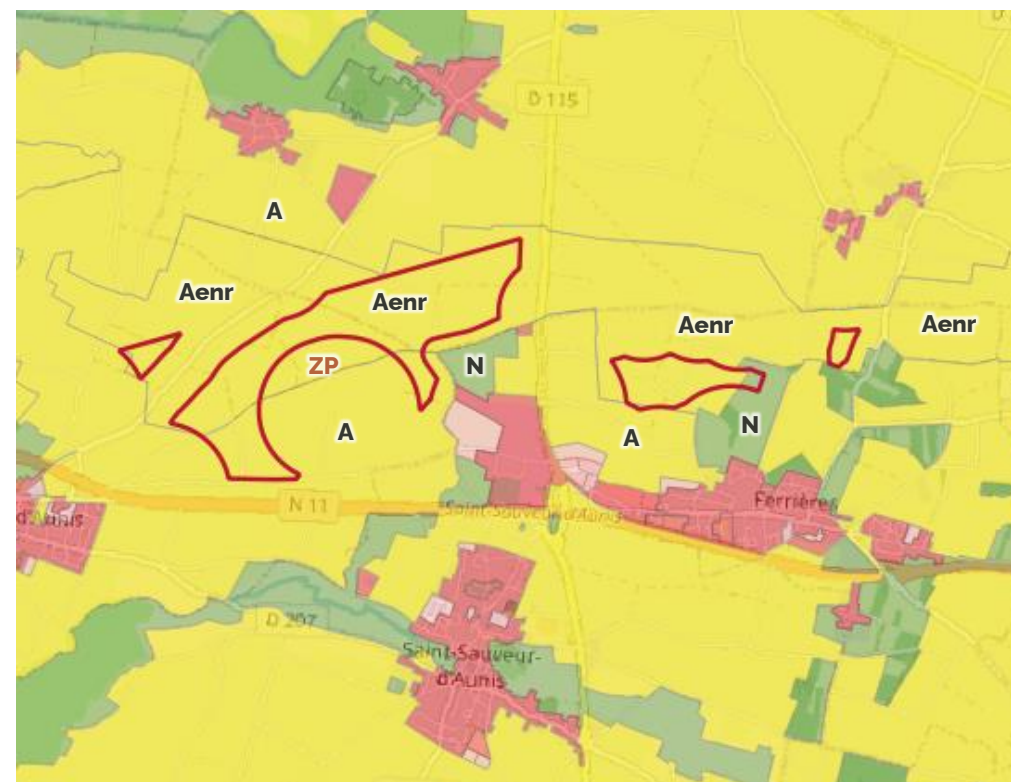
Source : DREAL, septembre 2012

## Le plan local d'urbanisme (PLU) de

Les communes de Ferrières, Nuillé-d'Aunis et Saint-Jean-de-Liversay concernées par le projet de parc éolien sont régies par le PLUi-H de la Communauté de Communes Aunis Atlantique. Ce Plan Local d'Urbanisme Intercommunal et Habitat a été approuvé le 19 mai 2021 par le conseil communautaire. Les zones U et AU ont servi de base pour la définition de la ZIP en appliquant la distance réglementaire de 500m.

La ZIP du projet concerne les zonages :

- » Agricole (zone A) dont un sous zonage Agricole Energies Nouvelles Renouvelables (zone Aenr)
- » Naturel (zone N)



## PLUiH de la Communauté de Communes Aunis Atlantique

Source : Géoportail de l'urbanisme

Les constructions prévues (éoliennes et poste de livraison) sont considérées comme des équipements d'intérêt collectif et services publics et donc admises en zone A et Aenr, si elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

En revanche, les éoliennes de plus de 12m sont interdites dans le règlement de la zone N.

Le projet de parc éolien sera donc compatible avec le PLUiH en vigueur sur les communes concernées s'il évite l'implantation d'éoliennes en zone naturelle et forestière.

# ACTIVITÉ AGRICOLE CONCERNÉE PAR LE PROJET

## Productions et assolements agricoles

Le projet de création du parc éolien de Ferrières-Aunis prend place dans un secteur agricole plutôt homogène avec des assolements très dominés par la culture de céréales et d'oléoprotéagineux.

La zone d'étude comprend 154 ha agricoles et au final 8 exploitations agricoles sont concernées par l'implantation des éoliennes, dont 5 par les éoliennes en elles-mêmes et 3 par les chemins.

### Un secteur porté par les céréales et les oléoprotéagineux

La zone du projet s'insère dans un espace agricole dense, qui se rattache à la petite région agricole de la plaine d'Aunis. Les productions agricoles de ce secteur sont :

- » Majoritairement les céréales (blé tendre majoritairement, orge, maïs ainsi que du blé dur)
- » Les oléoprotéagineux ; colza, tournesol, pois
- » Ponctuellement des légumineuses à grain de type lentilles

La nature des productions ainsi que les rendements réalisés dépendent en partie de la possibilité (ou la volonté) des exploitants agricoles d'irriguer les parcelles (matériel d'irrigation / disponibilité de l'eau).

### Les assolements sur la zone du projet

La zone du projet se rattache également à la valorisation agricole de la plaine d'Aunis, de part les productions qui sont réalisées sur cette zone et la nature des sols qui sont des terres de groie.

L'assolement 2021 de la zone du projet est composé à 67% de céréales (détails dans graphique ci-contre), 16% d'oléagineux (tournesol/colza), 4 % de pois, 4% de lentilles, 8% de surfaces en herbe (luzerne) et 1% de jachère.

A noter la très faible proportion de maïs et de blé dur, qui sont des productions bien présentes à l'inverse sur les terres de marais plus au nord.

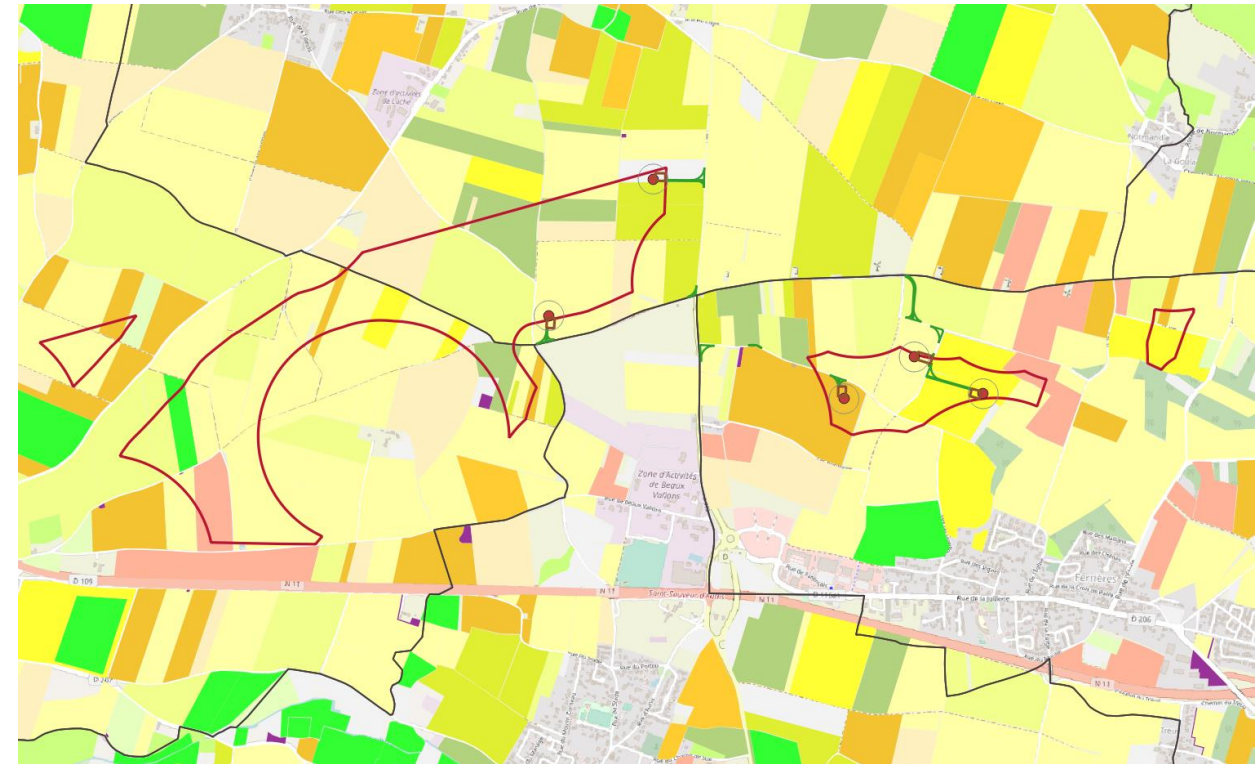
La zone du projet de parc éolien comprend **154,4 ha de parcelles agricoles**.

### 5 exploitations agricoles concernées directement par l'implantation des éoliennes et 3 supplémentaires par des chemins

Au total 8 exploitations agricoles sont directement concernées par l'implantation des éoliennes et l'aménagement des chemins d'accès.

5 exploitations agricoles sont concernées par les éoliennes, les plateformes et les chemins tandis que 3 exploitations agricoles sont concernées uniquement par les chemins.

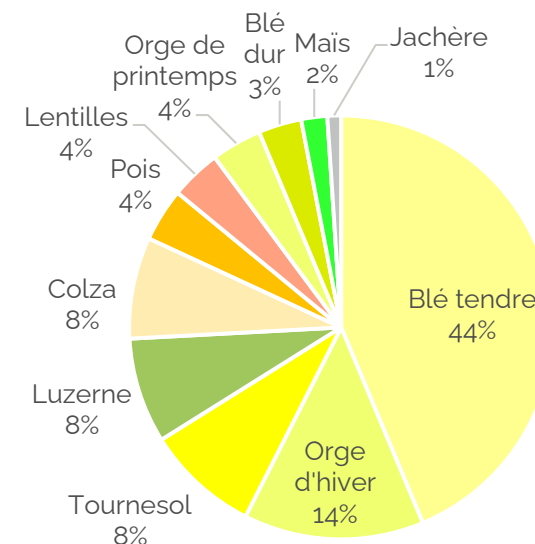
Une carte des parcelles agricoles directement concernées par les éléments du projet éolien est présentée en suivant, ainsi que les exploitations agricoles concernées.



### Assolements agricoles autour du projet

Source : RPG 2021

0 500m



**154 ha agricoles dans la zone projet**

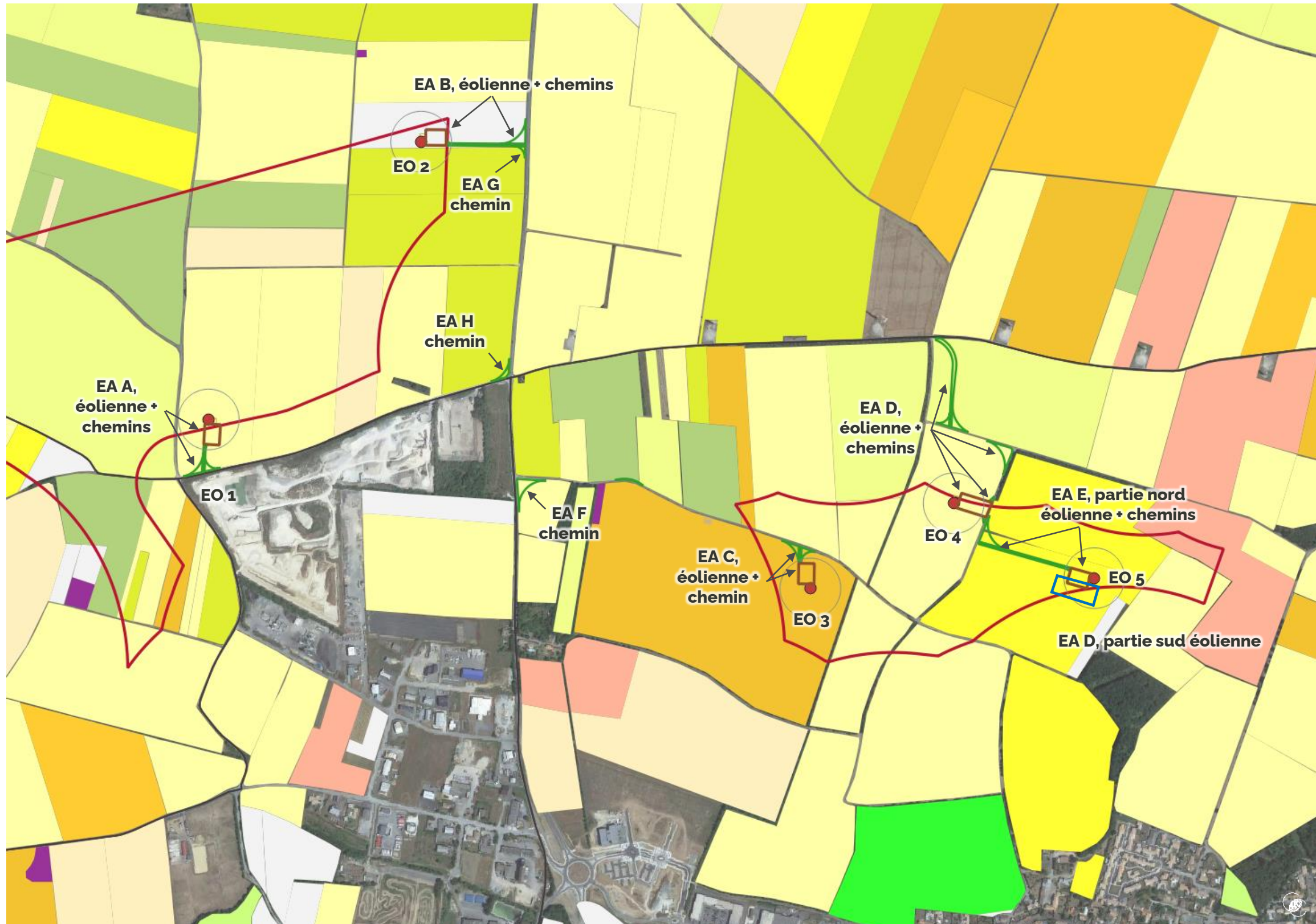
### Assolements agricoles dans la zone projet

Source : RPG2021



# ACTIVITÉ AGRICOLE CONCERNÉE PAR LE PROJET

Les exploitations agricoles concernées



Exploitations agricoles concernées par l'implantation

Carte CETIAC, fond RPG2021,  
données Volkswind

# ACTIVITÉ AGRICOLE CONCERNÉE PAR LE PROJET

## Récapitulatif des exploitations concernées 1/2

Les 8 exploitations directement concernées par l'implantation du projet sont représentatives de l'agriculture du territoire. Certaines des exploitations agricoles sont à cheval sur la plaine d'Aunis et sur le marais poitevin desséché.

	Exploitation A (locataire)	Exploitation B (locataire)	Exploitation C (locataire)	Exploitation D (locataire)
Siège	Marans	Taugon	Saint-Cyr-du-Doret	Ferrières
SAU	150 Ha mais sur 2 entités distinctes, 1 exploitation de 100ha en exploitation biologique, tournée vers la production laitière 1 exploitation conventionnelle de grandes cultures, de 50ha. C'est celle-ci qui est concernée par le projet	65 ha à cheval sur la plaine d'Aunis et sur le marais	190 ha à cheval sur la plaine d'Aunis et sur le marais	200 ha localisé sur la plaine d'Aunis
Productions	Céréales et lait de vache	Céréales et oléoprotéagineux : blé tendre (18 ha), maïs (40 ha), tournesol (8 ha) et jachère (6 ha)	Céréales et oléoprotéagineux + vaches laitières (50VL) + vaches allaitantes (30VA)	Céréales et oléoprotéagineux : blé tendre (80 ha), orge (30 ha), pois fourrager (30 ha), colza (30 ha) et tournesol (20ha)
Lien avec le projet éolien / SAU concernée	Concerné par l'éolienne 1  SAU concernée = 2922 m <sup>2</sup> (0,29ha) soit <b>0,2% de la surface de l'exploitation</b>	Concerné par l'éolienne 2  SAU concernée = 3611 m <sup>2</sup> (0,36 ha) soit <b>0,6% de la surface de l'exploitation</b>	Concerné par l'éolienne 3  SAU concernée = 2937 m <sup>2</sup> (0,29ha) soit <b>0,2% de la surface de l'exploitation</b>	Concerné par l'éolienne 4 et une partie de la plateforme de l'éolienne 5 SAU concernée = 3814m <sup>2</sup> + 126m <sup>2</sup> + 546m <sup>2</sup> + 91m <sup>2</sup> + 2101m <sup>2</sup> = 6679 m <sup>2</sup> (0,67ha) soit <b>0,3% de la surface de l'exploitation</b>
Main d'œuvre	1 ETP	1 ETP	Actuellement 3 associés	1 ETP
Filières	<b>Groupe Soufflet</b> pour les céréales conventionnelles <b>CORAB</b> pour les céréales AB <b>Biolait</b> pour le lait AB	Terre Atlantique pour le tournesol (silo de Saint-Sauveur) <b>Groupe Soufflet</b> pour le reste des cultures	<b>Terra Lacta (pour laiterie de Surgères)</b> Négociants privés pour les broutards <b>Groupe Soufflet</b> pour les cultures	<b>Terre Atlantique</b> (silo de Saint-Sauveur) <b>Océalia</b> , (silo de Saint-Sauveur) <b>Minoterie de Courçon</b> (silo de Courçon)
Particularités	Départ à la retraite dans les années à venir  Pas d'irrigation sur l'exploitation, pas de drains sur les parcelles concernées	Exploitation agricole en phase stable  Pas d'irrigation sur l'exploitation, pas de drains sur les parcelles concernées	Départ à la retraite d'un des associés dans 2 ans, arrêt à venir de l'atelier lait, maintien de l'atelier viande bovine pour valoriser les surfaces en herbe (environ 30 ha, en zone Natura 2000) Pas d'irrigation sur l'exploitation, pas de drains sur les parcelles concernées	Exploitation agricole en phase stable  Pas d'irrigation sur l'exploitation, pas de drains sur les parcelles concernées

# ACTIVITÉ AGRICOLE CONCERNÉE PAR LE PROJET

## Récapitulatif des exploitations concernées 2/2

Les 8 exploitations directement concernées par l'implantation du projet sont représentatives de l'agriculture du territoire. Certaines des exploitations agricoles sont à cheval sur la plaine d'Aunis et sur le marais poitevin desséché.

	Exploitation E (locataire)	Exploitation F (locataire)	Exploitation G (propriétaire exploitant)	Exploitation H (propriétaire exploitant)
Siège	Ferrières	Saint-Sauveur	Saint-Jean-de-Liversay	Saint-Jean-de-Liversay
SAU	112ha	86 ha à cheval sur la plaine d'Aunis et sur le marais	160ha à cheval sur la plaine d'Aunis et sur le marais	230 ha à cheval sur la plaine d'Aunis et sur le marais (moitié-moitié)
Productions	Céréales et oléoprotéagineux : Blé (35ha), orge (15 ha), maïs (22ha), pois (12 ha), colza (10 ha)	Céréales et oléoprotéagineux : 80% de céréales (blé dur, orge, maïs) 20% oléoprotéagineux (colza, tournesol, pois)	Céréales 50 % vente Blé dur, Maïs Lait de Chèvre 50% Herbes, Maïs grains	Céréales et oléoprotéagineux : Blé dur (60ha), tournesol (15 ha), petit pois (15 ha), colza (30 ha) sur la plaine Blé dur, maïs sur le marais
Lien avec le projet éolien / SAU concernée	Concerné par l'éolienne 5  SAU concernée = 3311 m <sup>2</sup> (0,33 ha) soit <b>0,3% de la surface de l'exploitation</b>	Concerné par des chemins  SAU concernée = 961m <sup>2</sup> (0,1 ha) soit <b>0,1% de la surface de l'exploitation</b>	Concerné par des chemins (chemin de l'éolienne 2)  SAU concernée = 97 m <sup>2</sup> (0,001 ha) soit <b>0,001% de la surface de l'exploitation</b>	Concerné par des chemins  SAU concernée = 298m <sup>2</sup> (0,03ha) soit <b>0,01% de la surface de l'exploitation</b>
Main d'œuvre	1 ETP	1 ETP	2 ETP	1 ETP
Filières	<b>Terre Atlantique</b> (silo de Saint-Sauveur d'Aunis)	<b>Terre Atlantique</b> (silo de Aigrefeuille d'Aunis)	<b>Terre Atlantique</b> (silo de St Sauveur d'Aunis et <b>Groupe Soufflet</b> (silo de St Sauveur d'Aunis) pour les cultures  Coopérative <b>Terra Lacta</b> pour le lait (Surgères)	60% de la production vers la <b>Minoterie de Courçon</b> (totalité du blé dur) Reste via des courtiers privés
Particularités	Pas de particularités relevées par l'exploitant agricole  Pas d'irrigation sur l'exploitation, pas de drains sur les parcelles concernées	Pas de particularités relevées par l'exploitant agricole  Pas d'irrigation sur l'exploitation, pas de drains sur les parcelles concernées  Départ à la retraite dans les 5-10 ans à venir	Pas de particularités relevées par l'exploitant agricole  Pas d'irrigation sur l'exploitation, pas de drains sur les parcelles concernées	Exploitation agricole en phase stable Un des seuls à produire du blé dur sur la plaine (difficile à conduire sur les groies).  Pas d'irrigation sur l'exploitation, pas de drains sur les parcelles concernées

# DÉLIMITATION DES PÉRIMÈTRES DE L'ÉTUDE

- Contexte agricole départemental
- Définition des périmètres d'étude

01b



# CONTEXTE AGRICOLE DÉPARTEMENTAL

## Un département à l'agriculture très diversifiée

L'agriculture charentaise-maritime présente une grande diversité de petites régions agricoles et de productions, entre la plaine céréalière d'Aunis, les régions de marais, les productions viticoles et les productions de la mer.

L'activité agricole semble dynamique avec un nombre d'emploi stable, bien que l'enjeu de renouvellement des générations agricoles soit bien présent.

### Les deux tiers du département sont agricoles

D'une superficie de 6 864 km<sup>2</sup>, la Charente-Maritime est bordée à l'ouest par 470 km de côtes s'étirant de l'anse de l'Aiguillon à l'estuaire de la Gironde. Elle présente une agriculture très diversifiée, entre grandes cultures, marais, viticulture et forêt.

D'après le RGA 2020, 5 807 exploitations agricoles étaient dénombrées dans le département, contre 7 367 en 2010, soit une baisse de 21%. La surface agricole utile (SAU) représente les deux tiers de la surface du département avec environ 425 000 ha. Elle se compose principalement de **terres arables** (79%) consacrées pour plus de la moitié à la culture des céréales (blé et maïs). Les **Surface Toujours en Herbe** (STH), dont les zones de marais, occupent 11% de la SAU et sont valorisées grâce à l'élevage bovin majoritairement. Les **cultures permanente** (10% de la SAU) sont majoritairement dévolue à la viticulture. La moitié du vignoble de Cognac étant localisée en Charente-Maritime.

### Des petites régions et des productions diversifiées

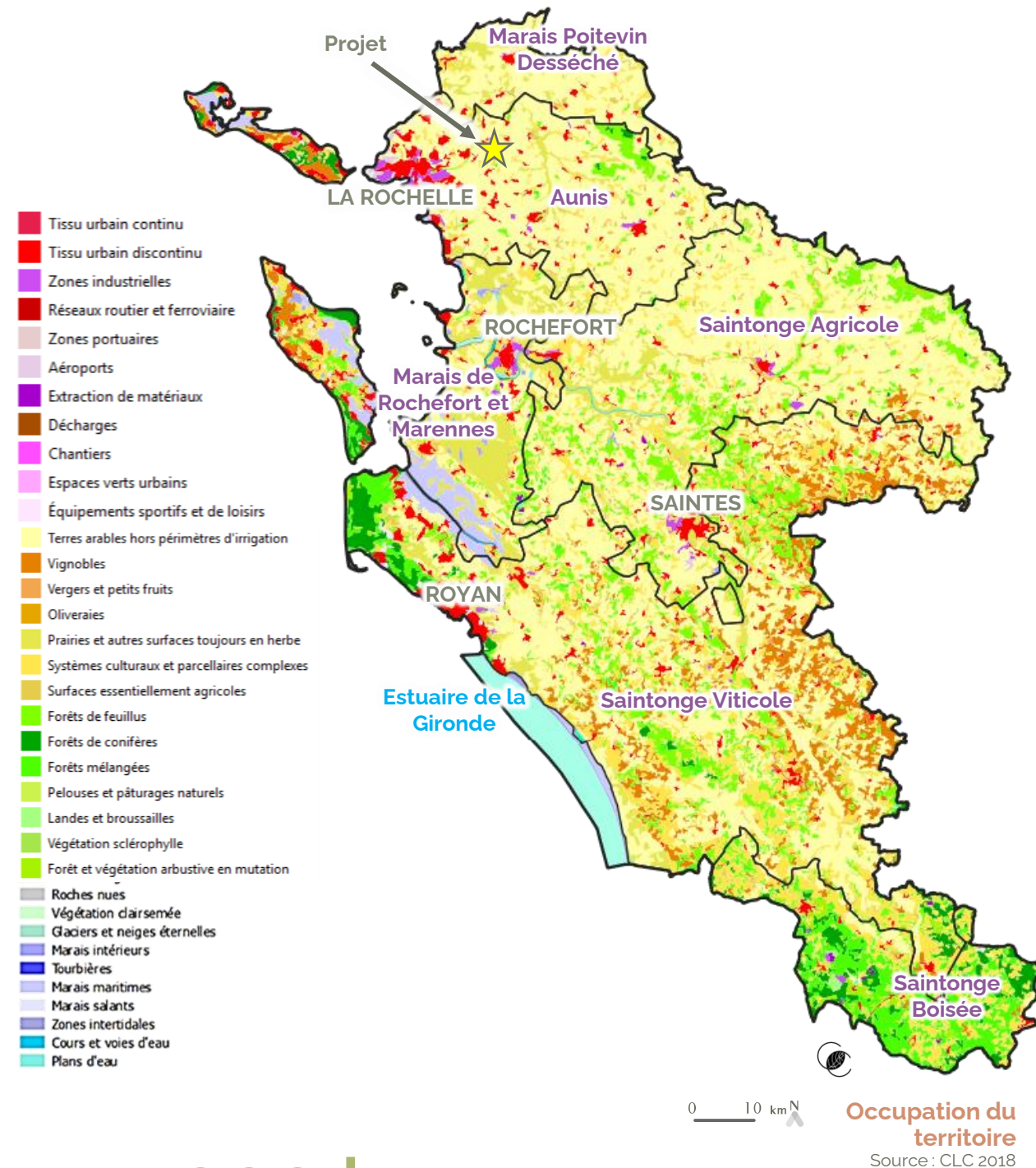
Six Petites Régions Agricoles composent le territoire de Charente-Maritime :

- » Au Nord, se situe la zone du **Marais poitevin desséché**, une région d'élevage et de céréaliculture ;
- » Dans le Nord-Ouest, la région de l'**Aunis** est tournée vers la production de céréales et d'oléagineux ;
- » Au Sud de l'Aunis, se trouve celle des **Marais de Rochefort et Marennes** orientée vers la maïsiculture, l'élevage et la conchyliculture ;
- » Au Nord-Est et centre s'étend la **Saintonge agricole** qui prolonge à l'Est la plaine de l'Aunis, une région où prédomine la céréaliculture intensive ;
- » Au centre/Sud, la **Saintonge viticole**, limitrophe du Cognaçais, se démarque par la présence de la vigne à eaux de vie ;
- » Enfin, la **Saintonge boisée**, terre de polyculture à l'extrême Sud du département, associe la vigne, l'élevage à viande et les cultures fourragères, ainsi que l'exploitation forestière.

### Une relative stabilité de l'emploi agricole mais un âge moyen élevé

Bien que le nombre d'exploitations agricoles ait chuté de 21%, le nombre d'actifs agricole n'a diminué que de 6% et le volume de travail de 1% seulement ; cela s'explique par un agrandissement / regroupement des exploitations agricoles et une augmentation des salariés permanents (+34% en ETP) et occasionnels (+24% en ETP).

La moyenne d'âge des exploitations agricoles est de 52 ans et 28% des exploitations ont un des exploitants de plus de 60 ans, ce qui laisse augurer des enjeux de transmission des exploitations, bien que plus d'un tiers des exploitants de plus de 60 ans n'envisage pas de départ dans l'immédiat.



## 425 000 ha agricoles

Définition des petites régions agricoles

Une région agricole française (RA) est définie par un nombre entier de communes formant une zone d'agriculture homogène. Elle peut être à cheval sur plusieurs départements. La France métropolitaine est découpée en 411 RA (région agricole). Le croisement entre les régions agricoles et les départements détermine les « petites régions agricoles » (PRA). La France métropolitaine compte 713 PRA.

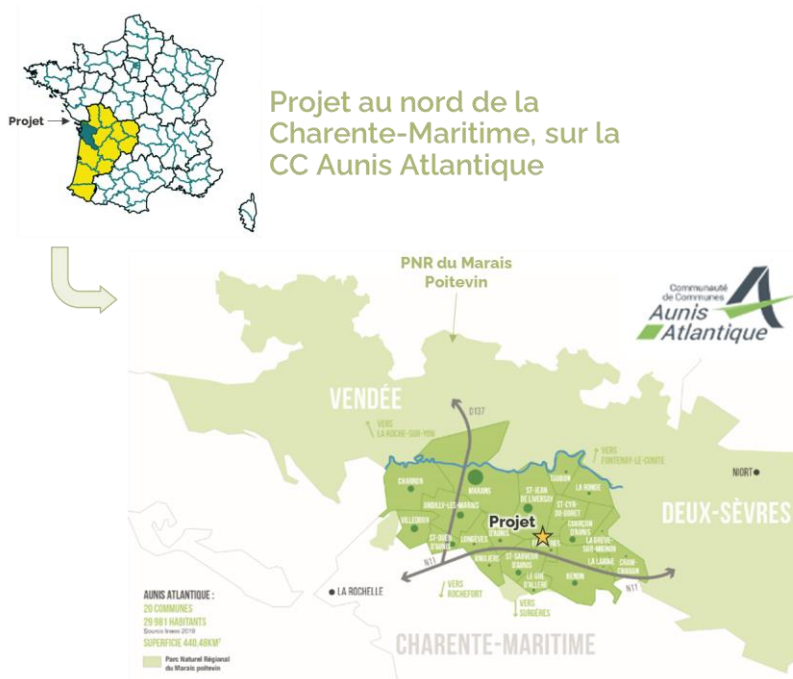


# DÉFINITION DES PÉRIMÈTRES D'ÉTUDE

## La cohérence agricole de la petite région agricole d'Aunis

Les périmètres d'étude sont définis de façon à permettre une analyse de l'économie agricole dans laquelle s'insère le projet. Le site d'étude désignera l'agriculture directement concernée par le projet tandis que le périmètre élargi sera défini à partir de différents critères tels que l'occupation des sols, l'assolement agricole, les caractéristiques pédologiques, le relief, les filières et la cohérence administrative. Chaque critère pertinent sera analysé et leur superposition permettra de proposer un périmètre cohérent pour l'étude.

### La superposition des critères





# DÉFINITION DES PÉRIMÈTRES D'ÉTUDE

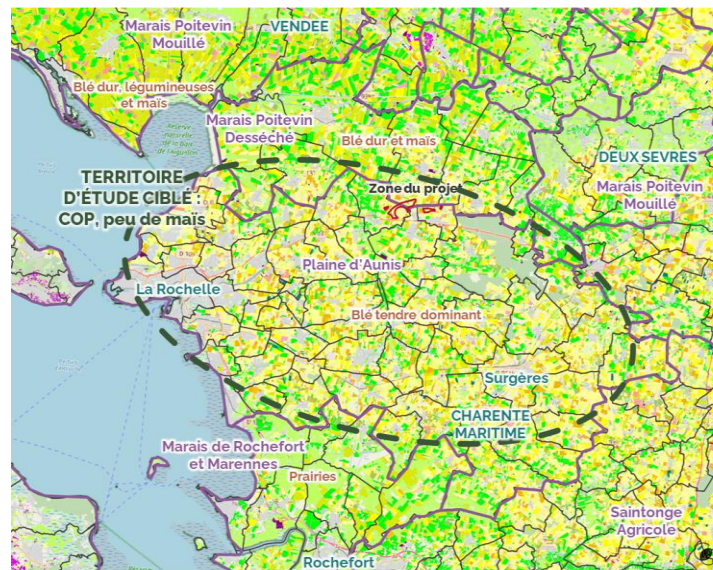
## La cohérence agricole de la petite région agricole d'Aunis

Plusieurs éléments complémentaires ont été analysés afin d'infirmer ou valider le périmètre pré-ciblé.

Les données pédologiques viennent conforter le périmètre pré-ciblé tandis que le critère du relief n'a pas d'incidence.

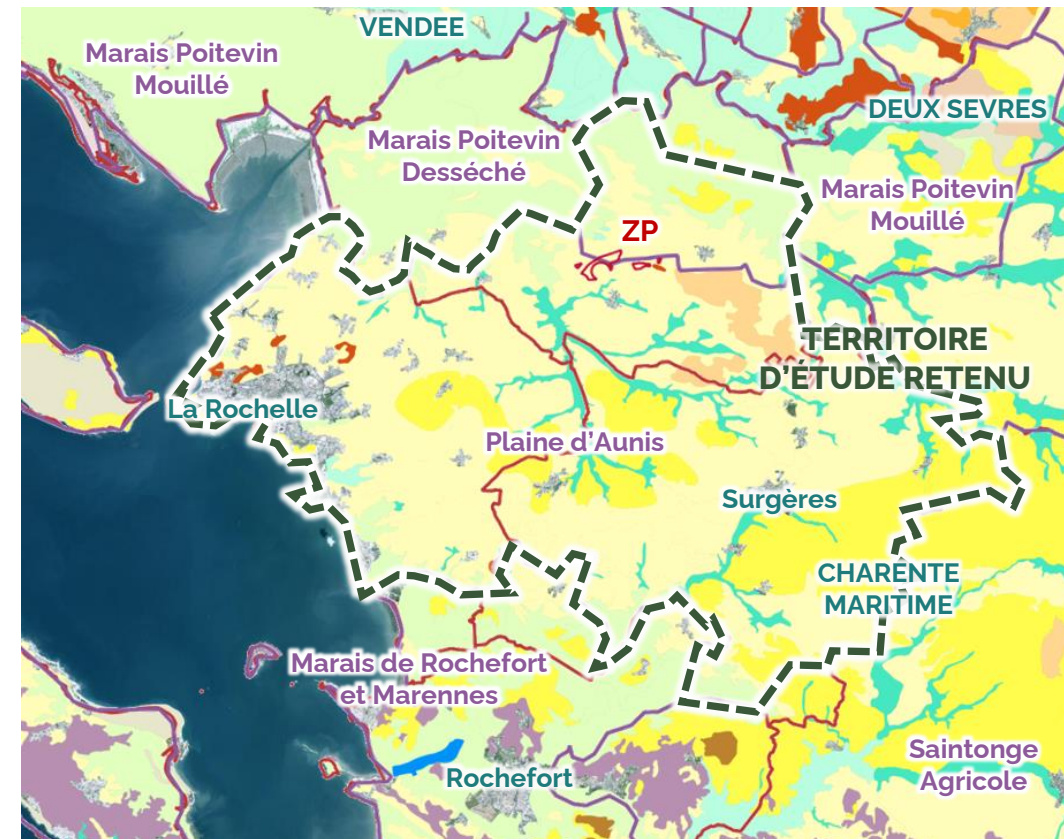
Le périmètre élargi retenu comprend ainsi 3 EPCI autour de la valorisation agricole de la plaine d'Aunis.

### La superposition des critères



Rappel de l'occupation agricole des sols

- Sodisolsols
- Fluviosols
- Rendisols
- Thalassosols
- Rendosols
- Calcosols
- Néoluviosols
- Planosols



0 10 km N  
Carte des sols  
Source Géoportail GisSols

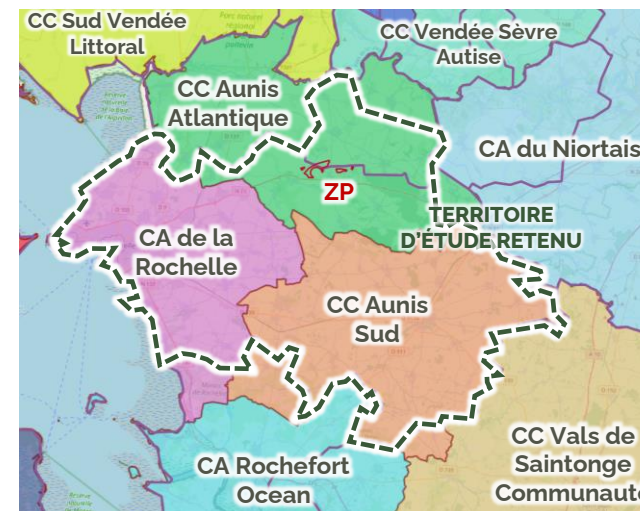
### Justifications

La carte des sols vient conforter le choix du périmètre pré-ciblé : les sols de la petite région agricole de la plaine d'Aunis sont constitués de sols d'origine calcaire (rendosols et calcosols, ici des terres de groie) tandis que les sols des petites régions de marais sont, sans surprise, des sodisolsols, qui sont des sols salins.

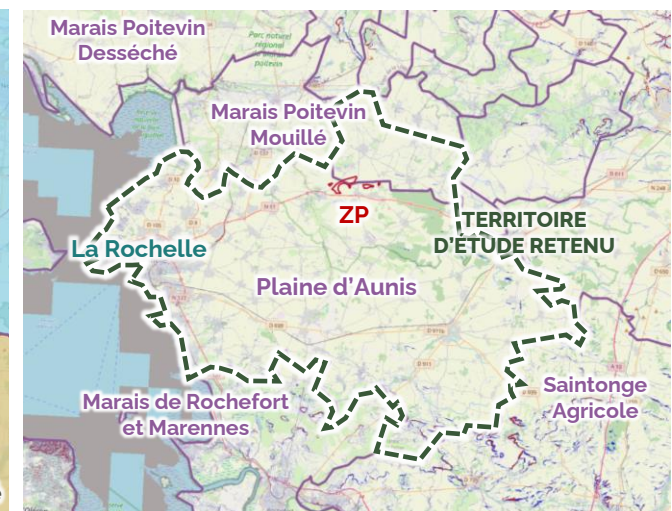
La partie Sud-Est de la petite région agricole du Marais Poitevin desséché où se trouve la zone projet repose bien sur des sols calcaires non salins, ce qui conforte le fait de les rattacher à la région d'Aunis et au périmètre d'étude retenu.

La carte des pentes apporte peu d'éléments différenciant : les reliefs sont globalement très faibles sur l'ensemble du territoire, bien que légèrement plus présents sur la petite région de la saintonge agricole.

Le périmètre retenu s'étale sur 3 EPCI : la CA de la Rochelle, la CC Aunis Sud et la CC Aunis Atlantique. La cohérence agricole a été retenue en priorité par rapport à la cohérence administrative.



0 10 km N  
Carte des EPCI  
Carte CETIAC



0 10 km N  
Carte des pentes  
Source Géoportail

■ Pentes à plus de 10%



## Le périmètre élargi

## Le site d'étude

Surface : 159 ha



Réalisation CETIAC



# ÉTAT INITIAL DE L'ÉCONOMIE AGRICOLE

Les deux périmètres sont issus d'une analyse des composantes agricoles du territoire. Sur ces deux périmètres, les filières agricoles seront caractérisées et approfondies pour connaître leurs enjeux et dynamiques.

*Conformément à l'article D. 112-1-19 du code rural et de la pêche maritime, l'étude préalable comprend (...) Une analyse de l'état initial de l'économie agricole du territoire concerné. Elle porte sur la production agricole primaire, la première transformation et la commercialisation par les exploitants agricoles et justifie le périmètre retenu par l'étude.*

Extrait du Code Rural, Article D112-1-19 créé par Décret n°2016-1190 du 31 août 2016 – art.1

02<sub>a</sub> Agriculture et filières du territoire

02<sub>b</sub> Synthèse de l'état initial de l'économie agricole

01 DESCRIPTION DU PROJET ET DELIMITATION DU  
TERRITOIRE CONCERNÉ

02 ÉTAT INITIAL DE L'ÉCONOMIE AGRICOLE

03 EFFETS POSITIFS ET NÉGATIFS DU PROJET SUR  
L'ÉCONOMIE AGRICOLE

04 MÉTHODOLOGIE, BIBLIOGRAPHIE & ANNEXES

02

# AGRICULTURE ET FILIÈRES DU TERRITOIRE

- L'agriculture sur le périmètre élargi
- Les filières agricoles
- Démarches qualité et labellisation
- Circuits courts et filières de proximité
- Production alimentaire du périmètre élargi
- Aptitudes et potentiel agronomique
- Fonctionnalité de l'agriculture locale
- Fonctionnalité agricole du site d'étude
- Agriculture et changement climatique
- Initiatives locales de soutien à l'agriculture

02a

# AGRICULTURE SUR LE PÉRIMÈTRE ÉLARGI

## Un territoire très agricole

L'agriculture est très importante sur le périmètre élargi, où elle représente 74% des surfaces. Elle est largement dominée par les cultures annuelles de céréales et d'oléoprotéagineux qui occupent 83% des surfaces cultivées. Bien que moins visibles dans la SAU (12% de surfaces en herbe), 22% des exploitations possèdent un cheptel bovin (activité principale de 6% des exploitations agricoles).

Le site d'étude est valorisé en céréales et oléagineux.

## 74% de la surface du périmètre élargi est agricole

Le périmètre élargi se compose de 69 500 ha de Surface Agricole Utile (SAU) en 2021 d'après les données du RPG, ce qui représente **74% de sa surface totale**. **673 exploitations agricoles** se partagent cette SAU en 2020 d'après les données du Recensement Général Agricole (en baisse de 20% depuis 2010, même ordre de grandeur que le département). Parallèlement, **les exploitations s'agrandissent** : la taille moyenne des exploitations agricoles est de 110 ha en 2020, en augmentation de 25%. 52% des exploitations agricoles sont considérés comme grandes ou moyennes au RGA2020 (classement suivant la dimension économique), contre 46% en 2010.

Les exploitations sont à **70% orientées vers les grandes cultures**, tandis que **12%** des exploitations sont spécialisées **en polyculture et/ou polyélevage**. 12% des exploitations agricoles ont un OTEX d'**élevage** : 6% en bovins (mixte, lait et viande) et 6% en élevages divers (ovins, caprins, équidés, porcins, volailles).

## Un territoire largement tourné vers les grandes cultures

Les cultures de céréales et d'oléoprotéagineux (appelées COP) occupent à elles seules **83% de la SAU du périmètre élargi**. Un tiers de ces surfaces en COP est utilisée pour produire du **blé tendre**, mais le reste de l'assolement est plutôt diversifié en céréales (maïs, orge et blé dur), en oléagineux (tournesol et colza) et en protéagineux (pois fourrager).

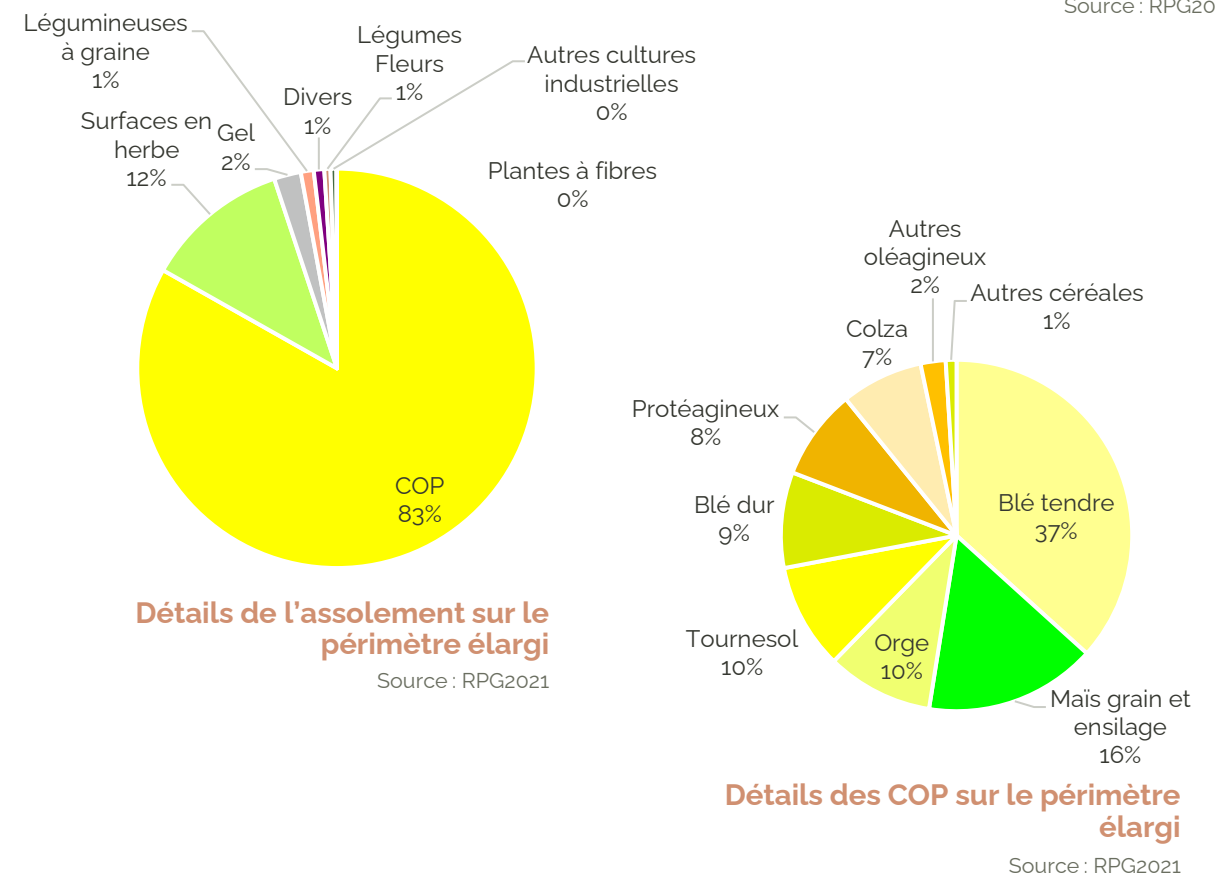
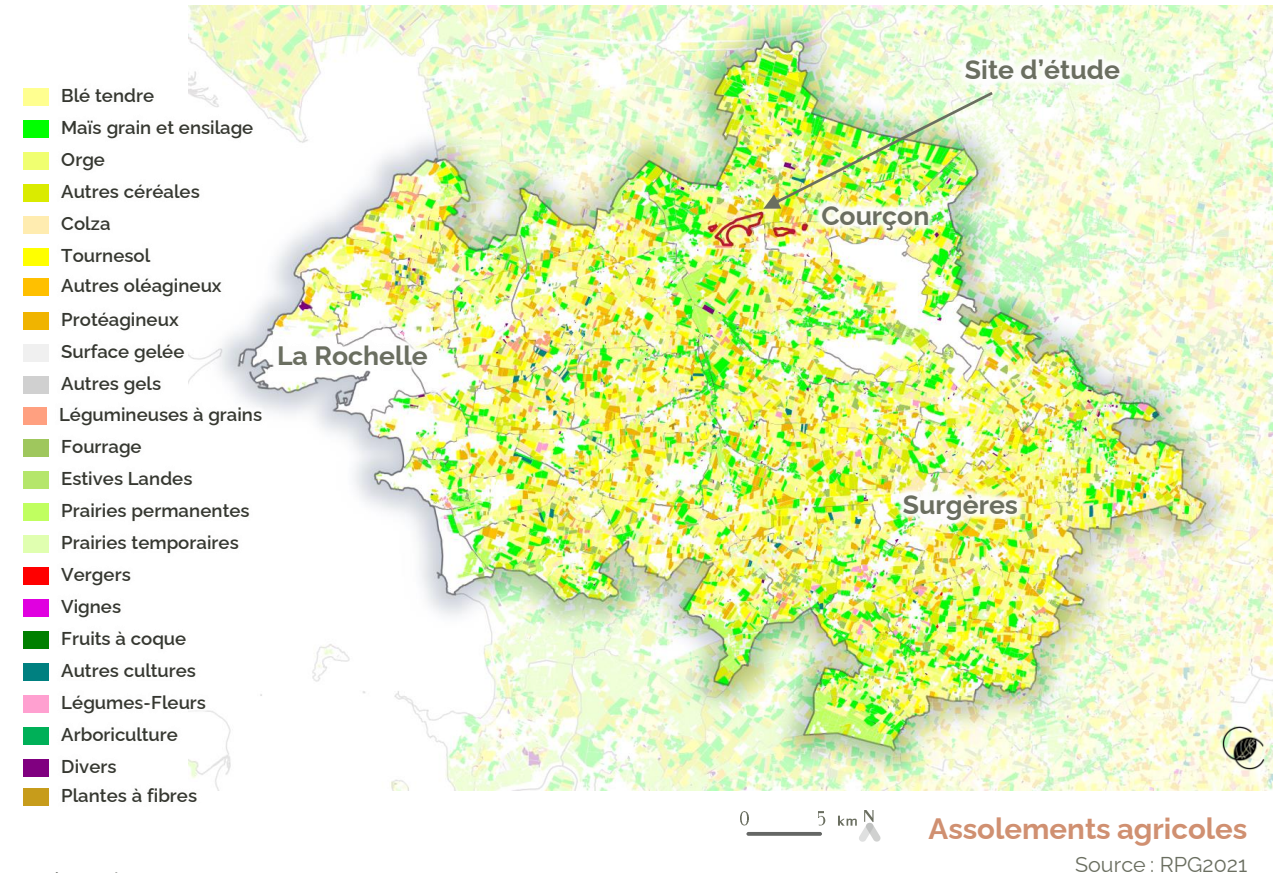
**22% des surfaces cultivées en céréales sont irriguées** d'après les données du RGA2020 (10% des surfaces d'oléagineux et 8% des surfaces de protéagineux).

Bien que l'élevage soit la production principale de seulement 12% des exploitations agricoles, 36% des exploitations possèdent un cheptel en 2020 (RGA). Les 2/3 sont des cheptels bovins, à 70% allaitants et 30% laitiers. Les autres élevages sont équitablement répartis entre ovins, caprins, équins et volailles.

## Des changements en cours et à venir de l'emploi agricole

Le nombre d'actifs agricoles est de 1900 personnes en 2020, représentant 988 équivalent temps plein (soit un 0,52 ETP/personne). Le nombre d'actifs a diminué de 17% depuis 2010 mais le volume de travail de seulement 4%. La structure de l'emploi a évolué : les chefs d'exploitants et la main d'œuvre familiale a diminué (-13% et -10%) tandis que les emplois salariés permanents et occasionnels ont augmenté (+17% et +57%). Cela s'accompagne d'une baisse des exploitations individuelles (de 55% à 42%) et une augmentation des formes sociétaires (de 29 à 36% pour les EARL et de 9 à 15% pour les autres statuts).

La moyenne d'âge des chefs d'exploitation est de 51 ans (stable depuis 2010). 24% des exploitations agricoles ont un chef d'exploitation ou associé de plus de 60 ans en 2020, ce qui représente 19% des surfaces du périmètre élargi. 1/3 n'envisage pas de partir actuellement et 1/3 ne connaît pas le devenir de son exploitation. Globalement, cela signifie 1 ha sur 5 devrait changer de main dans les 10 années à venir.



# LES FILIÈRES AGRICOLES

## Les grandes cultures, filière majoritaire du territoire

Les grandes cultures constituent la principale filière du périmètre élargi avec plus de 83% de la SAU qui leur est dédiée. Le blé tendre est la principale production avec plus d'un tiers de l'assolement mais les productions sont assez diversifiées avec 7 cultures occupant plus de 5% de la SAU.

5 acteurs de la collecte, de taille très variable, structurent le territoire, notamment la coopérative Terre Atlantique. L'export est le principal débouché, en lien notamment avec la présence du port de La Pallice.

### La production

Les céréales et oléoprotéagineux (COP) représentent 83% de la SAU du territoire, 87% des exploitations agricoles produisent des céréales et 72% des oléagineux.

Le **blé tendre** et le **maïs**, cultures traditionnelles de la région, constituent plus de **la moitié de l'assolement COP** mais celui-ci reste **diversifié** avec 5 autres cultures occupant chacune plus de 5% de la SAU COP : l'orge, le pois, le colza, le tournesol et le blé dur. A noter également 2% de lin oléagineux (1 150ha en 2021)

Les productions du site d'étude s'intègrent dans ces filières.

### Les acteurs structurants de la collecte

Plusieurs acteurs de la collecte sont présents sur le territoire, dont 4 coopératives (Terre Atlantique, la CAVAC, Océalia et la Minoterie de Courçon) ainsi que le groupe Soufflet (groupe InVivo). La coopérative la plus présente est Terre Atlantique qui a de nombreux silos sur le périmètre (voir page suivante).

Les productions du site d'étude sont collectées par ces différentes structures.



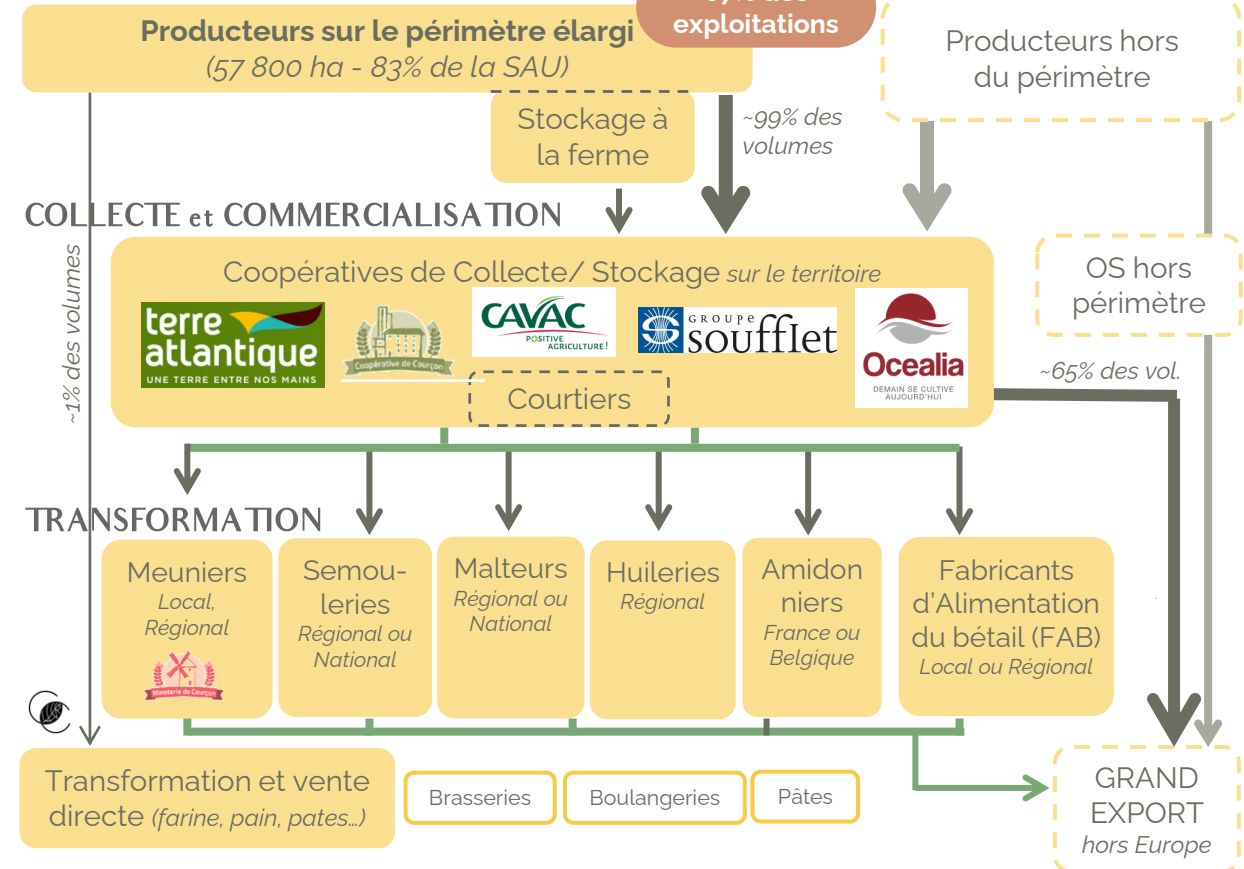
### Les débouchés des filières COP

Le principal débouché de la filière céréales est l'**exportation** grâce à une position géographique privilégiée au bord de l'Atlantique et à l'outil logistique Port Atlantique La Rochelle à La Pallice (voir en ci-contre). Les volumes exportés à l'échelle des coopératives sont estimés à environ 60% des productions (non précisé à l'échelle du périmètre élargi).

La répartition des productions exportées (en volumes) est la suivante : 55% de blé tendre (meunier) ; 10% de blé dur pour la semoulerie ; 25% d'orge (94% fourrager, 6% brasserie) ; 6% maïs ; Reste : colza, pois fourrager, lin

D'autres débouchés sont présents sur le territoire, en lien entre autres avec des **outils de transformation sur le périmètre élargi** : usine Atlantique Alimentaire à La Rochelle (CAVAC), Minoterie de Courçon et à proximité : outils CAVAC en Vendée, usine de trituration Oléosyn à Thouars (79)...

### PRODUCTION



### Fonctionnement de la filière COP

### Les acteurs de l'export



La SICA Atlantique gère l'exportation de céréales pour la majorité des organismes stockeurs (Océalia, Terre Atlantique, Courçon...) les Organismes Stockeurs collectent et acheminent les productions jusqu'aux infrastructures portuaires de SICA Atlantique. Le transport des COP représente 30-40% du trafic du port de La Rochelle, 2<sup>e</sup> exportateur de céréales en France.

Chiffres clés de la SICA : 4 silos, 101 cellules, **310 000 t de capacité de stockage**, 3 postes à quai ; 3M de tonnes manutentionnées par an, pour 350 navires par an



Soufflet Négocier assure la commercialisation de ces céréales via ses installations portuaires en propre. Un silo portuaire de 63 000 t a été construit en 2018, portant les capacités de stockage de Soufflet à 120 000 t.

### En quelques chiffres

57 800 ha

4 collecteurs

300 000 t

Port de la Pallice



# LES FILIÈRES AGRICOLES

## ZOOM sur les acteurs de la collecte des COP

Les acteurs de la filière COP sont nombreux sur le périmètre, en lien avec l'important bassin de production et le port de La Pallice. Ces acteurs sont de taille locale (Minoterie de Courçon) ou de taille plus importante (régionale voire internationale).

### Coopérative Terre Atlantique :

- Coopérative issue de la fusion en 2007 des coopératives St-Jean d'Angély et Mounet Coop Aunis
- Bassin de collecte : Charente Maritime et le sud des Deux-Sèvres
- Activité principale = COP ; activités complémentaires en Elevage et Vigne
- Production de semences à Aigrefeuille d'Aunis (14 000 t)
- Siège : Saint-Jean d'Angély
- CA de 116 millions d'€ (73 M€ pour les ventes de céréales, 30 M€ pour l'approvisionnement et 13 M€ pour les semences)
- 345 000 tonnes collectées (2018-19)
- 106 salariés
- 42 silos + 17 magasins + 1 station de semences
- 1 unité d'expérimentation

### Coopérative CAVAC :

- Créée en 1965 (fusion de 2 coopératives)
- Activités de collecte des productions végétales et animales, de distribution et de transformation agro-alimentaire
- Bassin de collecte : majoritairement la Vendée ainsi que le nord de la Charente-Maritime, l'ouest des Deux-Sèvres et le sud de la Loire-Atlantique
- CA : 800 M€ dont 14% en AB
- 10000 agriculteurs (4755 exploitations)
- 650 000 tonnes collectées en 2020-2021 dont 67 000t en AB + 10 700 ha de semences et 5 400ha de légumes dont 2 500 ha en AB
- 1650 salariés
- Importante diversification de leurs activités et construction de débouchés locaux

### Minoterie Coopérative de Courçon :

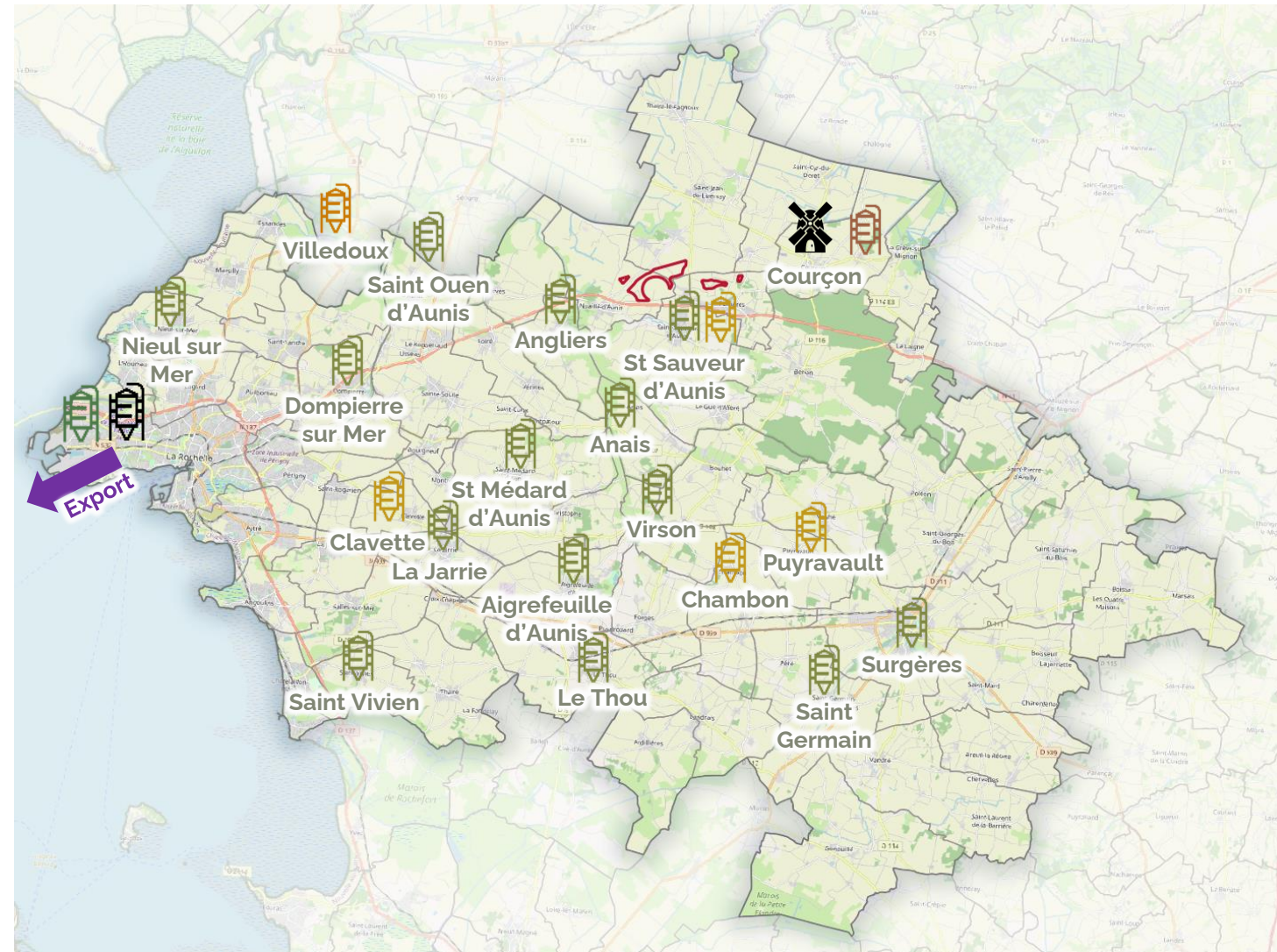
- Créée en 1935
- Bassin de collecte au croisement de la Charente Maritime, des Deux-Sèvres et de la Vendée
- CA 2022 : 18 M€
- 25% de la collecte écrasée par le moulin puis valorisée localement
- 2 silos de stockage (Courçon et St Hilaire la Palud) et une unité de transformation (Courçon)

### Groupe Soufflet :

- CA 2020-21 : 1 787 M€
- 4,9 Mt en 2020-21
- Silo d'exportation sur le port (2018)

### Coopérative Océalia :

- Bassin de collecte : Poitou-Charente, Dordogne et Limousin
- Activité principale = COP ; activités complémentaires en Elevage et Vigne
- 10 000 adhérents céréaliers actifs, 265 000 ha de COP, 1<sup>er</sup> apporteur de SICA Atlantique
- CA de 750Md'€ en 2022
- 1,5 Mt collectées en COP
- 1576 salariés
- 350 implantations dont 260 points de collecte (4 sur le périmètre élargi)



Les outils de la filière COP

Réalisation CETIAC

## Les tendances et les enjeux de la filière

La concurrence sur les marchés à l'export est forte, en provenance du bassin céréalier de la Mer Noire notamment. La filière céréalière française cherche à gagner en compétitivité à travers son plan de filière, afin de rester active sur les marchés au moment où ils sont le plus rémunérateurs. Cela passe notamment par un travail sur la logistique, en témoignent les dynamiques de SICA Atlantique et du groupe Soufflet (voir ci-contre).

Sur le périmètre élargi, la proximité avec cet outil d'exportation permet de diminuer les charges liés au transport, et donc d'améliorer la compétitivité de la filière ; en conséquence, les productions du territoire, les plus proches du port, sont a priori prioritairement exportées

# LES FILIÈRES AGRICOLES

## Productions animales – viandes

Bien que filières non majoritaires sur le périmètre élargi, les productions de viande bovine et ovine sont présentes dans respectivement 108 et 22 exploitations agricoles. La taille des cheptels bovins viande comme ovins viandes sont en augmentation, malgré une diminution des exploitations agricoles concernées (augmentation de la taille moyenne des cheptels).

Le site d'étude n'est pas concerné par ces productions (bien que certaines exploitations soient concernées sur le reste de leur parcellaire).

### 19% des exploitations agricoles ont un cheptel destiné à la production de viande

La production animale majoritaire sur le périmètre élargi est la production bovin viande, avec 103 exploitations agricoles concernées (soit 16% des exploitations agricoles concernées). A noter qu'il s'agit d'un atelier complémentaire pour 11% des exploitations agricoles (seulement 5% des exploitations agricoles du périmètre ayant un OTEX bovin lait). (données RGA2020)

3% des exploitations agricoles ont un cheptel ovin viande. C'est leur activité principale dans la plupart des cas (OTEX ovin viande = 3%).

La collecte des animaux est majoritairement assurés par des négociants privés ainsi que par la coopérative COREL pour les animaux de réforme de l'élevage laitier (appartient au groupe Terra Lacta).

## Une production laitière historique sur le territoire mais en baisse

En lien avec la présence de la laiterie de Surgères et de l'AOP Beurre Charente Poitou, l'élevage laitier est historiquement présent sur le périmètre élargi.

D'après les données du RGA 2020, 48 exploitations agricoles avait un atelier bovin lait, soit 7% des exploitations agricoles concernées. Le nombre d'élevages bovin lait ont fortement baissé entre 2010 et 2020 : ils étaient 93 en 2010.

A noter que les élevages bovins sont en partie en bâtiments, en raison de l'absence de parcelles de prairies autour des corps de ferme, et du besoin de limiter les contraintes de déplacement des troupeaux dans un contexte d'agriculture péri-urbaine.

## 2 acteurs importants de la filière laitière sur le périmètre élargi



### Coopérative Terra Lacta, opérateur de la collecte :

- 1ère coopérative de la région Nouvelle-Aquitaine, 1000 exploitations laitières bovin lait et 450 en chèvres
- 700 millions de litres de lait de vache par an / 450 salariés / CA : 450 M€
- Fournit 80% de son lait au groupe Savencia, pour ses gammes de fromage et de beurre Charentes-Poitou, notamment sur le site de Surgères



### La laiterie de Surgères, opérateur de la transformation :

- Laiterie historique sur le territoire, créée en 1889, maintenant propriété du groupe Savencia
- Transformation de 900 000L/an en beurre doux et demi-sel

## PRODUCTION

Producteurs sur le périmètre élargi  
(48 producteurs laitiers)

7% des exploitations

Producteurs hors du périmètre

## COLLECTE et COMMERCIALISATION

Groupes Laitiers



Coop hors périmètre

Réforme et veaux vers la filière viande

## TRANSFORMATION

Crèmerie *beurre crème*



Export

Magasin producteurs

GMS

RHD

Pharmacie

## DEBOUCHES et DISTRIBUTION

Schéma simplifié du fonctionnement de la filière lait locale

## Dynamiques et enjeux

Les dynamiques sont à la baisse sur le secteur laitier avec l'arrêt de la moitié des exploitations depuis 2010, associé à une baisse proportionnel du cheptel. On observe une meilleure résistance des cheptels viande, avec une baisse des exploitations d'environ 1/3 mais une augmentation de la taille du cheptel globale, via une augmentation de la taille des troupeaux

Quelques autres élevages sont présents sur le territoire (36 élevages de volailles, 7 élevage porcins, 21 élevages caprins lait) mais tous sont dans une dynamique de diminution, particulièrement marquée pour les élevages de volailles.

A noter que le cahier des charges de l'AOP Beurre Charente Poitou a été modifié en 2023, imposant que l'alimentation du bétail soit produite dans l'aire géographique de l'AOP (Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Vienne et Vendée), sans OGM et des quantités de protéines dans l'alimentation des vaches plus limitées (recherche d'amélioration de l'autonomie alimentaire des élevages portée par l'organisme de défense et de gestion du beurre AOP). Depuis, seulement 60% des éleveurs précédemment dans l'AOP ont signés ce nouveau cahier des charges. Cette baisse de producteurs ne permet plus à la laiterie de Surgères de bénéficier de l'AOP sur le beurre de Surgères, en raison de volumes de collecte insuffisants (*situation mai 2023*)





# DÉMARCHES QUALITÉ ET LABELLISATION

## Des dynamiques intéressantes

6% de la SAU du périmètre élargi est cultivée en agriculture biologique, ce qui est légèrement supérieur à la dynamique départementale mais nettement inférieur à la moyenne régionale (9,3%) et la moyenne nationale (10,3%). Il sera intéressant d'observer les dynamiques de maintien et de conversion dans les années à venir, car la filière est actuellement en difficultés économiques. Le site d'étude n'est pas concerné par une labellisation AB.

De nombreux signes de qualités, reconnus ou privés, sont présents sur le territoire.

### L'agriculture biologique

4 095 ha sont certifiés en agriculture biologique sur le périmètre élargi en 2020 d'après les données de l'Agence Bio, ce qui représente **6% de la SAU**. C'est très légèrement supérieur à la moyenne départementale qui est de 5%. La dynamique départementale était forte entre 2019 et 2020 avec une augmentation de 10% des surfaces. D'après le RGA2020, **11% des exploitations agricoles ont des productions en agriculture biologique en 2020** (en augmentation de 280% depuis 2010).

A noter que ces dernières années, la filière AB semble davantage en difficulté, du moins au niveau de la commercialisation des produits, avec un écart qui s'est largement réduit entre les prix des productions conventionnelles et des productions en agriculture biologique. Les productions en agriculture biologiques sont très diversifiées sur le périmètre élargi et concernent aussi bien la filière céréale et oléoprotéagineux que les surfaces en herbe ou les légumes.

Le site d'étude n'est pas directement concerné par ces initiatives.

### De nombreux signes de qualité

Grâce à des terroirs très variés, les productions agricoles et alimentaires de Nouvelle-Aquitaine se caractérisent par une grande diversité. 78 Appellations d'Origine Protégée (AOP) ou Contrôlée (AOC), 46 Indications Géographiques Protégées (IGP), 168 Label Rouge (LR) et une Spécialité Traditionnelle Garantie (STG) sont recensés à l'échelle régionale.

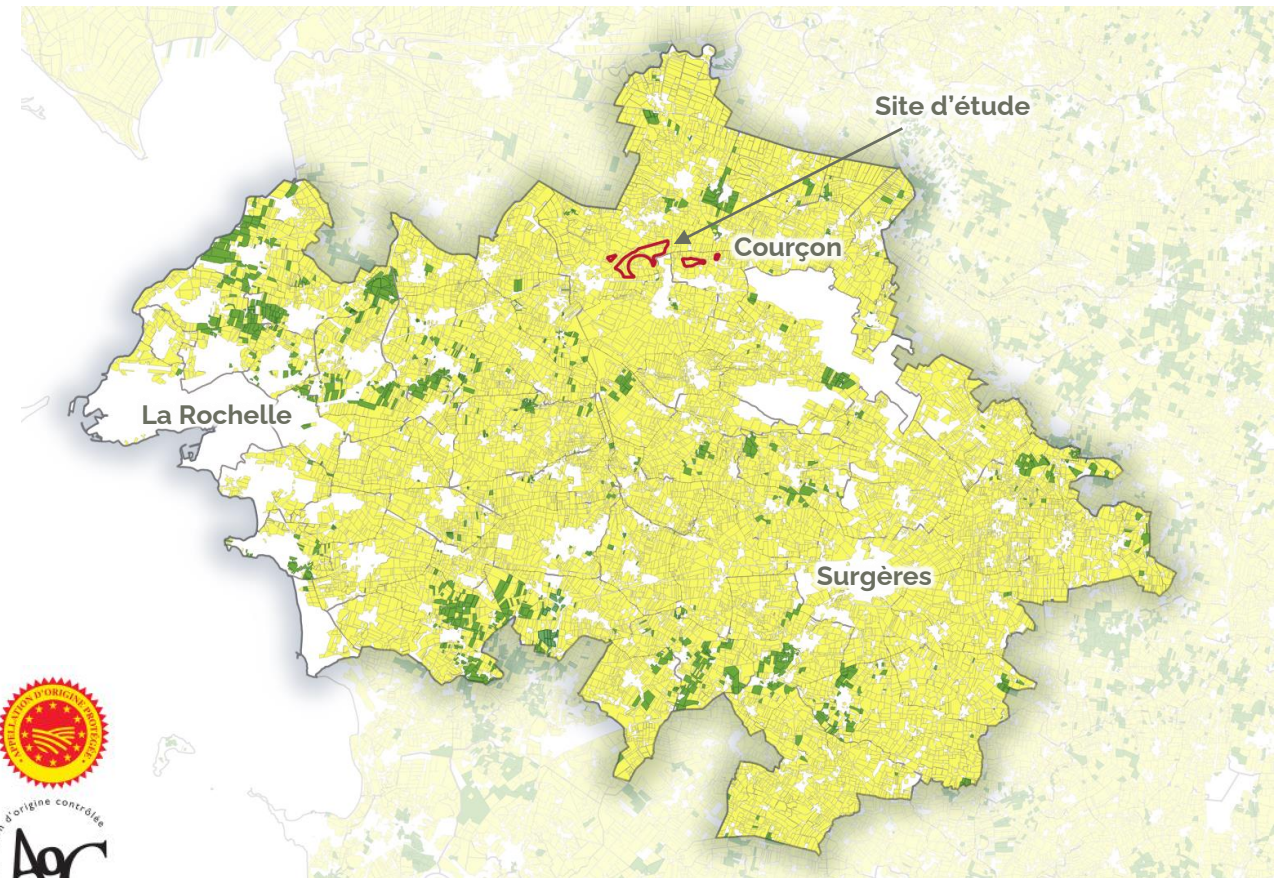
Le périmètre élargi appartient à l'aire géographique de l'AOP du beurre Charente Poitou, dont le cahier des charges a évolué en 2023. En 2023, **30 exploitations agricoles valorisent tout ou partie de leurs productions en AOP** (AOP non précisée, soit 4% des exploitations) et 7 en Label Rouge (1% des exploitations, en baisse depuis 2010). A noter que certains éleveurs ne se sont pas encore réengagés dans l'AOP Beurre Charente Poitou suite à la modification de cahier des charges.

Les moules de filières élevées en pleine mer bénéficient quant à elles du Label Rouge.

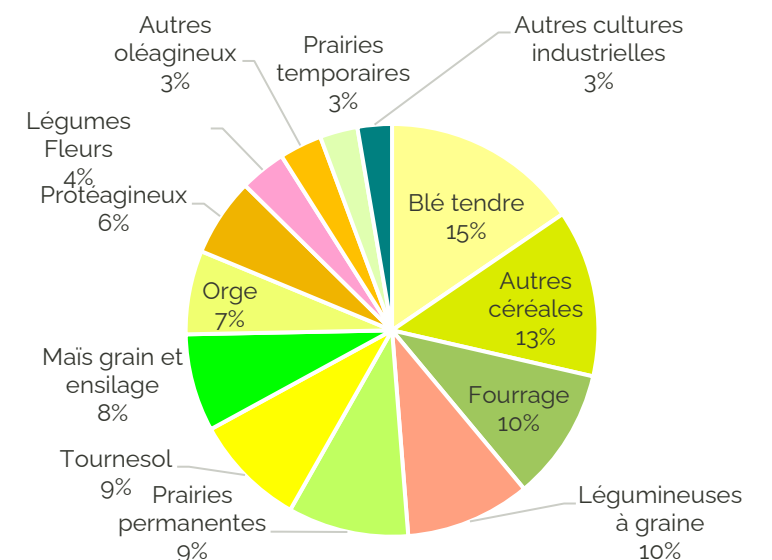
### Des recherches de différenciation sur les COP

Concernant les céréales, cultures principales de la zone, il existe relativement peu de labels de qualité. La filière s'est dotée en 2000 d'un groupement qualité « la dynamique céréalière » qui permet aux organismes stockeurs, meuniers et boulangers de Poitou-Charentes d'organiser une valorisation des produits. Cependant, les surfaces concernées représentent moins de 0,5% de la surface en céréales.

Cependant, des changements de pratiques s'observent notamment autour de l'usage des produits phytosanitaires pour le stockage des céréales, qui a par exemple drastiquement diminué au niveau de la SICA Atlantique (90% de céréales traitées il y a 10 ans contre entre 6 et 10% actuellement). Les filières céréalières voient également une augmentation des cahiers des charges privés, demandant des conduites particulières pour les exploitants et une logistique particulière pour les organismes stockeurs.



■ Parcelles en agriculture biologique ■ Parcelles agricoles 0 5 km N **Parcelles en AB**  
Source : Agence Bio 2020



**Assolement en agriculture biologique**

Source : RPG 2020



# CIRCUITS COURTS ET DÉMARCHES DE VALORISATION

## Une augmentation globale de ces dynamiques

Une exploitation sur 5 du périmètre élargi commercialise tout ou partie de sa production agricole en circuits courts, c'est-à-dire en vente directe du producteur au consommateur (à 95% sur le périmètre) ou avec maximum 1 intermédiaire. La dynamique est à l'augmentation et à l'accompagnement de ce type de commercialisation (démarche départementale en cours, projets alimentaires de territoire...).

20% des exploitants diversifient également leurs productions, par exemple en produisant de l'énergie renouvelable.

### La diversification des modes de commercialisation : 20% des exploitations en circuits courts

A l'échelle du périmètre élargi, 20% des exploitations agricoles commercialisent tout ou partie de leur(s) production(s) en circuits courts, dont pratiquement la totalité en vente directe. C'est le même ordre de grandeur qu'au niveau du département de la Charente-Maritime et de la moyenne française (données RGA 2020). La commercialisation en circuits courts est en hausse de 27% depuis 2010.

Le département porte une démarche de développement des circuits courts et de proximité en Charente-Maritime, en co-construction avec les acteurs locaux dont la Chambre d'Agriculture. Dans ce cadre, un recensement des activités des entreprises en circuits courts est mené par la Chambre d'agriculture depuis le printemps 2020 afin de mieux connaître et valoriser l'offre actuelle.

Cette démarche départementale, initiée en 2016, se traduit par la co-construction et la mise en œuvre d'un plan d'action sur 5 ans : « plus de 17 dans l'assiette ». Le diagnostic réalisé dans ce cadre montre notamment une implication inégale des filières, une offre globalement insuffisante par rapport à la demande et des besoins de développer des outils de transformation.

Les premières actions ont été mises en place en 2017-2018 avec par exemple le soutien à une nouvelle boutique de producteurs « A la ferme d'Aunis » à Surgères.

Le label « + de 17 dans nos assiettes » a été créé pour renforcer la visibilité des productions départementales. La plateforme Manger17.fr a été créée pour recenser les producteurs en circuits courts sur le département (voir carte ci-contre). La plateforme Agrilocal17 met quant à elle en relation les producteurs agricoles avec les acheteurs de la restauration collective publique et privée.

### La diversification des activités : 20% des exploitations concernées

Les agriculteurs peuvent également diversifier leur activité en complément de leur activité principale de production agricole : réalisation de travaux agricoles pour d'autres exploitations (travail à façon), activités de tourisme/hébergement/loisirs ou encore production d'énergie renouvelable pour la vente.

Sur le périmètre élargi, 14% des exploitants pratiquent ainsi des activités de travail à façon, proportion qui est restée stable depuis 2010 (alors qu'on voit souvent une tendance à l'augmentation). L'activité touristique est quant à elle peu développée et en baisse, avec actuellement seulement 2% des fermes en proposant (16 exploitations contre 20 en 2010).

La production d'énergie renouvelable a par contre fortement augmenté (multiplication par 3, de 8 à 32 exploitations agricoles concernées). Bien que le type de productions ne soit pas précisé, il est probable que cela concerne principalement la construction de bâtiments agricoles avec des toits photovoltaïques. Cela pourrait également concerner des projets de méthanisation agricole.

Il est probable que des projets photovoltaïques sur terres agricoles soient en cours ou arrivent dans les prochaines années, ce qui pose la question de la priorisation des usages des sols, ou de la possibilité de leur cohabitation.

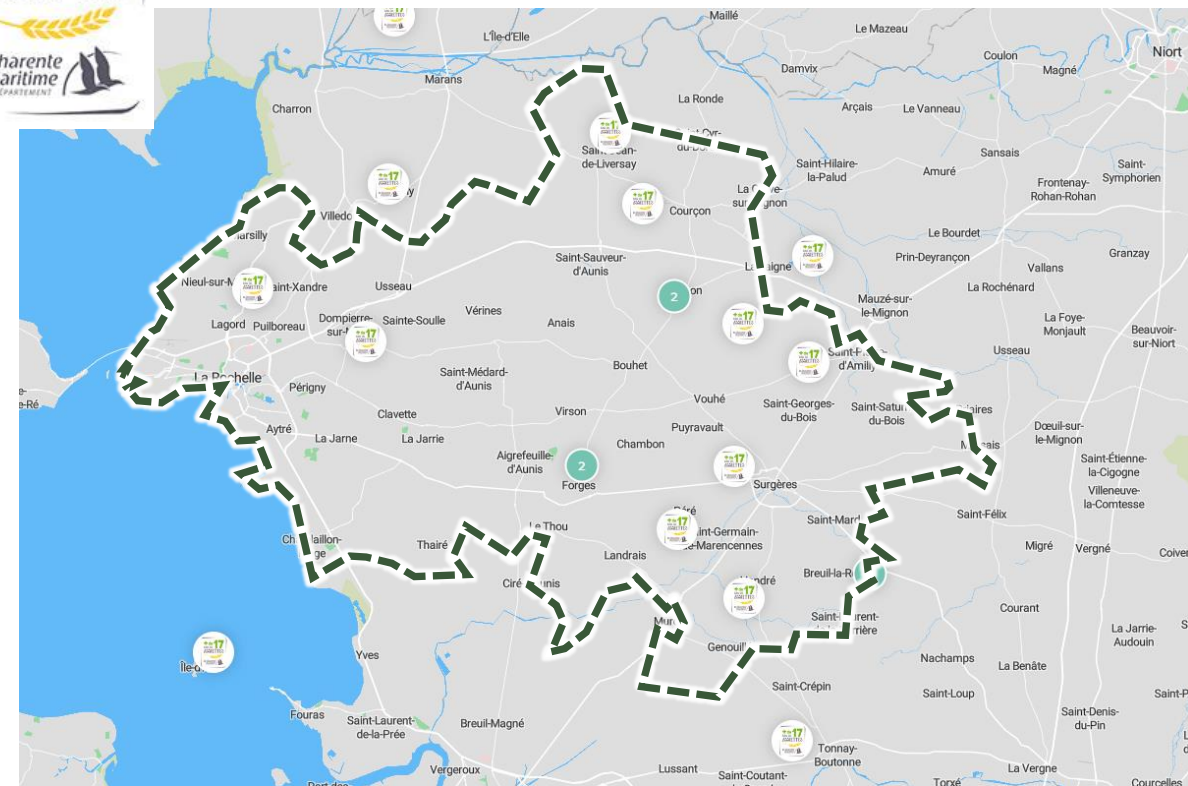
### Engagement dans une démarche de valorisation



source : Agreste – recensements agricoles 2010 et 2020

### Extrait du RGA2020 : pourcentage des exploitations engagées dans une démarche de valorisation

Source RGA2020



### Extrait de la carte des producteurs du site Manger17.fr

Source Manger17.fr



# PRODUCTION ALIMENTAIRE DU PÉRIMÈTRE ÉLARGI

## Une SAU potentiellement suffisante pour nourrir la population du périmètre

Au regard des différentes projections basées sur l'analyse des régimes alimentaires, les manques et excédents de certaines filières pour l'autosuffisance alimentaire du périmètre élargi sont modélisables.

La surface agricole du périmètre élargi est théoriquement suffisante pour subvenir aux besoins de la population locale. Cependant, compte tenu de la spécialisation des productions notamment autour des céréales, certaines productions sont très excédentaires pour la consommation du territoire tandis que d'autres sont déficitaires.

### Un bilan alimentaire légèrement excédentaire pour le territoire

Le potentiel alimentaire du périmètre élargi a été évalué sur la base théorique d'une méthode dite « Bilans Nationaux », représentatifs de la consommation française. La surface agricole disponible est théoriquement suffisante pour couvrir les besoins de la population du périmètre élargi.

Cependant, la répartition des cultures / des surfaces en herbe ne correspond pas à l'alimentation actuelle : les productions de blé tendre, blé dur et légumineuses sont très excédentaires tandis que les légumes et fruit et l'ensemble des productions animales sont déficitaires. A noter également que même actuellement, les surfaces en herbe sont insuffisantes pour couvrir les besoins des animaux (contrairement aux concentrés).

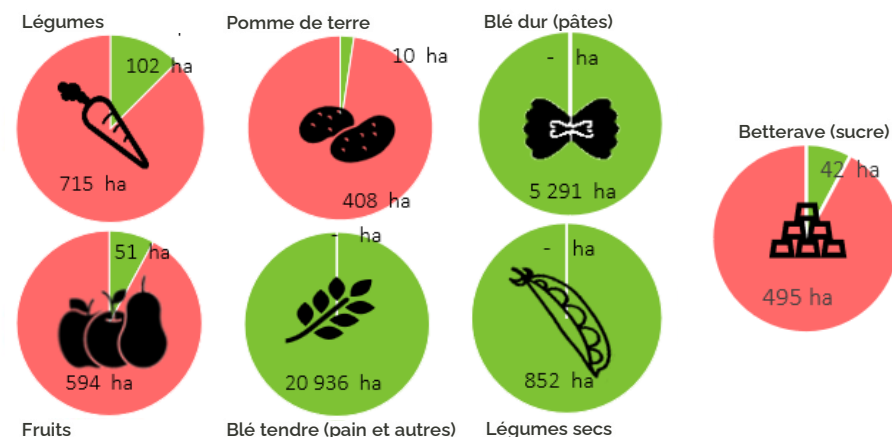
<b>SAU totale (RPG)</b>	<b>69 468 ha</b>
<b>Population</b>	216 500 habitants
<b>SAU / habitant (ha)</b>	0,32 ha/hab
<b>Couverture surfacique par rapport aux besoins</b>	<b>107%</b>
<b>Soit</b>	<b>390 j/an</b>

**ceresco.**  
Alimentation, filières & territoires  
**Outil COMPALIM**  
Définition des indicateurs  
dans la Bibliographie

<b>Couverture des besoins en surfaces végétales pour l'alimentation humaine</b>	400%
	En blé tendre, blé dur (pâtes) et légumes secs
<b>Mais des manques en</b>	<b>Fruits et légumes, sucre et pomme de terre</b>
<b>Couverture des besoins en surfaces végétales pour l'alimentation du cheptel</b>	39%
	Très déficitaire en surfaces fourragères, excédentaire en concentrés
<b>Couverture des besoins en cheptel animaux destinés à l'alimentation</b>	5%
	Déficitaire sur l'ensemble des productions animales

### Répartition des surfaces et couverture des besoins alimentaires

Les surfaces en fruits et légumes (y compris pomme de terre) ainsi qu'en betteraves sucrières ne sont pas suffisantes pour couvrir les besoins alimentaires du périmètre élargi.

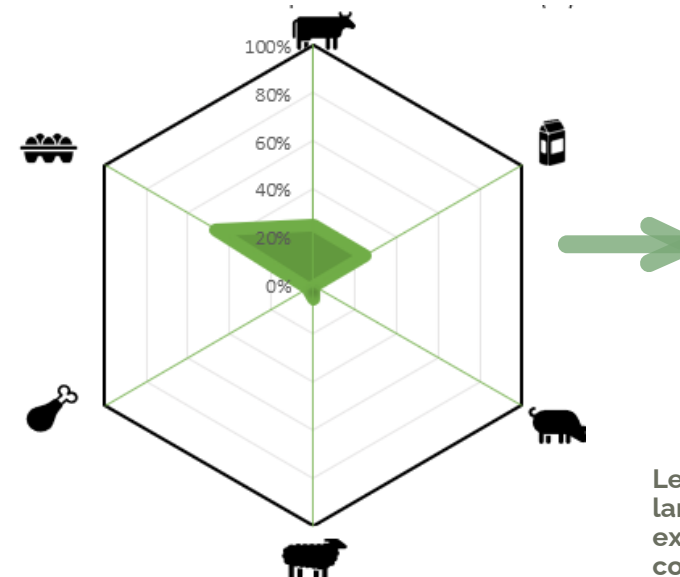


#### Couverture par ha

Source : CERESCO

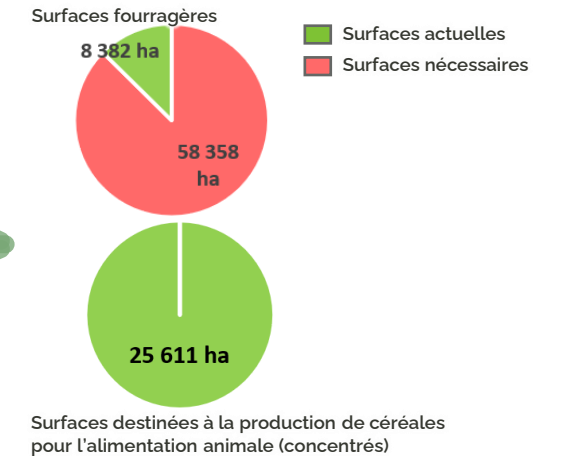
■ Surfaces actuelles  
■ Manques de surfaces

#### Couverture des besoins alimentaires en productions animales (%)



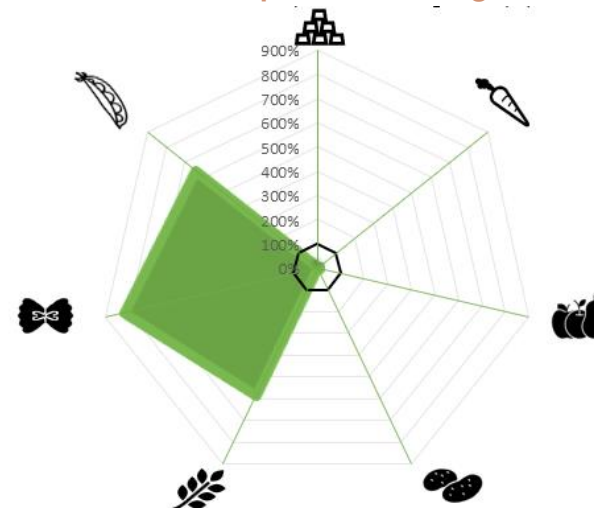
#### Couverture par ha

Source : CERESCO



Les surfaces dédiées aux fourrages sont largement insuffisantes tandis qu'elles sont excédentaires de 20% pour la production de concentrés. Les surfaces sont globalement insuffisantes pour couvrir les besoins alimentaires du cheptel du périmètre élargi.

#### Couverture des besoins alimentaires en productions végétales (%)



Pour la consommation alimentaire des français, 1ha représente

225 volailles, 20 bœufs

250 personnes/an en légumes

450 personnes/an en pâtes

150-200 personnes/an en pain

A noter que les régimes INCA3, EAT et AFTERRES 2050 témoignent de différences quand aux besoins théoriques pour atteindre l'autonomie alimentaire du périmètre élargi mais les grandes tendances persistent.

# APTITUDES ET POTENTIEL AGRONOMIQUE

## Les « terres de Groies »

Les sols sont globalement les mêmes au niveau du périmètre élargi et du site d'étude. Ce sont des sols argilo-calcaires sur roche calcaire, appelés « terres de Groies ». Ces sols sont faciles à travailler mais avec une faible réserve utile. Ils présentent un potentiel intéressant dans un contexte où l'on peut apporter des intrants. Les possibilités d'irrigation augmentent les rendements mais font l'objet de grandes tensions sur le partage de la ressource en eau. Les parcelles du site d'étude ne sont ni irriguées ni drainées.

### Les terres de Groies, des sols argilo-calcaires sur roche calcaire

L'essentiel des surfaces, de type calcaire (terres de groies), offre un bon potentiel cultural :

- » Des sols avec une bonne structure physique, à bonne portance pour les engins agricoles, avec un faible risque de tassement
- » Des sols limitant : séchants, présence de cailloux, sensibles aux lixiviations (azote nitrique)
- » On peut globalement considérer que ces sols présentent un potentiel très intéressant dans un contexte moderne, où l'on peut amender, améliorer les terres avec de l'apport de matières organiques, et pratiquer l'irrigation.

### Une réserve utile globalement faible

La réserve utile en eau d'un sol (RU) est la quantité d'eau que le sol peut absorber (rétention de l'eau du sol) et restituer à la plante.

Sur le périmètre élargi, la réserve utile est globalement assez faible : entre 50 à 100 mm.

La profondeur des sols est un facteur à prendre en considération, mais également le fait que le substratum minéral soit altéré ou non (« banche fissurée » permettant aux racines de s'engager en profondeur contrairement aux « banches plates »)

L'irrigation permet de réduire ces limites mais elle est inégalement déployée sur le périmètre élargi et les volumes sont contraints, d'où des tensions importantes.

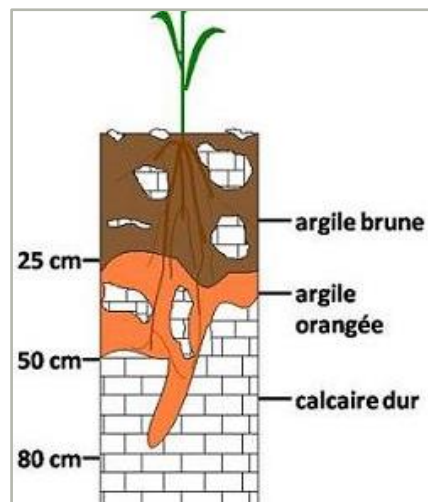
### Des sols sur le site d'étude représentatifs de ceux du périmètre

Les sols du site d'étude sont également des terres de groies, plutôt superficielles (épaisseur de 15-20 cm). Les terres sont faciles à travailler mais séchantes (contrairement aux terres de marais).

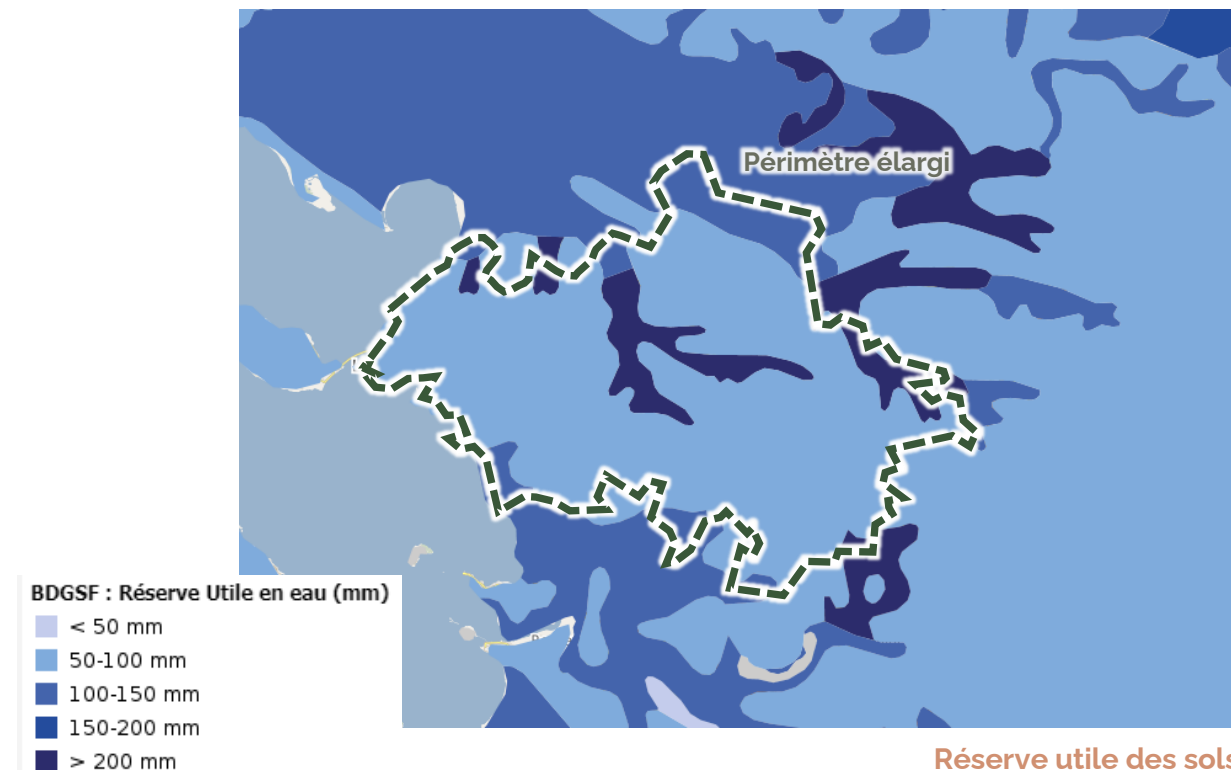
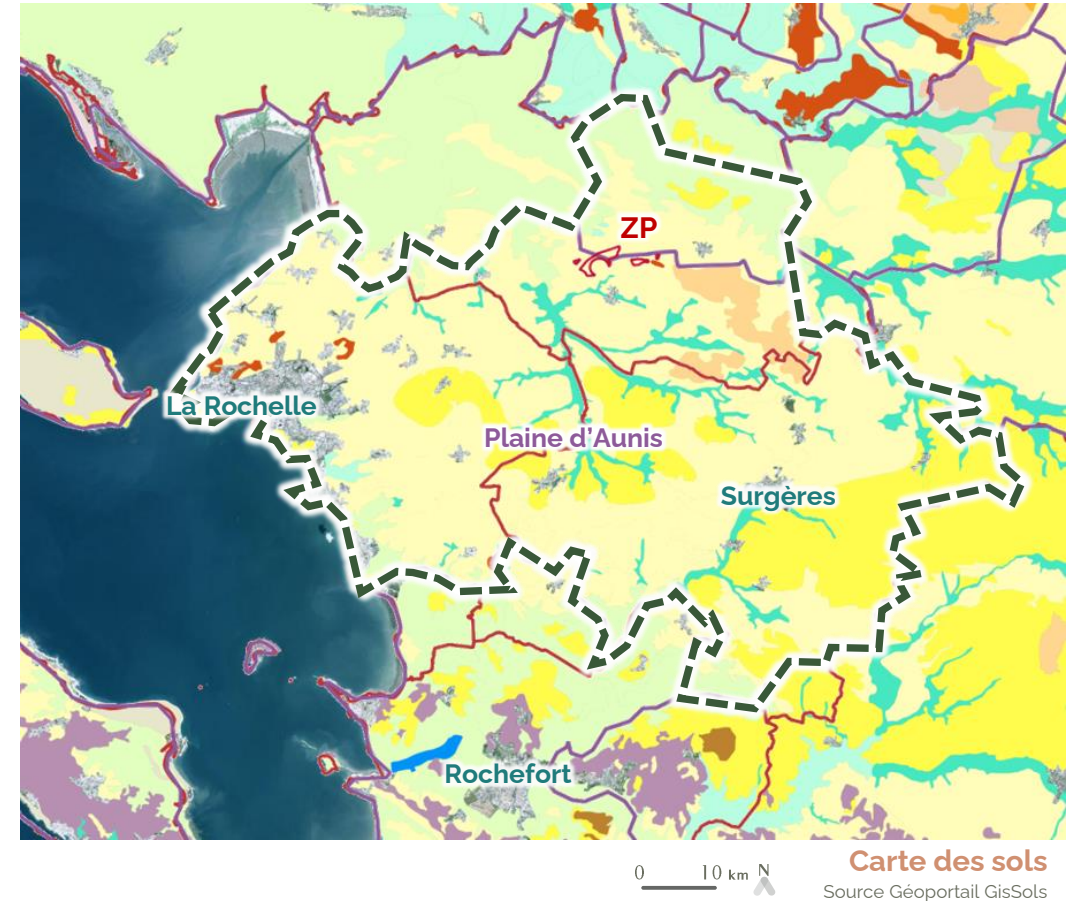
Les rendements moyens donnés par les agriculteurs sont de 60q/ha pour le blé tendre (blé panifiable), 60q/ha pour l'orge, 25-30q/ha pour le pois fourrager, 15-20q/ha pour le tournesol, 25-30q/ha pour le colza, 40-50q/ha pour le blé dur (un seul producteur).

#### Schéma d'une coupe de terre de groies

Source : « Pédologie », par Ph. Duchaufour, 2ème édition, édition Masson, 1988



- Sodisols
- Fluviosols
- Rendisols
- Thalassosols
- Rendosols
- Calcosols
- Néoluvisols
- Planosols



#### Réserve utile des sols

Source : INRAE



# FONCTIONNALITÉ DE L'AGRICULTURE LOCALE

## Une bonne fonctionnalité agricole sur la majorité du périmètre et sur le site d'étude

La fonctionnalité agricole est globalement bonne sur le périmètre élargi en lien avec les conditions physiques de la plaine d'Aunis. Cependant, elle diminue à l'approche de l'urbanisation de La Rochelle.

Les tensions entre les habitants et les agriculteurs peuvent être importantes ces dernières années.

### Une fonctionnalité hétérogène sur le périmètre élargi

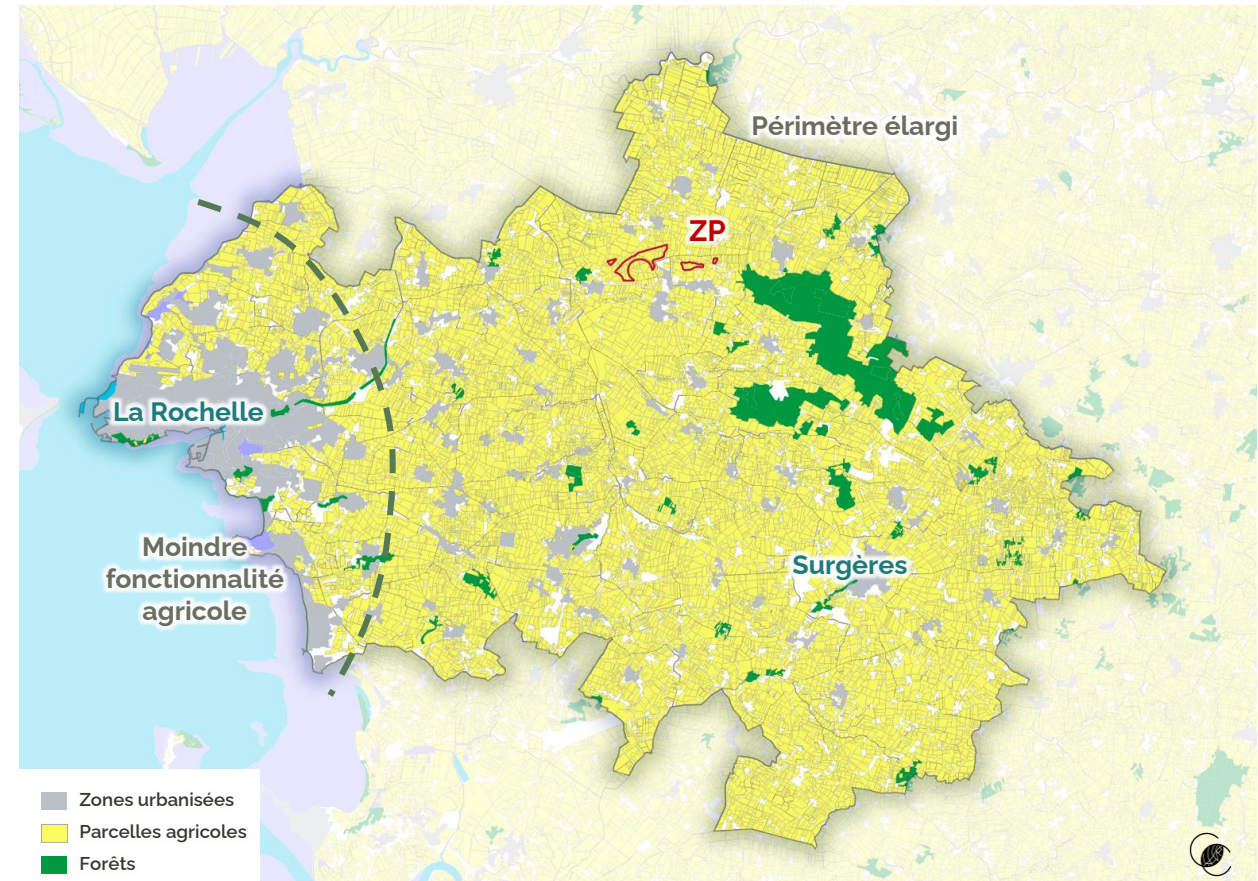
La fonctionnalité de l'espace agricole est globalement bonne sur toute la partie Est du périmètre élargi. Les raisons de cette bonne fonctionnalité sont :

- » La densité du parcellaire agricole et l'absence de mitage
- » La grande taille des parcelles et l'absence de reliefs importants, permettant une mécanisation facile des parcelles et des gains de temps de travail
- » Le maillage de routes et de chemins permettant un accès facile aux parcelles agricoles

Cependant, la proximité avec l'urbanisation est une source de contraintes supplémentaires pour les agriculteurs et diminue la fonctionnalité agricole :

- » Difficultés de circulation, en lien avec les aménagements de bourgs non dimensionnés pour les engins agricoles dans l'espace plus rural ; pics de circulation matin et soir à proximité de La Rochelle
- » Conflits de voisinage en lien avec l'exercice de l'activité agricole (tension forte sur l'usage notamment des pesticides)
- » Dépôts sauvage sur les chemins et les parcelles agricoles

Ainsi, la fonctionnalité agricole est diminuée à proximité de l'urbanisation de La Rochelle, où le tissu urbain est plus dense que sur la partie Est du périmètre élargi.



Répartition des parcelles agricoles et des zones urbaines

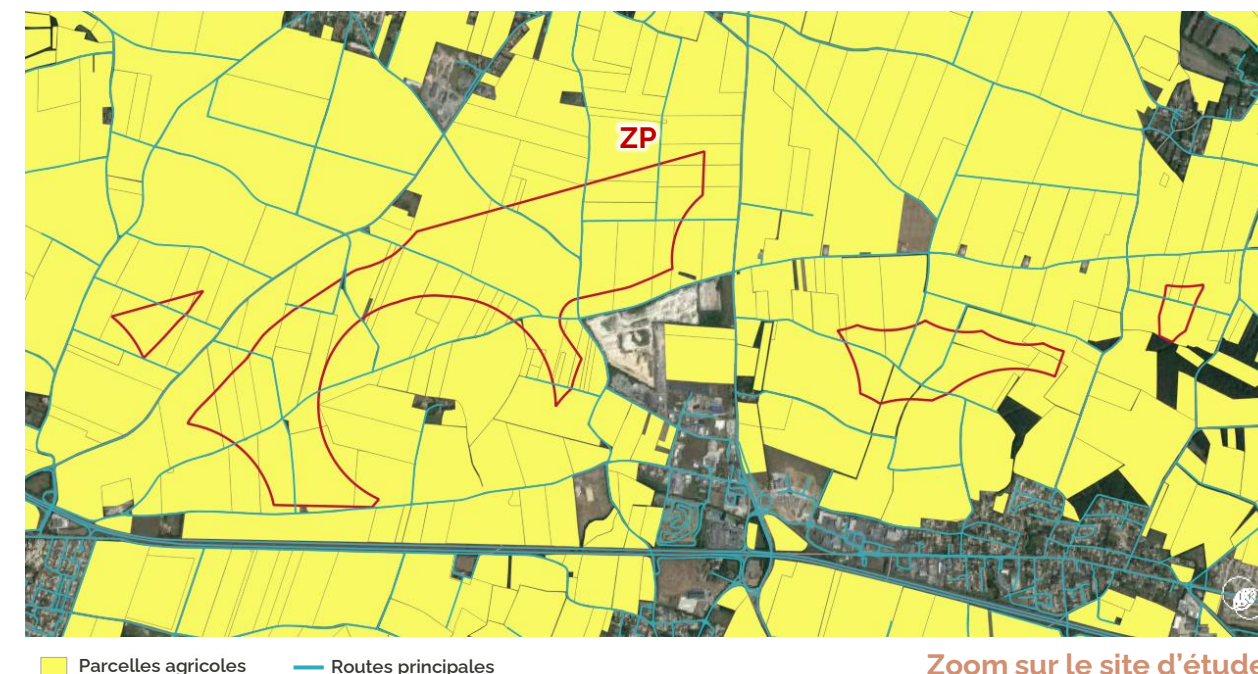
Carte CETIAC

### Sur le site d'étude : une bonne fonctionnalité

Les agriculteurs concernés évoquent une bonne fonctionnalité sur les parcelles du site d'étude. En effet :

- » les parcelles sont de grande taille et globalement planes
- » Les accès sont nombreux sans être des grands axes passant
- » Le site est plutôt éloigné des habitations, limitant les sources de tensions

L'accès facile aux parcelles du site d'étude engendre cependant des problématiques de déchets sauvages sur ces parcelles (en amélioration depuis la prise en charge de cette problématique par la commune).



Zoom sur le site d'étude



# AGRICULTURE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

## Conséquences et stratégies

Le changement climatique induit de multiples conséquences sur l'agriculture : augmentation de la température provoquant de plus faibles rendements, augmentation des besoins en eau alors que la ressource diminue, etc.

Des stratégies d'adaptation et d'atténuation se mettent en place pour lutter contre le changement climatique : la première s'attaque aux conséquences du changement climatique et réduit la vulnérabilité sociale et écologique, tandis que la seconde traite ses causes en limitant les émissions de GES.

### L'agriculture de Nouvelle-Aquitaine dans un contexte de changement climatique

L'agriculture est un secteur d'activité majeur en Nouvelle-Aquitaine, à la fois en termes d'occupation du territoire, de production de valeur économique et d'emplois générés, directs et indirects. Dans le même temps, plusieurs filières agricoles d'importance ou emblématiques pour la région sont fortement exposées aux conséquences du changement climatique.

Dans un contexte de changement climatique :

- » L'ensemble des facteurs bioclimatiques qui régissent le fonctionnement de l'agriculture est amené à se modifier (élévation de la température, modification des régimes pluviométriques, etc.) avec de nombreuses conséquences :
  - sur la qualité des sols : modification de la fertilité (érosion hydrique, dysfonctionnement des cycles du carbone, de l'azote et du phosphore, déficit hydrique),
  - sur l'activité : modification de la productivité des cultures, de l'occupation des sols - anticipation des dates de floraison - apparition de nouvelles maladies et de nouveaux ravageurs - avec les impacts économiques associés,
  - sur la biodiversité : modification de la biodiversité des écosystèmes agricoles et du sol.
- » Des bilans hydriques et hydrologiques déficitaires (périodes de sécheresse) : impacts sur la production végétale en l'absence d'irrigation
  - impacts sur la filière élevage - accentuation de la problématique de gestion de la ressource en eau, tant en quantité qu'en qualité.
- » Nécessité de réduire les émissions de GES du secteur agricole/élevage : réduire le recours aux intrants (fertilisants azotés), développer les surfaces en agriculture biologique ou raisonnée, restaurer les pâturages/concevoir des fermes d'élevage à énergie positive (consommer moins d'électricité, développer la méthanisation).
- » Importance de la mise en place de mesures ou d'aides financières européennes ou nationales.

### Adaptation et atténuation

Il est crucial que l'adaptation de l'agriculture au changement climatique se fasse tout en poursuivant l'effort de réduction des impacts négatifs de l'activité agricole sur l'environnement (réduction intrants et émissions (polluants, GES), préservation milieux et biodiversité).

À plus long terme, il faudra envisager des évolutions plus radicales des systèmes de culture et des systèmes d'élevage. Ces évolutions seront à réfléchir dans le cadre politique général souhaité pour l'agriculture par la Région, les acteurs économiques du secteur et les filières en particulier. Le changement des modes de consommation (ex : diminution de la consommation de viande) et des adaptations du modèle économique dominant (circuits courts, développement des services écosystémiques, etc.) sont également des facteurs de résilience de l'agriculture à prendre en compte.

## CONSÉQUENCES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

PHÉNOLOGIE • RENDEMENT • QUALITÉ



**VÉGÉTAL**  
10 jours d'avance  
par °C sup.

**ANIMAL**  
-25 % de lait  
à partir de 32-38 °C

**PRODUITS**  
fruits malformés,  
qualité du vin altérée

### 3 PRINCIPES SYSTÉMIQUES pour la gestion des risques climatiques

**1 DIVERSITÉ DES VARIÉTÉS ET DES RACES**



Économes en eau  
Résilientes aux températures élevées  
Races plus rustiques,  
mieux adaptées au climat

**2 ADAPTATION DES TECHNIQUES DE CULTURE ET D'ÉLEVAGE**



Avancée des dates de semis, adaptation de l'irrigation à la disponibilité en eau... en poursuivant la réduction des pesticides.

**3 BATIMENTS ET LOCALISATION DES CULTURES**



Bâtiments d'élevage éco-conçus, relocalisation des cultures et des vignobles

Extrait du rapport « Anticiper les changements climatiques en Nouvelle-Aquitaine »

Source : AcclimaTerra

### Un Observatoire Régional sur l'agriculture et le changement climatique (ORACLE)

À l'issue d'un test en Poitou-Charentes, les Chambres régionales d'Agriculture ont mis en place depuis 2012 des observatoires qui couvrent maintenant 5 régions françaises dont la Nouvelle-Aquitaine. Soutenu par l'ADEME et en partenariat technique avec Météo-France, ce dispositif permet de prendre la mesure des évolutions climatiques et agricoles avérées depuis les années soixante jusqu'à aujourd'hui. Mis à jour annuellement, l'observatoire présente cinq familles d'indicateurs : climat, agroclimat, impacts, adaptation et atténuation. En complément, le projet ClimA-XXI, conçu par les mêmes acteurs, fournit des informations sur la faisabilité des productions agricoles au cours du XXI<sup>e</sup> siècle en calculant des indices agroclimatiques pertinents sur la base des projections climatiques régionalisées.

# INITIATIVES LOCALES DE SOUTIEN À L'AGRICULTURE

## De nombreuses initiatives portées par les collectivités

Le projet de parc éolien s'insère dans un territoire où les collectivités portent de nombreuses politiques territoriales, axées entre autre sur l'équilibre des émissions de CO2 et sur l'accompagnement des filières agricoles vers des productions plus locales et durables.

Ainsi, un Projet Alimentaire Territorial multi partenarial est actuellement en cours. Il sera intéressant d'en suivre la mise en œuvre sur le périmètre élargi.

### Le Projet Alimentaire Territorial La Rochelle-Aunis-Ré

L'agglomération de La Rochelle et les Communautés de Communes Aunis Sud, Aunis Atlantique et Ile de Ré se sont regroupé pour porter en commun un Projet Alimentaire Territorial. Cette démarche est partenariale et inclue également la Chambre d'Agriculture de Charente-Maritime-Deux-Sèvres, Bio Nouvelle Aquitaine et le Port de pêche de La Rochelle, ainsi que d'autres partenaires (une centaine au total).

Ce projet multi-partenarial repose sur 3 grands objectifs, eux-mêmes déclinés en 8 axes de travail (voir ci-contre). 40 actions seront déclinées dans le cadre de ce PAT afin de travailler à renforcer l'agriculture et l'autonomie alimentaire du territoire et l'accès par tous à des produits durables et locaux.

### Le projet de territoire d'Aunis Atlantique

L'agglomération de La Rochelle porte depuis de nombreuses années les questions agricoles sur son territoire. Ainsi, elle avait déjà réalisée un diagnostic agricole en 2015 qui avait abouti à la définition d'une stratégie agriculture périurbaine et circuits alimentaires fin 2018.

La communauté d'agglomération porte également le projet très ambitieux de « Territoire Zéro Carbone », dans le cadre d'un appel à projet national « Territoire d'Innovation ». Elle s'engage ainsi à devenir le premier territoire français à devenir « zéro carbone » en 2040, via la recherche d'un équilibre entre les émissions de carbone et la captation du carbone sur le territoire. L'agriculture, aussi bien en tant qu'émettrice de gaz à effet de serre (GAS) que puits de carbone potentiel, constitue un axe de travail. Un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), déclinaison de la stratégie nationale bas carbone, viendra s'articuler avec ce travail.

### De nombreuses politiques sur la CA de La Rochelle

La communauté de commune d'Aunis Atlantique porte un projet de territoire articuler autour de 3 grands axes :

- » Développement maîtrisé du territoire, protégeant les milieux naturels, la biodiversité et s'adaptant au changement climatique
- » Un territoire sobre qui s'appuie sur ses ressources locales
- » Un territoire solidaire et créateur de liens avec les citoyens
- » Un nouvelle économie attractive et durable, innovante et créatrice d'emplois

Le 4 axe a pour premier enjeu la consolidation et l'accompagnement de l'agriculture du territoire, notamment autour des dynamiques PAT précédemment évoquées et l'accompagnement sur des pratiques bas carbone.

#### LES OBJECTIFS DU PAT LA ROCHELLE-AUNIS-RÉ

Le Projet Alimentaire de Territoire La Rochelle-Aunis-Ré repose sur 3 grands objectifs, eux-mêmes déclinés en 8 axes de travail.

##### # 1 ACCOMPAGNER LES CHANGEMENTS D'HABITUDES ALIMENTAIRES

SENSIBILISER À L'ALIMENTATION DURABLE



OBSERVER POUR DÉVELOPPER LA CONSOMMATION LOCALE



##### # 2 RENFORCER L'ACCES AUX PRODUITS DURABLES

PROMOUVOIR LES PRODUITS ET PRODUCTEURS DU PAT, TOUTES FILIÈRES CONFONDUES



ACCOMPAGNER LES ORGANISMES D'AIDE ALIMENTAIRE



SOUTENIR L'APPROVISIONNEMENT DE LA RESTAURATION COLLECTIVE EN DENRÉES LOCALES DE QUALITÉ ET DURABLES ET RÉDUIRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE



##### # 3 ADAPTER LE SYSTEME ALIMENTAIRE POUR PLUS D'AUTONOMIE

RENFORCER LA PRODUCTION LOCALE



DÉVELOPPER LES CIRCUITS DE PROXIMITÉ



SOUTENIR LES PRATIQUES VERTUEUSES POUR LA SANTÉ



#Agriculture #Tourisme  
#Nautisme

● **Consolider et faire progresser nos filières historiques vers une agriculture durable, une nouvelle dynamique touristique et un renforcement de la filière nautique.**

Accompagner les mutations du secteur agricole en favorisant notamment le développement de filières alimentaires locales, durables et bas carbone, en s'appuyant sur l'élaboration du Projet Alimentaire Territorial (PAT).

Accompagner la création d'une offre touristique environnementale de qualité autour du bien-être, des loisirs de nature et de l'authenticité de la vie locale.

Soutenir et développer la filière nautique à Marans.

ENJEU 1

#### Objectifs et axes de travail du PAT

Source : site internet de la CA de La Rochelle

#### Extrait du projet de territoire de Aunis Atlantique

Source : site internet Aunis Atlantique

# SYNTHÈSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ÉCONOMIE AGRICOLE

- Valeur ajoutée de l'économie agricole
- Synthèse et dynamiques de l'économie agricole

02b

# VALEUR AJOUTÉE DE L'ÉCONOMIE AGRICOLE

## L'économie des entreprises de la filière agricole

Le Décret n°2016-1190 du 31 août 2016 précise les critères d'évaluation de l'économie agricole définie comme : **Productions primaires + Commercialisation + 1ère transformation**

D'après l'organisation de la filière grandes cultures valorisant le site d'étude, la méthodologie développée a pour objectif de calculer la valeur ajoutée de chaque maillon de la filière sur le périmètre d'étude concerné.

### Données utilisées

#### PRODUCTION

Production	Rendement (t)	Prix €/t	%
Blé tendre	6,5	230	37%
Colza	3,2	480	8%
Maïs	9	230	16%
Blé dur	5,9	400	9%
Orge	5,6	230	10%
Tournesol	2,3	500	10%
Pois	2,7	250	8%

#### COLLECTE et COMMERCIALISATION

Utilisation des données ESANE Poitou Charentes, code NAF de la collecte 4612Z

#### TRANSFORMATION

Utilisation des données ESANE : moyenne France (codes 1061A, 1061B, 1106Z, 1091Z, 1062Z) par manque de données régionales

### Valeur ajoutée des filières de l'état initial

#### PRODUCTION

##### GRANDES CULTURES

65 q/ha en blé tendre

467 €/ha/an  
de valeur ajoutée

#### COLLECTE et COMMERCIALISATION

##### CEREALES

131 €/ha/an  
de valeur ajoutée

#### TRANSFORMATION

##### FARINES, HUILES...

464 €/ha/an  
de valeur ajoutée

Addition des valeurs de l'ensemble de la filière COP

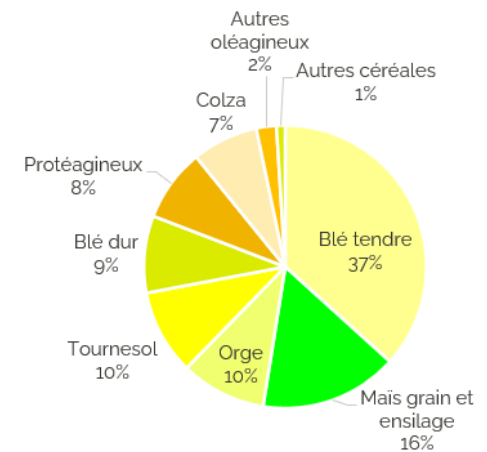
1 062 €/ha/an

154ha de SAU sur le site d'étude

#### Rappel état initial :

Le site d'étude se compose de 154 ha de SAU orienter vers les filières céréales et oléoprotéagineux (terres de groies, représentatives de la plaine d'Aunis)

\*La répartition est basée sur l'assolement moyen du périmètre élargi en COP (graph ci-contre)  
Les rendements sont les rendements moyens départementaux (moyenne olympique 2010-2022) ; pour le maïs, une moyenne entre les rendements irrigués et non irrigués a été retenue).



Détails des COP sur le périmètre élargi

Source : RPG2021

Chaque année, l'économie agricole locale contribue à créer 1 062 € de valeur ajoutée à partir des productions, de la collecte et de la 1ère transformation.

Voir en suivant :

L'étude des effets positifs et négatifs du projet sur l'économie agricole du territoire.

# SYNTHÈSE ET DYNAMIQUES DE L'ÉCONOMIE AGRICOLE

## Les forces et faiblesses des filières agricoles sur le territoire

### COMMENT LIRE LE SCHÉMA

6 caractéristiques ont été définies par CETIAC pour l'économie agricole. Elles sont représentées par les grands pétales encadrants. Le territoire se place avec des forces et faiblesses (représentés par des pétales pleins de taille variable) et des dynamiques existantes (les flèches). Lorsque les caractéristiques du territoire sont proches du pétale encadrant, cela signifie que le territoire réussit à exprimer une force pour sa filière locale. En revanche, si le pétale est petit, c'est une faiblesse.

Les enjeux du **périmètre élargi** sont présentés en premier et ceux du **site d'étude** en second.

- Périmètre élargi
- Site d'étude

### Acteurs, filières agricoles et démarches qualité

Des acteurs ancrés localement, nombreux et dynamiques ; un outil important avec le port de La Pallice ; mais en contrepartie une part importante d'export

Productions du site d'étude s'insérant dans la filière COP majoritaire sur le périmètre

Enjeux pour le territoire : Création de VA

### Potentiel agronomique

Sur la plaine d'Aunis, des sols au bon potentiel sous couvert d'apports ; une faible réserve utile expliquant l'intérêt de l'irrigation sur le périmètre

Sols du site d'étude représentatif de ceux du périmètre élargi (terres de groies)

Enjeux pour le territoire : maintien

### Environnement et changement climatique

Un périmètre sensible au changement climatique, notamment sur la question de la ressource en eau et du partage de ses usages ; des collectivités conscientes de ces enjeux importants

Idem périmètre élargi

Enjeux pour le territoire : durabilité

### Surfaces agricoles et fonctionnalité

Une forte présence de l'agriculture sur le territoire, avec une fonctionnalité globalement bonnes ; des conflits avec la population notamment en proximité urbaine

Un site d'étude globalement fonctionnel

Enjeux pour le territoire : maintien

### Emplois agricoles

Une bonne stabilité de l'emploi agricole sur le périmètre élargi mais des filières assez peu créatrices d'emplois ; enjeu du renouvellement des exploitants agricoles

Site d'étude représentatif du périmètre élargi

Enjeux pour le territoire : maintien

### Production alimentaire et initiatives de soutien

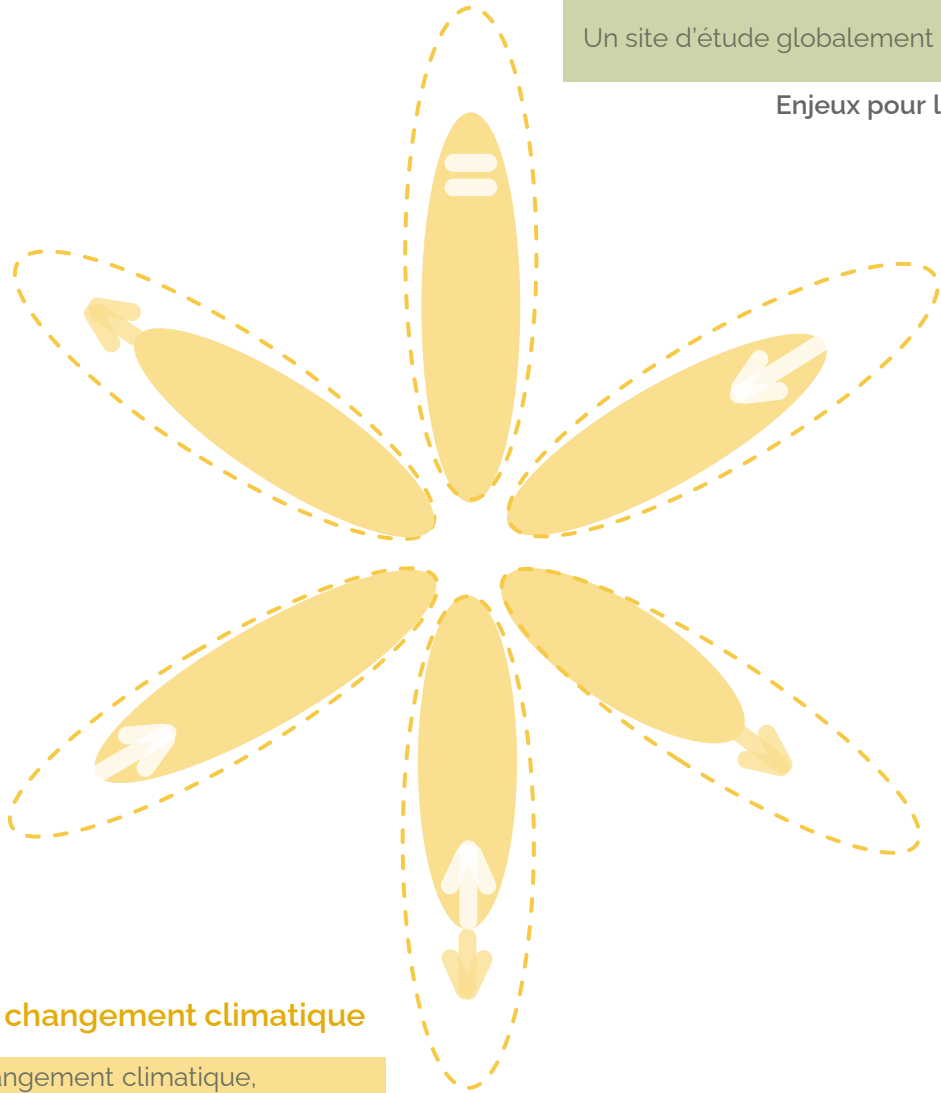
Un territoire théoriquement suffisant pour répondre aux besoins de la population en terme de surfaces mais une spécialisation des productions ; quelques productions en circuits courts ; un projet alimentaire territorial en cours

Des productions sur le site d'étude s'insérant dans les filières majoritaires

Enjeux pour le territoire : Adéquation

### Synthèse des caractéristiques de l'activité agricole

Source : CETIAC





# SYNTHÈSE ET DYNAMIQUES DE L'ÉCONOMIE AGRICOLE

## Enjeux, opportunités et menaces sur le territoire

Au regard de l'état initial des filières agricoles du périmètre élargi et de leurs caractéristiques, 6 grands enjeux sont soulevés sur le territoire. Des menaces et opportunités ont été détaillées.

Elles viennent compléter le contexte initial et les tendances recensées sur le territoire.

Cette page est liée à la page précédente.

Synthèse et enjeux

Source : CETIAC

### Surfaces agricoles et fonctionnalité

Les + sur le périmètre	Un espace agricole dense et fonctionnel sur la majorité du périmètre, un maillage agricole dense, des exploitations agricoles de grande taille
Les – sur le périmètre	Une fonctionnalité moins bonne à proximité de l'urbanisation de La Rochelle et des tensions avec les riverains, des difficultés d'accès et de circulations,
Le site d'étude	Représentatif de la partie ouest périmètre (bonne fonctionnalité)
Dynamiques	Augmentation de la pression foncière
Enjeux	Maintien des surfaces agricoles exploitables
Opportunités	Réflexion des collectivités sur leur consommation foncière en lien avec le ZAN
Menaces	Croissance démographique importante sur le secteur, notamment sur le front de mer

### Emplois agricoles

Les + sur le périmètre	Une stabilité de l'emploi agricole ces dernières années malgré une baisse du nombre d'exploitations agricoles
Les – sur le périmètre	Des filières assez peu intensives en emploi, des besoins en main d'œuvre salariée parfois difficile à trouver
Le site d'étude	Représentatif du périmètre
Dynamiques	Viellissement des exploitants sur le territoire
Enjeux	Maintien des agriculteurs valorisant les surfaces
Opportunités	Accompagnement à la transmission des exploitations, aides JA
Menaces	Rétention foncière des agriculteurs ne prenant pas leur retraite

### Acteurs filières agricoles, démarches qualités et circuits courts

Les + sur le périmètre	Des acteurs nombreux puissants et ancrés, quelques outils de filière et surtout le port de La Pallice (outil d'exportation) ; quelques coopératives porteuses sur la construction de débouchés
Les – sur le périmètre	Une part importante de la production quitte le périmètre
Le site d'étude	Représentatif du périmètre
Dynamiques	Une recherche de nouvelles valorisations des productions
Enjeux	Création de valeur ajoutée sur le territoire
Opportunités	Structuration de nouvelles filières et diversification
Menaces	Marchés européens fluctuants et concurrentiels

### Potentiel agronomique

Les + sur le périmètre	Un contexte pédoclimatiques permettant d'obtenir de bons rendements grâce aux apports extérieurs notamment
Les – sur le périmètre	Des sols sensibles à la sécheresse (faible réserve utile)
Le site d'étude	Représentatif du périmètre
Dynamiques	Conflits d'usage sur l'eau d'irrigation
Enjeux	Maintien du potentiel de production
Opportunités	Allongement des rotations culturales, changement de pratiques...
Menaces	Erosion, perte de vie des sols, augmentation des conflits

### Environnement et changement climatique

Les + sur le périmètre	Une certaine diversité des productions permettant une meilleure résilience
Les – sur le périmètre	Peu d'externalités environnementales portées par l'agriculture, un territoire sensible au changement climatique
Le site d'étude	Représentatif du périmètre
Dynamiques	Des conflits croissants sur les usages de l'eau
Enjeux	Durabilité du système agricole
Opportunités	Des dynamiques sur le territoire autour du changement climatique, de la captation du carbone, de la réutilisation des eaux usées
Menaces	Changement climatique et raréfaction des ressources dont l'eau

### Production alimentaire du territoire et initiatives de soutien

Les + sur le périmètre	Un territoire qui peut théoriquement (en surfaces) subvenir aux besoins de sa population, 20% des exploitations pratiquant la vente directe ; une volonté locale de soutenir et développer une agriculture de qualité et locale maintenir les emplois etc.
Les – sur le périmètre	Une agriculture spécialisée en COP, ne permettant pas l'autonomie alimentaire du territoire ; des volumes en vente directe a priori faibles
Le site d'étude	Représentatif du périmètre
Dynamiques	Demande croissante de produits locaux
Enjeux	Adéquation du bassin de consommation et de la production
Opportunités	Mise en place d'un PAT sur le territoire
Menaces	Un pouvoir d'achat des consommateurs en baisse, pouvant le détourner des produits locaux

# EFFETS POSITIFS ET NÉGATIFS DU PROJET SUR L'ÉCONOMIE AGRICOLE

Ce premier diagnostic a permis de comprendre et approfondir les filières agricoles du territoire ainsi que leurs enjeux et dynamiques. La valeur ajoutée de référence, caractérisée à partir de la méthodologie CETIAC, est estimée à 1 062€/ha au regard des filières. En connaissance de l'état initial, l'appréciation des impacts du projet permettra de caractériser la force des effets positifs et la gravité des effets négatifs suivants lesquels seront proposées des mesures de la séquence ERC : Eviter, Réduire ou Compenser.

*Conformément à l'article D. 112-1-19 du code rural et de la pêche maritime, l'étude préalable comprend (...) L'étude des effets positifs et négatifs du projet sur l'économie agricole de ce territoire. Elle intègre une évaluation de l'impact sur l'emploi ainsi qu'une évaluation financière globale des impacts, y compris les effets cumulés avec d'autres projets connus ; Les mesures envisagées et retenues pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet. L'étude établit que ces mesures ont été correctement étudiées. Elle indique, le cas échéant, les raisons pour lesquelles elles n'ont pas été retenues ou sont jugées insuffisantes. L'étude tient compte des bénéfices, pour l'économie agricole du territoire concerné, qui pourront résulter des procédures d'aménagement foncier mentionnées aux articles L. 121-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime ; Le cas échéant, les mesures de compensation collective envisagées pour consolider l'économie agricole du territoire, l'évaluation de leur coût et les modalités de leur mise en œuvre.*

Extrait du Code Rural, Article D112-1-19 créé par Décret n°2016-1190 du 31 août 2016 – art.1

- 03<sub>a</sub> Mesures pour éviter et réduire les effets négatifs
- 03<sub>b</sub> Incidences positives et négatives du projet
- 03<sub>c</sub> Mesures de compensation agricole collective

01 DESCRIPTION DU PROJET ET DELIMITATION DU TERRITOIRE CONCERNÉ

02 ÉTAT INITIAL DE L'ÉCONOMIE AGRICOLE

03 EFFETS POSITIFS ET NÉGATIFS DU PROJET SUR L'ÉCONOMIE AGRICOLE

04 MÉTHODOLOGIE, BIBLIOGRAPHIE & ANNEXES

03

# MESURES POUR ÉVITER ET RÉDUIRE LES EFFETS NÉGATIFS

- Concertation avec les acteurs locaux
- Justification du choix du site
- La séquence Eviter, Réduire ou Compenser
- Mesures d'évitement

03 a



# CONCERTATION AVEC LES ACTEURS LOCAUX

## Démarche mise en œuvre et genèse du projet

Une concertation a été mise en place pour orienter au mieux le projet et le faire progresser durant toute la phase de préfiguration. Cette concertation préalable sera prolongée durant la phase d'instruction et dans le long terme, durant les travaux.

Les propriétaires et les agriculteurs ont notamment été associés tout au long du projet.

### Acteurs concertés et principaux retours

Le travail de concertation et de prise en compte des différents enjeux des acteurs concernés a nécessité plusieurs aller-retours sur la durée. La concertation a débuté en 2020 et s'est déroulée en plusieurs étapes :

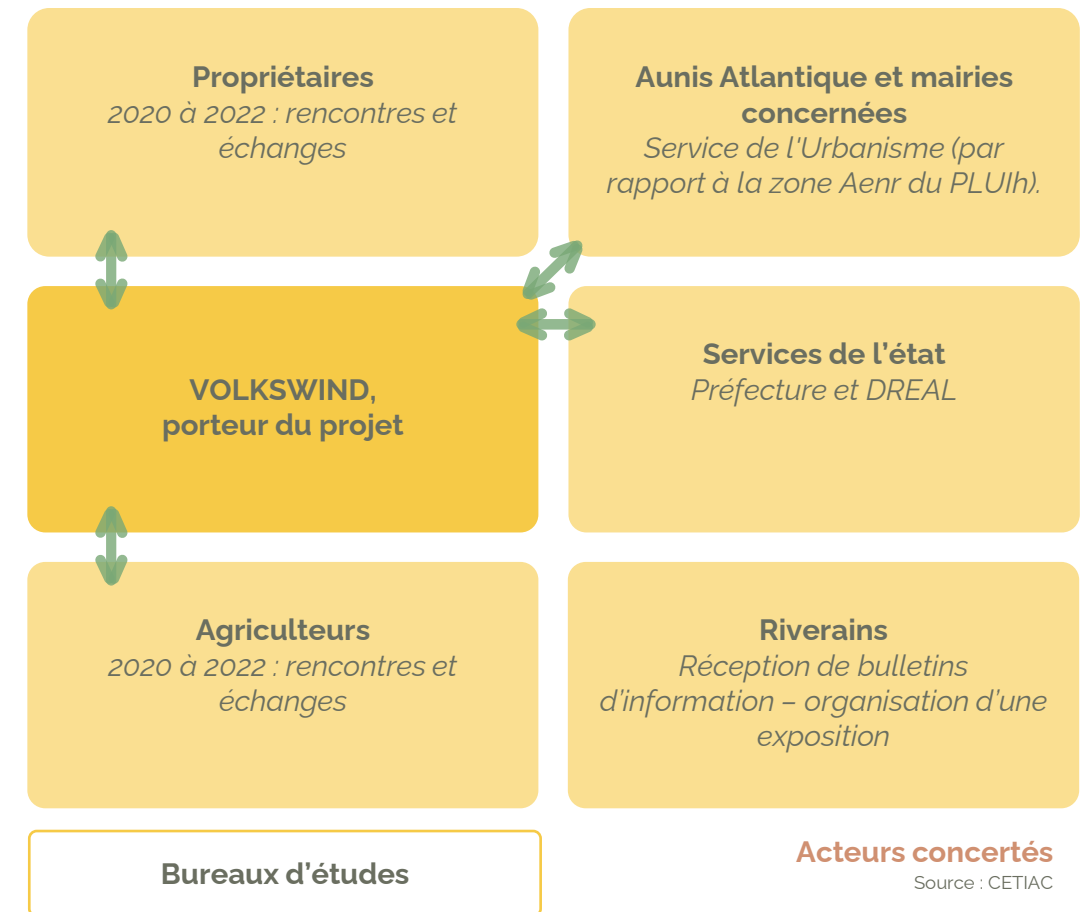
- » La concertation avec les **propriétaires et exploitants** a permis de discuter les enjeux des agriculteurs concernés au regard du projet de parc éolien,
- » Les services de l'Etat, en particulier la **DDT**.
- » **Les collectivités** notamment la Communauté de communes Aunis Atlantique ainsi que les différentes mairies concernées par le projet
- » Les **riverains**, qui ont reçu des bulletins d'information et pour lesquels une exposition sur le projet a été organisée

### L'importance de la concertation locale, gage d'acceptabilité

Volkswind attache une grande importance à la concertation. Un dialogue ouvert avec les communes garantit un partenariat à long terme. L'information à la population, aux propriétaires et aux exploitants tout au long du projet, garantit une acceptation consensuelle des projets. Par exemple, **les propriétaires et les exploitants sont signataires d'un bail tripartite qui rémunèrent autant l'un que l'autre**. Volkswind s'engage donc à la fois sur la durée – 25 ans renouvelables une fois pour 15 ans – et sur le montant des indemnités.

Ainsi, **sur les communes de Ferrières, Nuillé-d'Aunis et de Saint-Jean-de-Liversay, les propriétaires et les exploitants agricoles ont été consultés très en amont du projet**. Ils ont pu décider, en toute liberté, de participer ou non à sa réalisation.

Cette concertation a permis de recueillir un fort assentiment autour du projet, garantissant ainsi le succès pérenne du parc éolien. Ce contexte local favorable réunissait donc toutes les conditions pour permettre à la société Volkswind la poursuite de ses études.



# JUSTIFICATION DU CHOIX DU SITE

## Choix de la zone d'implantation du projet

Le choix de la zone de développement d'un parc éolien fait l'objet d'une multitude de critères, à commencer par le potentiel éolien, en croisant les contraintes urbaines et les contraintes environnementales/paysagères.

Le site du parc éolien de Ferrières Aunis a été choisi en examinant l'ensemble des critères rédhibitoires pour le développement d'un tel projet.

### Un repérage fin, obtenu en croisant plusieurs critères

Plusieurs critères été croisés pour définir la zone d'implantation du parc éolien de Ferrières Aunis :

- » La ressource en vent : en effet, l'énergie récupérable par une éolienne est proportionnelle au cube de la vitesse du vent. D'après les prospections menées par l'ADEME, croisées à la cartographie de la vitesse moyenne du vent de Météo France, le potentiel éolien du nord de département de la Charente-Maritime est considéré comme intéressant (entre 7 et 6m/s à 100m de hauteur)
- » La proximité avec un poste source : la zone de prospection est centrée sur un rayon de 15km autour du poste source de Marans
- » La connaissance du secteur par Volkswind, implanté depuis de nombreuses années dans ce département, ce qui lui offre une bonne connaissance du territoire et témoigne d'une bonne intégration
- » Le schéma régional éolien (SRE), qui désigne les secteurs favorables à l'accueil de projets éoliens à l'échelle départementale ; la zone d'implantation du parc éolien de Ferrières Aunis est située en zone favorable d'après le SRE
- » Les contraintes urbaines et techniques : la distance réglementaire de 500m par rapport aux habitations, 180m par rapport aux routes départementales et nationales, 300m des voies ferrées, 2,5km bases ULM, 30km des radars, 300m des conduites de gaz, 185m par rapport aux Lignes Hautes Tensions
- » Les contraintes environnementales et patrimoniales :
  - les zonages réglementaires de type zones Natura 2000, Zone de Protection Spéciale... sont évitées, ainsi que les zonages d'inventaire type ZNIEFF
  - Les sites emblématiques sont évités, avec une zone tampon de 500m autour de chaque monument historique

### Deux sites potentiels identifiés ont été pré-étudiés

Une fois l'ensemble des critères précédents appliqués et les zones de trop petites tailles écartées (surfaces inférieures à 15-20ha), deux sites potentiels ont émergés : celui présenté dans cette étude (site n°2) ainsi qu'un site d'environ 40ha sur la commune de Longèves (site n°1). Les critères de capacité d'accueil, proximité des habitations, sensibilités naturalistes, paysagères et patrimoniales ainsi que les accès ont été affinés sur chacun des 2 sites. Il en ressort que le site de Ferrières est plus intéressant et plus favorable à l'implantation d'un parc éolien

Tableau 62 : Comparatif des sites identifiés

Critères	Site n°1	Site n°2
Capacité d'accueil	+++	+++
Proximité des habitations	++	+++
Sensibilités naturalistes	--	--
Sensibilités paysagères et patrimoniales	-	-
Accès	++	+++
TOTAL	+4	+6

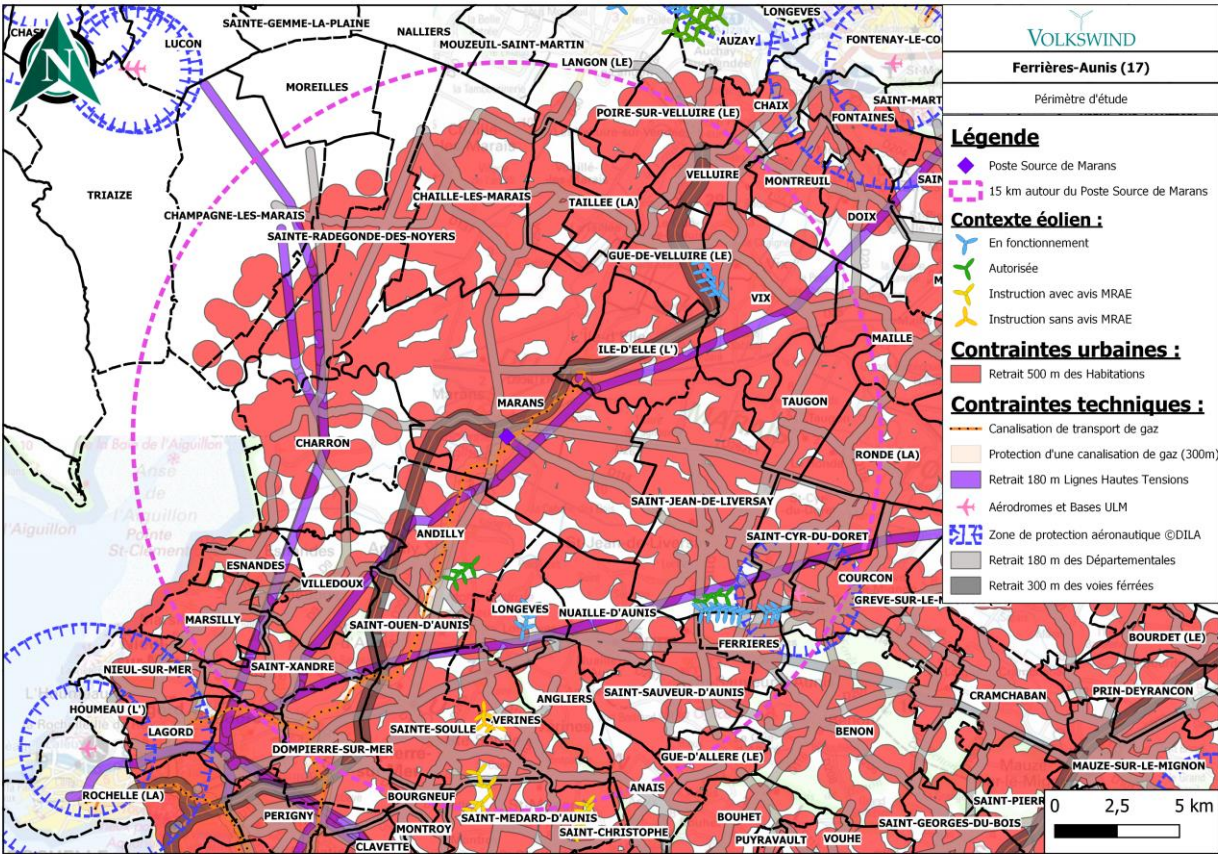
Tableau comparatif des 2 sites pré-étudiés

Source : Etude d'impact environnementale consolidée



Cartographie des vitesses de vent d'après Météo France

Source : Etude d'impact environnementale consolidée



Synthèse des contraintes urbaines et techniques du périmètre de 15km autour du poste source de Marans

Source : Etude d'impact environnementale consolidée



# ANALYSE DES VARIANTES

## Etude de 3 variantes au sein de la zone d'implantation

Une fois la zone d'implantation définie, l'implantation des éoliennes est étudiée plus finement, suivant un ensemble de critères visant à limiter les impacts du projet de parc éolien.

Sur les 12 éoliennes théoriquement implantables, la variante à 5 éoliennes a été retenue. Ce choix impliquant le moins de plateformes et de chemins à créer est également la variante présentant le moins d'impact agricole.

### Etude de 3 variantes d'implantation

Une fois la zone d'implantation choisie, 3 variantes d'implantation ont été étudiées :

- » Variante 1 : 12 éoliennes en alignement avec le parc autorisé de St Jean de Liversay et le parc en service Aunis Energie
- » Variante 2 : 7 éoliennes en alignement avec le parc en service d'Aunis Energie
- » Variante 3 : 5 éoliennes dont une éolienne est alignée avec le parc en service d'Aunis Energie

Les variantes ont été étudiées sur la base d'un ensemble de critères :

- » Les accords fonciers : l'adhésion des propriétaires et exploitants était un paramètre de départ pris en compte dans le choix des implantations
- » La distance aux habitations
- » Les impacts paysagers de chaque variante et leur acceptabilité locale (y compris le choix du modèle des éoliennes), sur la base de photomontages
- » Les études avifaune, flore et chiroptères afin d'évaluer les enjeux de chaque variante et leur force

### Le choix de la variante 3

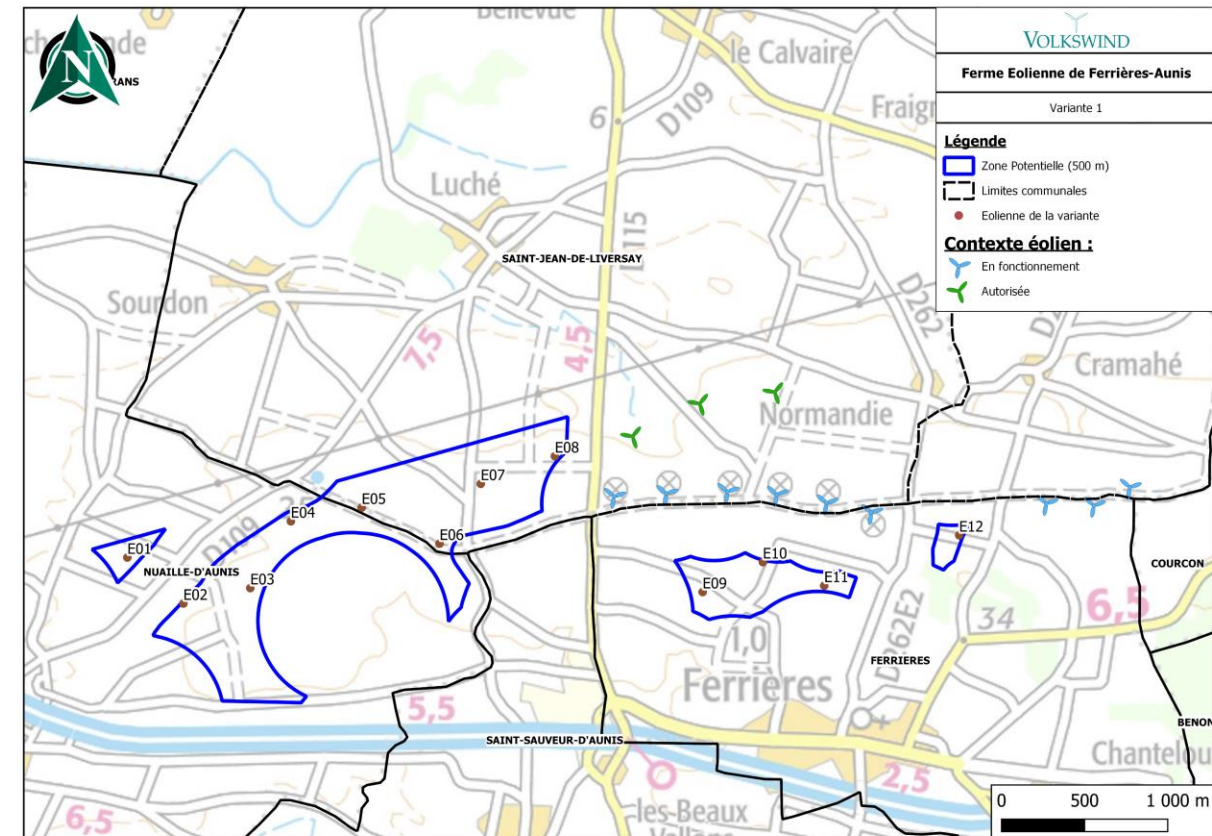
Conclusion extraite de l'étude d'impact environnementale consolidée :

« L'étude des différentes contraintes d'un point de vue naturalistes, paysagers et techniques a permis de définir une zone potentielle d'implantation. Ensuite, les variantes ont fait l'objet d'une étude approfondie qui a donné le résultat suivant.

La comparaison de variantes au sein de cette zone potentielle d'implantation a permis de retenir une implantation finale, à 5 éoliennes Vestas V136 ou 5 éoliennes Nordex N133 d'une hauteur maximale en bout de pale de 180 m, de moindre impact à la fois écologique et paysager :

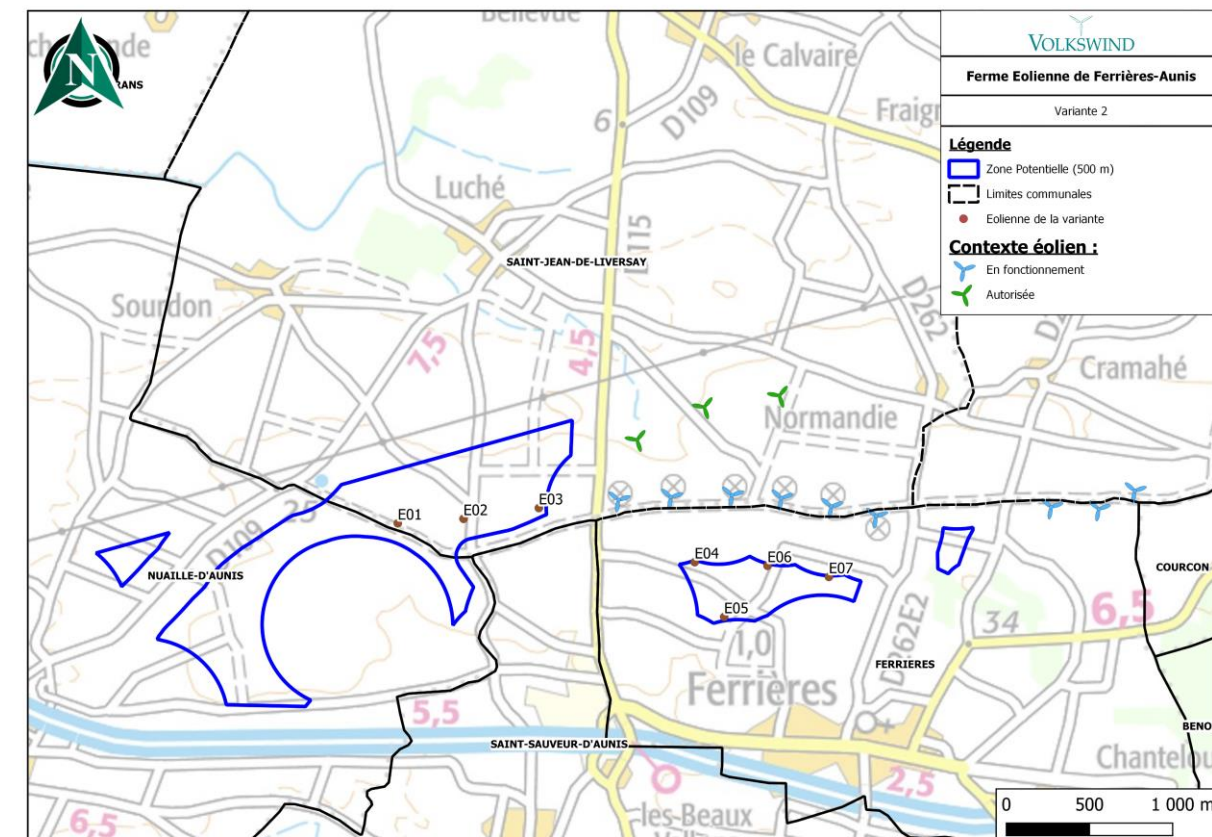
Ces 5 éoliennes ont été retenues sur une variante initiale de 12 éoliennes : ce choix implique une perte de production pour le développeur. Cependant, ce choix permet :

- » Une meilleure intégration paysagère : L'organisation dans le prolongement direct des parcs éoliens de St Jean de Liversay et d'Aunis Energies, permet une meilleure lisibilité du parc
- » Ce choix, qui implique moins de plateformes et chemins à créer, permet également une meilleure intégration d'un point de vue environnemental en limitant les impacts sur les chiroptères et sur l'avifaune nicheuse en phase travaux et un éloignement de plus de 500m du rassemblement d'OEdicnème criard. Les éoliennes sont éloignées de plus de 50 mètres des zones à très fort enjeux pour les chiroptères. Lorsqu'il reste un enjeu dû à la proximité de haies à enjeux, le pétitionnaire prévoit des mesures de réduction afin de réduire efficacement les risques d'impacts résiduels. »



Carte de la variante 1

Source : Etude d'impact environnementale consolidée



Carte de la variante 2

Source : Etude d'impact environnementale consolidée



# LA SÉQUENCE EVITER, RÉDUIRE ET COMPENSER

## Les réflexions engagées dans le cadre du projet

Le projet a été développé en anticipation des enjeux agricoles. Il s'agit de limiter les effets négatifs du projet sur l'économie agricole en adoptant les étapes suivantes :

### L'application de la séquence ERC

#### D'ABORD - EVITER :

Une mesure d'évitement modifie un projet afin de supprimer complètement un impact négatif identifié que ce projet engendrait. Autrement dit, l'état initial de l'économie agricole doit être maintenu dans son intégralité.

➡ 2 mesures d'évitement – Pages 44 et 45

#### ENSUITE - RÉDUIRE :

Une mesure de réduction vise à réduire autant que possible la durée, l'intensité et/ou l'étendue des impacts d'un projet qui ne peuvent pas être complètement évités. Autrement dit une économie agricole doit être mise en place dans l'emprise du projet mais sous une nouvelle forme que celle de l'état initial

➡ Pas de mesures de réduction

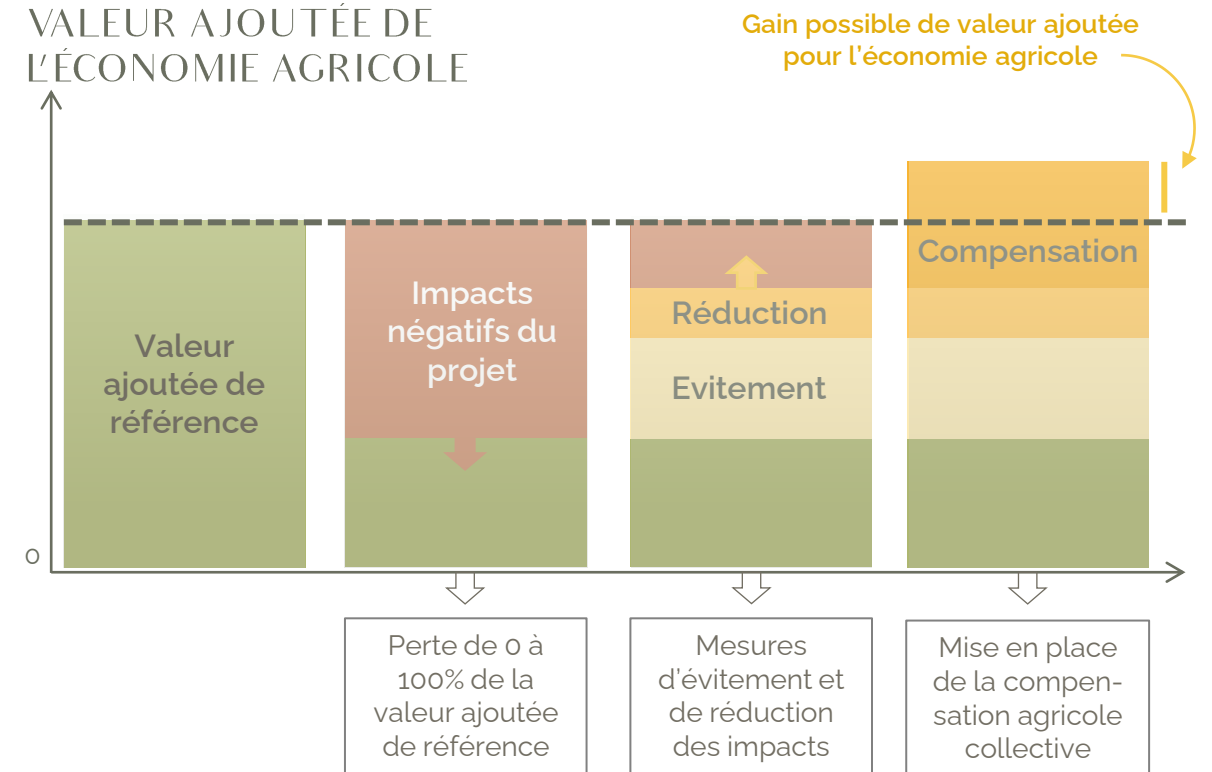
#### SINON - COMPENSER COLLECTIVEMENT :

Une mesure de compensation a pour objet d'apporter une contrepartie aux effets négatifs notables, directs ou indirects de projet qui n'ont pas pu être évités ou suffisamment réduits. Autrement dit, lorsqu'il n'a pas été possible de générer une économie agricole dans le cadre du projet, des actions de soutien hors du site seront nécessaires.

➡ En fonction de la persistance d'un impact négatif sur l'économie agricole, des mesures de compensation pourront être nécessaires.

La séquence ERC du projet construite progressivement (et mesure d'accompagnement)

### VALEUR AJOUTÉE DE L'ÉCONOMIE AGRICOLE



Présentation de la séquence ERC

Rappel de l'économie agricole de référence de l'état initial

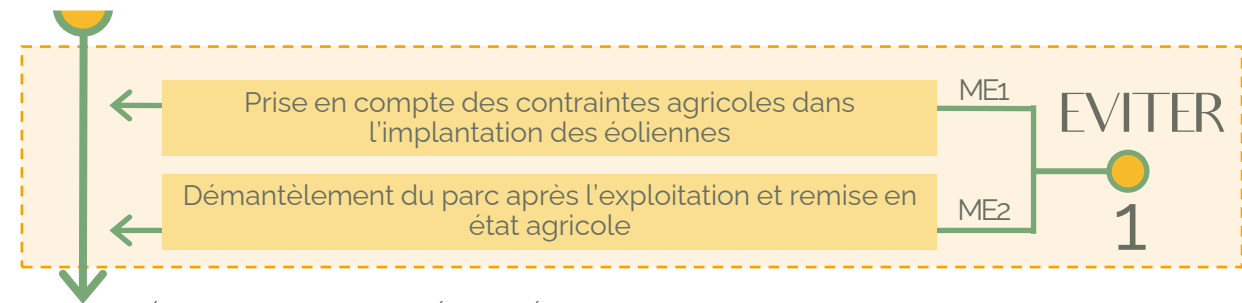
# MESURES D'ÉVITEMENT

## Prise en compte des enjeux agricoles et maintien de l'état initial

Dans le cadre du développement du projet de parc éolien, les enjeux agricoles ont été pris en compte de façon à limiter les surfaces enclavées et les contraintes liées à l'exploitation des parcelles.

La remise en état agricole des surfaces de plateformes et de fondations des éoliennes après l'exploitation du parc permet d'éviter des pertes sur le plus long terme pour l'économie agricole.

## EFFETS NÉGATIFS DU PROJET



## IMPACTS RÉSIDUELS NON ÉVITÉS

### ME1 : Prise en compte des contraintes agricoles dans l'implantation des éoliennes via des discussions avec les agriculteurs

L'activité céréalière étant une production très mécanisée, les contraintes liées au travail des parcelles ont été prises en compte via des échanges avec les agriculteurs. L'objectif étant d'assurer une diminution maximale de l'impact sur la fonctionnalité agricole des parcelles, étant directement lié au temps de travail agricole et donc aux charges d'exploitation.

Ainsi, en équilibre avec l'ensemble des autres contraintes d'implantation, les éoliennes ont été placées si possible en bordure de chemin agricole (cas des éoliennes 2 et 4) et dans le sens de travail agricole des parcelles (cas des éoliennes 1, 2 et 5).

L'emplacement des chemins a été concerté avec les exploitants afin de limiter au maximum la création de nouveaux chemins et d'éviter au maximum l'enclavement de morceaux de parcelles (un seul chemin coupe une parcelle sur l'ensemble des accès aux 5 éoliennes, pour l'accès aux éoliennes 4 et 5).

A noter que ces contraintes agricoles ont été prises en compte dès les premières implantations. Il n'y a donc pas de variantes d'implantation ne prenant pas en compte les impacts agricoles).

#### PERTES EVITEES POUR L'ECONOMIE AGRICOLE :

**Limitation de l'enclavement de morceaux de parcelles dont la fonctionnalité serait fortement réduite.**

**Eviter de rallonger le temps de travail agricole sur les parcelles et les charges d'exploitation.**

### ME2 : Démantèlement du parc après l'exploitation et remise en état agricole

Mesure réglementaire mais assurant la réversibilité des surfaces concernées, une réserve financière a été sécurisée pour assurer le démantèlement total des installations et équipements incluant les plateformes et les fondations des éoliennes.

#### PERTES EVITEES POUR L'ECONOMIE AGRICOLE :

**Remise en état agricole des surfaces de plateformes et de fondations des éoliennes après l'exploitation du parc.**

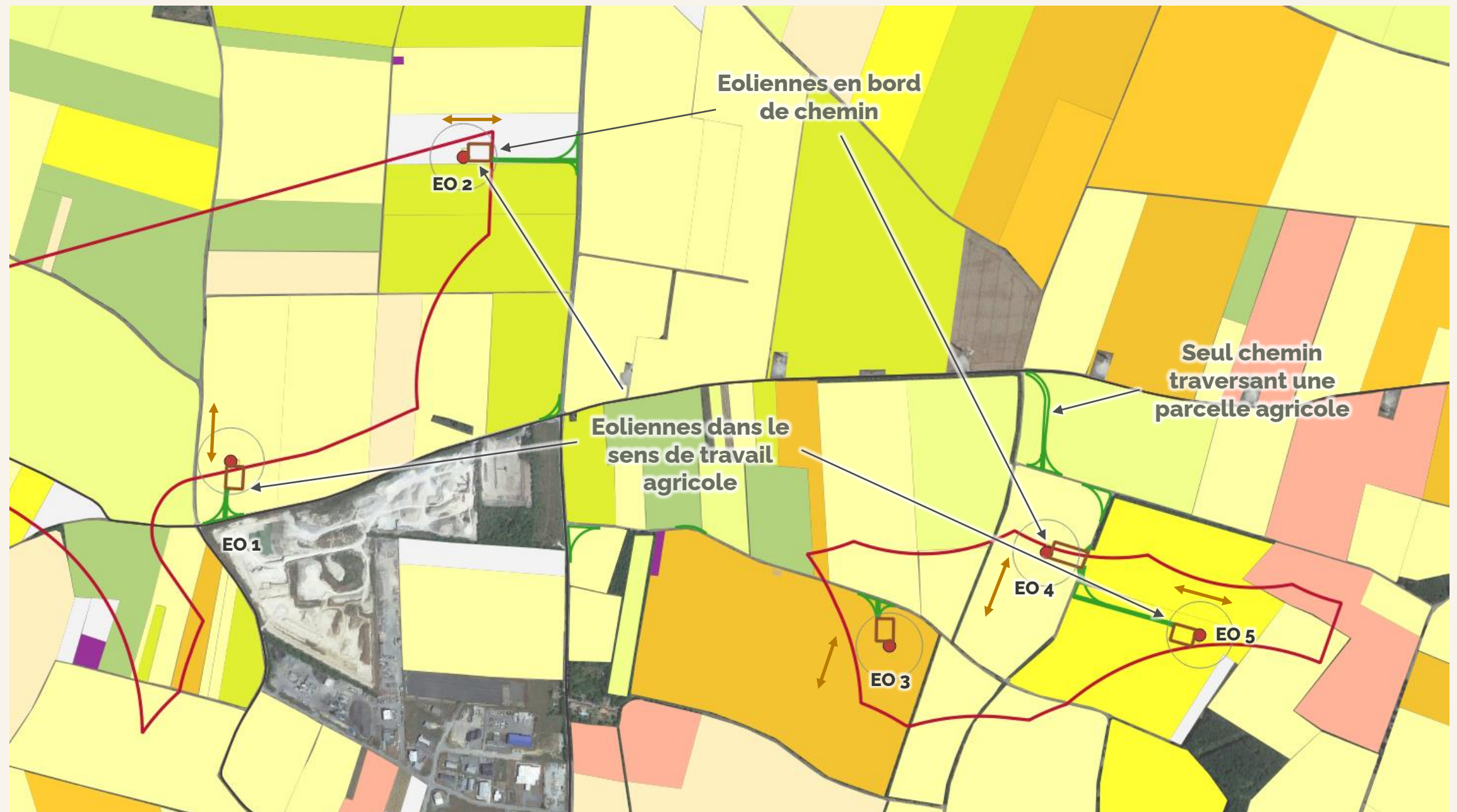
**Limite l'impact à long terme du projet sur le potentiel agricole du territoire.**

# MESURES D'ÉVITEMENT

## Illustration de la mesure d'évitement 1

**ME1 : Prise en compte des contraintes agricoles dans l'implantation des éoliennes via des discussions avec les agriculteurs**

Illustration de la mesure d'évitement 1 décrite page précédente.



**Illustration de l'implantation des éoliennes**

Carte CETIAC, fond RPG2021, données Volkswind



# INCIDENCES POSITIVES ET NÉGATIVES DU PROJET

- Effets cumulés avec d'autres projets
- Bilan des impacts du projet

03b

# EFFETS CUMULÉS AVEC D'AUTRES PROJETS

## Projets susceptibles de consommer de l'espace agricole

Le projet de parc éolien de Ferrières Aunis s'insère dans un territoire avec plusieurs parcs éoliens existants, autorisés ou en instruction.

Ces différents projets de parcs éoliens consomment également des surfaces agricoles.

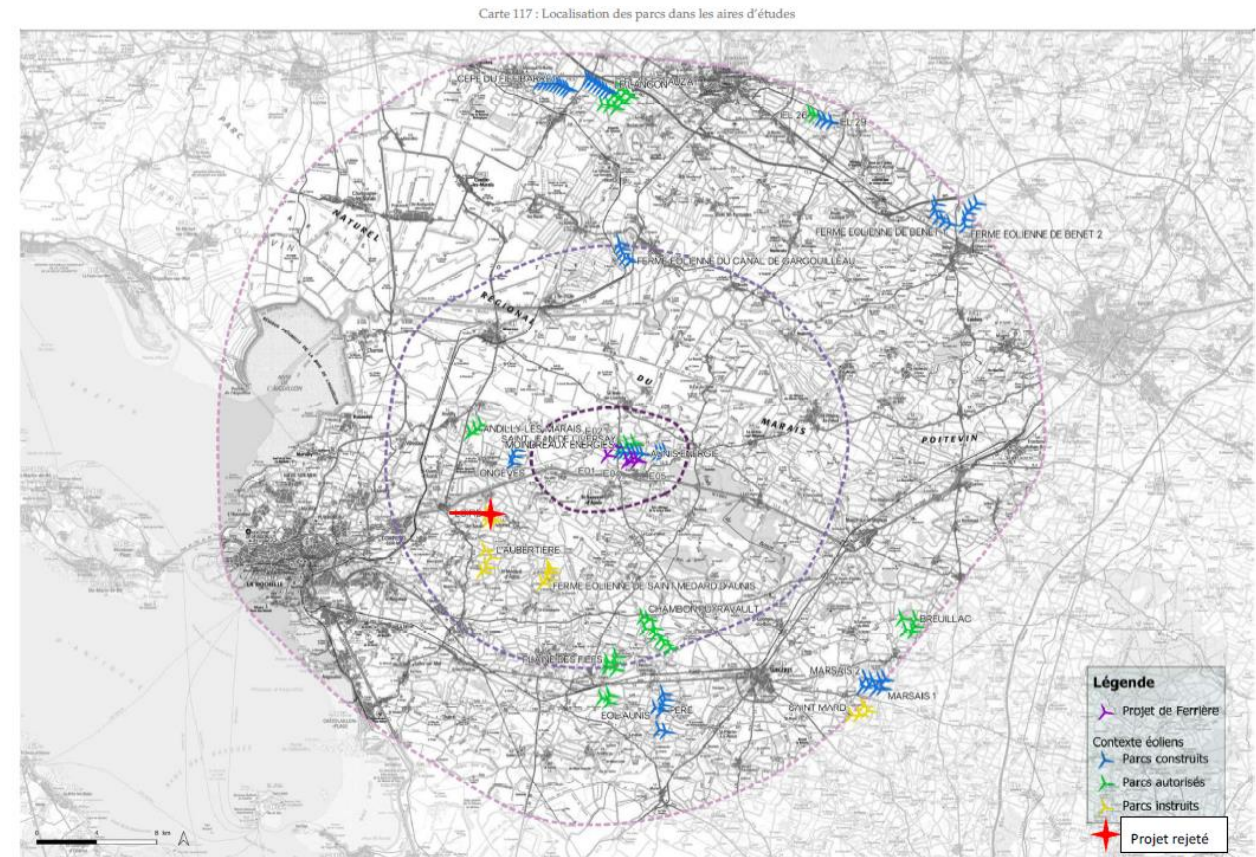
### Parcs éoliens proches d'après étude d'impact environnementale

Dans l'aire d'étude rapprochée, 6 projets de parcs éoliens ont été identifiés :

- » Le parc autorisé d'Andilly-les-Marais situé à l'Ouest de la ZP (à 8,7 km) sur la commune d'Andilly, et est composé de 3 éoliennes,
- » Le parc en service de Longèves situé à l'Ouest de Ferrières-Aunis (à 6 km) sur la commune de Longèves, et est composé de 3 éoliennes,
- » Le parc en instruction de l'Aubertière situé au Sud-Ouest de la ZP (à 10,3 km) sur les communes de Sainte-Soulle et Saint-Médard-d'Aunis, et est composé de 4 éoliennes,
- » Le parc en instruction de Saint-Médard-d'Aunis situé au Sud-Ouest de Ferrières-Aunis (à 8,5 km) sur la commune de Saint-Médard-d'Aunis, et est composé de 4 éoliennes,
- » Le parc autorisé de Chambon Puyravault situé au Sud de la ZP (à 10,5 km) sur les communes de Chambon et de Puyravault, et est composé de 8 éoliennes,
- » Le parc autorisé de la Plaine des Fiefs situé au Sud de Ferrières-Aunis (à 13,1 km) sur la commune de Forges, et est composée de 8 éoliennes.

En faisant l'hypothèse que les éoliennes sont majoritairement situées en zone agricole et qu'elle consomme chacune environ 4000m<sup>2</sup>, **on peut supposer une consommation d'espace agricole d'environ 10-12ha en lien avec les parcs éoliens identifiés**. A noter que cette hypothèse prend en compte des consommations passées, certains parcs étant en service.

L'étude d'impact environnementale consolidée ne fait pas mention d'autre projet en cours



### Localisation des parcs éoliens pris en compte dans les effets cumulés

Source : Etude d'impact environnementale consolidée

# BILAN DES IMPACTS DU PROJET

Synthèse des différentes incidences sur l'économie agricole

2,1 ha de SAU impactée  
1 062 €/an de VA  
=> Perte économique de 2230€/an

Incidences sur les surfaces agricoles	Force de l'incidence
Surfaces consommées	2,1 ha
Surface agricole temporairement occupées	0,69 pendant 7 semaines et 0,13 ha pendant 6 mois
Circulations agricoles	Pas d'incidence sur les circulations agricoles
Mitage et morcellement	Morcellement d'une parcelle agricole
Accès aux parcelles	Pas de changement dans l'accès aux parcelles
Accès aux organismes	Pas de changement
ZNT	N'induit pas de ZNT
Pression foncière	Peu d'incidence sur la pression foncière

Incidences sur les exploitations	Force de l'incidence
Nombre d'exploitations concernées	8 exploitations concernées, entre 0,6% de leur SAU et 0,001% : <b>des exploitations nombreuses mais sur de petites surfaces de leur SAU</b>
Emplois perdus sur la filière	Estimé à 0,08 emploi sur la filière COP sur la base de données moyennes nationales (4,2 emplois pour 100ha d'après Passion Céréales)
Incidences sur les dynamiques d'installation/transmission	Pas d'incidence recensée auprès des agriculteurs concernés

Incidences sur la production alimentaire locale	Force de l'incidence
Perte de produit alimentaire	Perte d'environ 12t de blé tendre chaque année (sur les 2,1 ha du projet)
Diminution de l'autonomie alimentaire du territoire	Pas de diminution de l'autonomie alimentaire car les productions impactées sont excédentaires
Diminution des productions commercialisées en circuits courts	Pas d'incidence du projet

Incidences sur la durabilité	Force de l'incidence
Surfaces AB/HVE perdues	Pas d'incidence du projet sur les surfaces AB
Suppression de haies, boisements, SIE	Pas d'incidence du projet
Incidence sur la ressource en eau	Pas d'incidence évaluée du projet

Incidences sur le potentiel de production	Force de l'incidence
Perte de surfaces aux bonnes aptitudes agronomiques	Sols à plutôt bon potentiel pour les grandes cultures (surtout quand irrigués)
Perte de surfaces irriguées ou drainées	Pas de parcelles irriguées ni drainées
Perturbation des assolements et/ou mutation du système de production	Pas d'incidence sur le fonctionnement des exploitations agricoles concernées
Présence d'investissements non amortis	Non mentionné par les exploitants
Arrêt des projets en cours	Pas d'incidence mentionnée sur les projets des exploitants agricoles concernés
Modification des capacités d'évolution, de développement	Pas d'incidence sur les trajectoires possibles des exploitations agricoles concernées

Incidences sur la valeur ajoutée	Force de l'incidence
Perte de productions labellisées	Pas de productions labellisées sur le projet
Fragilisation d'un opérateur de la filière	Très peu d'incidence sur les opérateurs compte tenu de leur taille et de leur nombre (plusieurs opérateurs concernés sur de très faibles surfaces)
Incidences sur les activités agro-touristiques	Pas d'incidence
Freins aux investissements agricoles	Pas d'incidence mentionnée

Impact positifImpact nulImpact faibleImpact moyenImpact fort



Des mesures de compensation agricole collective sont nécessaire sur le projet de parc éolien de Ferrières Aunis



# MESURES DE COMPENSATION AGRICOLE COLLECTIVE

- Compensation agricole collective
- Recherche des mesures de compensation
- Choix des mesures de compensation
- Mesure de compensation agricole collective
- Mise en place et suivi des mesures
- Conclusions des mesures ERC agricole du projet

03 c

# COMPENSATION AGRICOLE COLLECTIVE

## La méthodologie voulue par le Décret

Les mesures de compensation collectives doivent bénéficier à au moins deux exploitations ou un organisme structurant une filière agricole. Les compensations collectives sont recherchées en priorité, et concertées au niveau local, en cohérence avec le territoire et proportionnées avec le projet.

### Les pistes de mesures de compensation agricole collective

Afin de soutenir des projets sources de valeur ajoutée pour les filières agricoles différentes propositions de compensation collectives sont évoquées :

#### Aides aux investissements liés à la production primaire

Incitation à engager de nouveaux investissements pour maintenir ou reconvertir une activité. La possibilité d'investissements collectifs est prévue.



#### Promotion des produits agricoles

Soutien à la relance de la notoriété d'une production, création de circuits courts. Donner une nouvelle dynamique à la production impactée par le projet.



#### Transformation et commercialisation de produits agricoles

Augmenter localement la plus-value des productions affectées par le projet.



#### Conseil pour les PME dans le secteur agricole

Appui à la compétitivité et à l'innovation, à la viabilité économique et environnementale visant à renforcer l'ancrage local des exploitations.



#### Recherche et développement dans les secteurs agricoles

Aide allouée à un organisme de recherche. Recherche de nouveaux débouchés pour une filière spécialisée, affectée par une réduction foncière.



#### Transfert de connaissance et actions d'information

Aide à la formation professionnelle et l'acquisition de compétences, des projets de démonstration liés à des investissements ou des visites d'exploitations.



#### Systèmes de qualité

Répondre par la montée en gamme à la perte de la quantité produite en raison d'une réduction foncière.



#### Aides à finalité régionale

Incitation à la diversification d'une entreprise existante.



#### Aides à la formation en entreprise, hors secteur agricole

Accompagner l'adaptation à l'emploi dans le cadre d'un projet bénéficiant d'une aide régionale.



#### Infrastructures locales

Amélioration de l'environnement des entreprises et des consommateurs.



# COMPENSATION AGRICOLE COLLECTIVE

## Les partis pris du projet

Dans le cadre du présent projet, plusieurs pistes de mesures de compensation collective ont été avancées. Afin de juger de leur pertinence sur le territoire différents choix ont été pris :

Les mesures de compensation collective devront **avoir des retombées économiques les plus directes possibles sur le territoire**. L'abondement d'un fonds de compensation ne sera réalisé qu'en dernier recours. La participation directe du maître d'ouvrage à la création de valeur ajoutée agricole sur le territoire sera d'abord privilégiée. De même, les actions les plus locales possibles seront favorisées.

Les mesures de compensation collective seront, autant que possible, **ciblées sur les filières concernées par les pertes économiques**. Favoriser une production agricole non impactée par rapport à une filière directement concernée peut être source de tensions sur le territoire et être difficilement justifiable auprès de la profession agricole. Les mesures chercheront de façon privilégiée à recréer de la valeur ajoutée agricole sur la filière qui en perdra dans un premier temps par la mise en place du projet.

Les mesures de compensation collective devront être **mises en place le plus rapidement possible et garantir la mise en place d'un suivi**. La mise en place de la mesure de compensation peut nécessiter plusieurs années avant de recréer de la valeur ajoutée agricole. C'est autant de valeur perdue dès le lancement des travaux et la perte définitive de foncier. Une mesure sera favorisée par rapport à une autre si elle permet de créer de la valeur ajoutée agricole plus rapidement qu'une autre et si son suivi est garanti. Autrement dit, les projets déjà connus lors de la réalisation de l'étude préalable agricole et dont les caractéristiques économiques et temporelles sont connues seront privilégiés par rapport à des projets nécessitant des années supplémentaires de développement.

Les mesures de compensation collective concerneront des **projets portés par au moins deux agriculteurs locaux** ayant des retombées économiques sur le territoire. Les projets devront être suffisamment avancés pour connaître ou au moins estimer le taux de valeur ajoutée créé par leur mise en place. C'est un point nécessaire pour estimer la bonne proportionnalité de la mesure de compensation au regard des pertes économiques évaluées sur la filière.

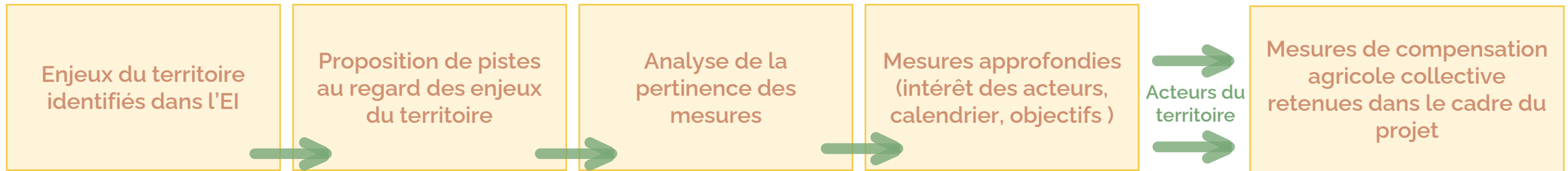
Les mesures de compensation collective **concerneront des projets ayant des difficultés à trouver suffisamment de fonds propres pour le business plan**. Les mesures de compensation ont pour vocation de servir d'effet levier significatif à des projets agricoles longs et difficiles à développer. Les investissements par le maître d'ouvrage devra avoir une réelle action sur la sortie du projet.

Les mesures de compensation se feront dans **le respect de la réglementation européenne répondant aux régimes d'aides européens sur l'attribution d'argent public**. Le financement de projets privés par l'argent public n'est pas autorisé par l'union européenne sauf dans certains cas et suivant certaines règles très précises (libre concurrence et protectionnisme économique). Le taux de financement public ne peut dépasser un pourcentage du financement total du projet. Autrement dit une mesure de compensation agricole collective ne pourra financer à 100% un projet agricole sur le territoire. Les agriculteurs locaux devront donc être les principaux investisseurs des projets. Dans le cas de mesures de compensation agricole collective provenant de financements publics, c'est un point pouvant fortement bloquer la mise en place des mesures si le dynamisme agricole local ne permet pas aux agriculteurs d'investir.



# RECHERCHE DES MESURES DE COMPENSATION

## Méthodologie mise en place



## Les critères de pertinence des mesures de compensation étudiées

Plusieurs critères sont étudiés afin de trancher de la pertinence d'une mesure de compensation agricole collective pour le territoire, notamment :

- » L'intérêt collectif des acteurs concernés
- » La proximité de la mesure avec les filières impactées
- » La Faisabilité technique de la mesure
- » La concordance des calendriers entre l'arrivée des impacts et la mise en place de la mesure
- » Le coût et les outils de financement disponibles
- » La création de valeur ajoutée par la mesure



Proposer des actions pour répondre aux besoins des exploitants

Mise en œuvre et suivi

Process de sélection des mesures

Source : CETIAC

## La recherche de mesures de compensation : la difficulté du calendrier du projet éolien

Le montant de la compensation sera en principe due lorsque les impacts du projet deviendront effectifs, c'est-à-dire au début des travaux du parc éolien. Or, il est probable que les travaux du parc éolien ne démarrent pas avant approximativement 8 ans (délai de raccordement des gestionnaires de réseaux, éventuels recours administratifs...). Les projets agricoles qu'il est possible d'identifier en 2023 ne seront alors plus pertinents, soit parce qu'ils auront trouvé d'autres financements et qu'ils auront été lancés, soit parce que la dynamique projet se sera essoufflée en l'absence de concrétisation.

Il est donc proposé dans cette étude des pistes de projets agricoles sur le territoire, et le choix final sera confirmé à l'administration lors de la programmation des travaux de construction du parc éolien, au regard des projets en vigueur sur le territoire.

## Les mesures de compensation pressenties, s'intégrant aux dynamiques agricoles existantes localement

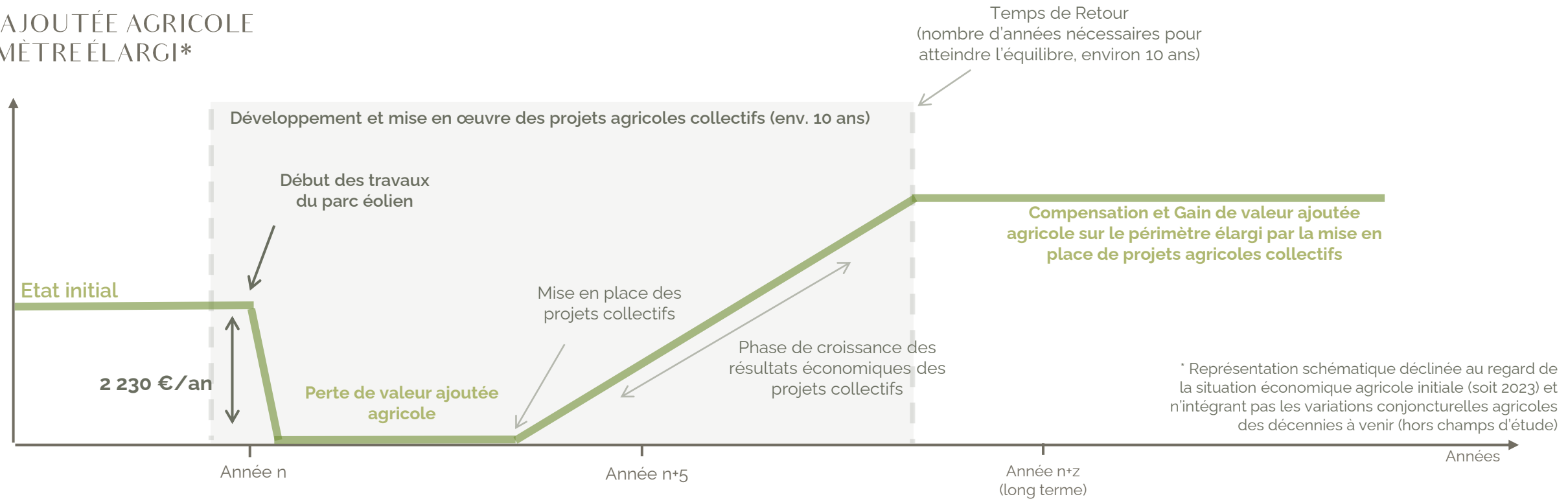


# MONTANT DE COMPENSATION ET CONCLUSION

Une enveloppe de compensation qui sera à allouer ultérieurement

Calcul du montant de la compensation : un temps de reconstitution de la valeur ajoutée d'environ 10 ans

VALEUR AJOUTÉE AGRICOLE  
DU PÉRIMÈTRE ÉLARGI\*



## Rappel du chiffrage :

Valeur ajoutée perdue par la mise en place du projet de parc éolien et devant être réduite/compensée :

**1 062€/ha/an sur 2,1 ha\*, soit  
2 230€/an**

## Temps de compensation nécessaire :

Temps d'émergence et de mise en œuvre des projets agricoles collectifs

**10 ans**

## Montant de la compensation agricole collective / ha

**10 062€/ha, soit 22 300€ à l'échelle du projet de parc éolien de Ferrières Aunis**

\*l'impact des emprises temporaires n'est pas pris en compte dans l'impact sur l'économie agricole du territoire, de par son caractère très temporaire. Il relèvera de la compensation individuelle de chaque exploitant agricole concerné.

## Conclusion

Le développement du projet de parc éolien de Ferrières Aunis, malgré les mesures d'évitement mises en place, impacte l'économie agricole localement. Une compensation agricole collective sera mise en place à hauteur de 22 300€.

Des pistes de mesures de compensation ont été identifiées autour des dynamiques agricoles locales portées par les acteurs et les collectivités locales, comme par exemple le Projet Alimentaire Territorial multi partenarial porté sur le territoire. Ces pistes devront être affinées avant le début des travaux du parc éolien.

# MÉTHODOLOGIE, BIBLIOGRAPHIE & ANNEXES

- CETIAC conseil en compensation agricole
- Méthodologie CETIAC
- Bibliographie & Glossaire
- Annexes

01 DESCRIPTION DU PROJET ET DELIMITATION DU  
TERRITOIRE CONCERNÉ

02 ÉTAT INITIAL DE L'ÉCONOMIE AGRICOLE

03 EFFETS POSITIFS ET NÉGATIFS DU PROJET SUR  
L'ÉCONOMIE AGRICOLE

**04 MÉTHODOLOGIE, BIBLIOGRAPHIE &  
ANNEXES**

04



# CETIAC, CONSEIL EN COMPENSATION AGRICOLE COLLECTIVE

## Etudes préalables agricoles, accompagnement à la construction des projets agricoles, suivi –

Depuis 2017, CETIAC vous propose une expertise pour la réalisation d'études préalables agricoles liées à la compensation agricole collective, qui nécessitent des compétences particulières : connaissance de l'économie agricole, compréhension des contextes locaux, connaissance des acteurs de l'agriculture.

### L'équipe CETIAC

L'équipe de CETIAC est constituée d'ingénieurs agronomes capables d'apporter une expertise répondant aux enjeux de compensation agricole collective adaptée au territoire, aux ressources du territoire, aux usagers et à ces acteurs économiques.

Plus de 450 missions ont été réalisées en 5 ans d'existence, sur tout le territoire national, dont plus de 50% pour des projets de parc photovoltaïque au sol.



Julie Seegers  
Gérante



Lise Watier  
Consultante



Baptiste Gervaise  
Consultant



Loïc Neyret  
Consultant



Florian Bonetto  
Consultant



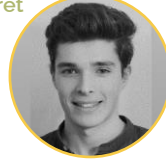
Margot Vanrenterghem  
Consultante



Katiane Violin  
Consultante



Thérèse Jacquet  
Consultante



Sylvain Elatri  
Consultant

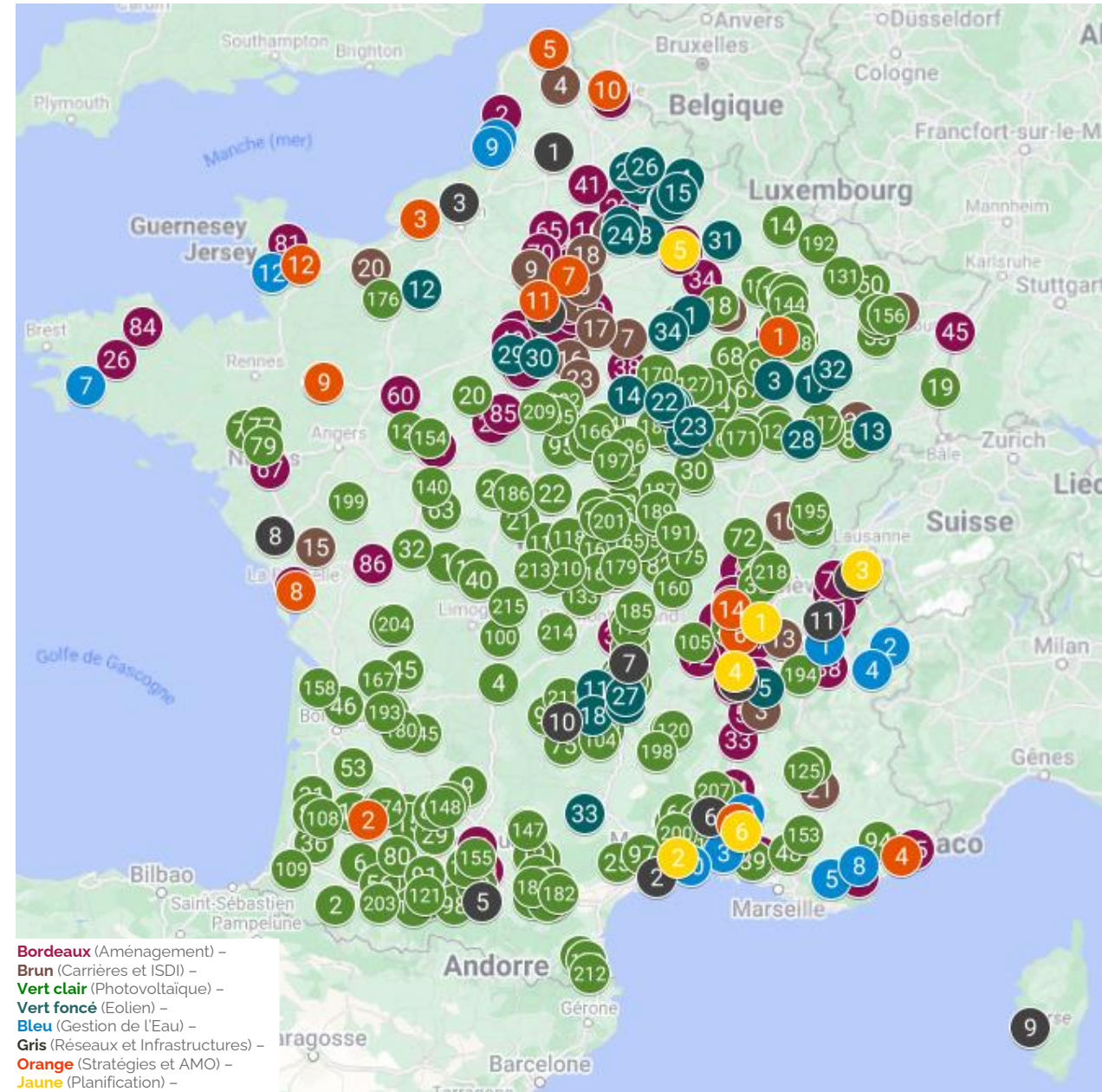
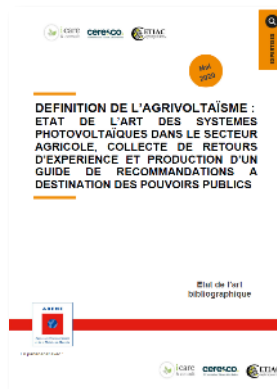
### Un accompagnement sur mesure au dimensionnement des projets agricoles

En parallèle du volet réglementaire, CETIAC propose un accompagnement à la mise en place des projets agricoles sous panneaux photovoltaïques. Ce travail réalisé très en amont de l'instruction, permet d'étudier les possibles activités compatibles.

Chez CETIAC nous pensons qu'il n'y a pas d'agriculture sans agriculteur. Nous faisons donc le maximum pour mettre en relation et travailler avec les agriculteurs du secteur pour retenir et construire le projet agricole le plus pertinent pour le territoire comme pour les filières agricoles.

### Mais aussi aux suivis de la mise en œuvre et sur le long terme

Une fois les autorisations accordées, le temps est alors à la mise en place effective et la concrétisation du projet agricole suivant les étapes proposées. CETIAC intervient sur les étapes de préparation de l'arrivée de l'agriculteur sur le secteur, afin de bien vérifier qu'aucun point bloquant ne vient contraindre le déroulé prévu et à adapter autant que nécessaire. Ce travail de mise en œuvre permet aussi de rendre les premiers comptes aux services instructeurs.



# MÉTHODOLOGIE CETIAC

## Une approche par la Valeur ajoutée de l'économie agricole

Pour estimer les impacts d'un projet, CETIAC a mis en place une méthodologie permettant de caractériser l'économie agricole initiale et d'analyser la perte ou le gain de cette valeur ajoutée de référence dans le cadre de la mise en place du projet. Le chiffrage est donc réalisé en plusieurs étapes.

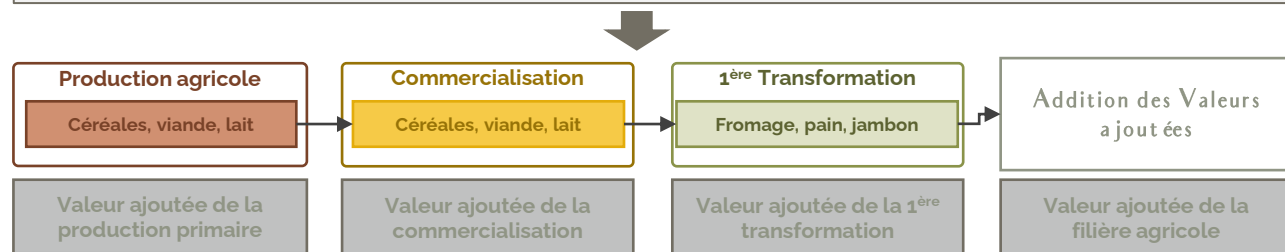
Ces dernières sont présentées ici

### Méthodologie de chiffrage : la valeur ajoutée de référence

CETIAC a mis en place sa méthodologie de chiffrage des impacts du projet sur l'économie agricole d'après l'approche suivante :

- » Caractérisation bibliographique des filières et des opérateurs concernés, de leurs enjeux.
- » L'analyse de la production primaire est réalisée à partir des données de télédéclaration PAC (RPG) croisées par les données locales fournies par les agriculteurs (rendements) et des données de productions et de comptabilité des entreprises les plus locales possibles (RICA, instituts techniques et Chambres d'Agriculture)
- » Les opérateurs des filières concernées (commercialisation et 1<sup>ère</sup> transformation) sont recensés via une enquête locale et l'analyse des codes NAF. Les performances économiques sont recoupées à partir des enquêtes locales ainsi que des données ESANE, FranceAgriMer et de l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires.

La valeur ajoutée de chaque maillon des filières agricoles concernées est calculée de façon à obtenir une valeur ajoutée de référence englobant l'ensemble de l'économie agricole.



La valeur ajoutée de la filière agricole est annuelle. Elle correspond à la valeur créée chaque année par l'ensemble des entreprises du secteur agricole.

ECONOMIE AGRICOLE : d'après le décret n°2016-1190 du 31 août 2016, l'économie agricole est définie comme la valorisation des ressources par des entreprises de production agricole primaire, de commercialisation et de première transformation.

### LA VALEUR AJOUTÉE PERMET DE CALCULER LA RICHESSE CRÉÉE :



Elle est différente du chiffre d'affaire puisqu'elle soustrait le coût des achats nécessaires pour produire (consommations intermédiaires). **La Valeur Ajoutée est la différence entre le Chiffre d'Affaires et les consommables (marchandises, matières premières,...) et les autres achats externes (sous-traitance).**

**Intérêt de la valeur ajoutée :** il est possible de calculer la valeur ajoutée de chaque maillon de la filière agricole et de les additionner pour chiffrer la richesse créée par l'ensemble des entreprises de l'économie agricole.

Détails du calcul	Données économiques
Chiffre d'Affaires commercial (HT) +/- Stocks c	→ Marge commerciale ①
Chiffre d'Affaires productif (HT) +/- Stocks p	→ Production ②
① + ② – Autres achats consommés	→ <b>VA Valeur ajoutée ③</b>
③ – Frais de personnel, impôt et taxes (hors impôt sur le bénéfice)	→ EBE Excédent Brut d'Exploitation ④
④ +/- Autres produits et/ou Charges d'exploitations (frais divers, amortissements...)	→ RBE Résultat Brut d'Exploitation ⑤
Produits – Charges financiers	→ RF Résultat financier ⑥
⑤ +/- ⑥	→ RC Résultat Courant avant Impôts ⑦
Produits – Charges exceptionnels	→ RE Résultat Exceptionnel ⑧
⑦ +/- ⑧ – Impôt sur le bénéfice	→ RN Résultat Net ⑨

# BIBLIOGRAPHIE DE L'ÉTUDE

## Base de données économiques

**AGRESTE** : statistique, l'évaluation et la prospective agricole (données régionales voire départementales)

**DRAAF Nouvelle Aquitaine** : études des filières agricoles régionales et/ou départementales

**ESANE** : Élaboration de la Statistique ANnuelle d'Entreprise. Dispositif multisources élaboré par l'Insee sur les entreprises appartenant au système productif. Il s'appuie sur l'enquête Esa et les sources administratives BIC (bénéfices industriels et commerciaux), BNC (bénéfices non commerciaux), BA (bénéfices agricoles) et les DADS (Déclarations Annuelles de Données Sociales).

**FranceAgriMer** : Chiffres clés et conjectures des marchés des différentes filières agricoles

**INAO** : Institut national de l'origine et de la qualité pour la caractérisation des produits sous labels et des chiffres-clés des filières.

**IPAMP** : indice des prix d'achat des moyens de production agricole (calculé par l'Insee avec le concours du SSP).

**Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires** : compte des industries et commercialisation des produits alimentaires

**RICA** (moyenne sur 5 ans) : Réseau d'information comptable agricole. Le Rica est une enquête réalisée dans les États membres de l'Union européenne selon des règles et des principes communs. Le Rica recueille des informations comptables et techniques auprès d'un échantillon d'exploitations représentatif des unités moyennes ou grandes selon la classification par la production brute standard pour la France métropolitaine.

**Réseau des Chambres d'Agriculture** : Bilan des conjonctures des filières agricoles et diagnostics agricoles locaux (lorsqu'ils existent)

**Résultats des contrôles laitiers** : Données économiques sur les productions laitières de France

### CERESCO COMPALIM :

Le taux de couverture surfacique théorique correspond aux surfaces disponibles théoriquement pour couvrir les besoins alimentaires de la population du territoire (c'est-à-dire du périmètre élargi). Le nombre de j/an correspond au nombre de jours où les besoins alimentaires de la population du périmètre élargi pourraient être fournis par les productions du périmètre élargi.

Le taux de couverture des surfaces végétales pour l'alimentation humaine correspond aux capacités du périmètre élargi de disposer des surfaces en productions végétales pour couvrir les besoins alimentaires de la population du périmètre élargi.

Le taux de couverture des surfaces végétales pour l'alimentation du cheptel correspond aux capacités du périmètre élargi de disposer des surfaces en productions végétales pour couvrir assurer l'autonomie alimentaire des animaux devant être élevés sur le périmètre élargi pour répondre aux besoins de l'alimentation humaine. Attention, il ne s'agit pas des besoins du cheptel existant aujourd'hui sur le périmètre

Le taux de couverture du cheptel correspond aux capacités du périmètre élargi de disposer des animaux élevés pour couvrir les besoins alimentaires de la population du périmètre élargi



# GLOSSAIRE

## Principaux sigles utilisés dans l'étude préalable agricole

ADEAR	Associations pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural
AFAF	Aménagement Foncier Agricole et Forestier
AFES	Association Française de l'Étude des Sols : harmonisation des études de sol au niveau national. Denis Baize (ancien président AFES) a publié référentiel pédologique
AOP	Appellation d'Origine Contrôlée
APCA	Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture
BA	Bénéfices Agricoles
BDNI	Base de Données Nationale d'Identification (cheptel)
BIC	Bénéfices Industriels et Commerciaux
BNC	Bénéfices Non Commerciaux
BRGM	Bureau de Recherches Géologiques et Minières
CA	Chiffre d'Affaires
CA	Communauté d'Agglomération
CAPEX (Io)	Capital Expenditure : dépenses d'investissement
CC	Communauté de Communes
CCh	Capacité au champ = RU + eau inutilisable
CDCEA	Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles (avis changement PLU si pas de SCoT)
CDEX	Classe de Dimension Economique
CDOA	Commission Départementales d'Orientation Agricole
CDPENAF	Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers
CEC	Capacité d'Échange Cationique : mesure de la capacité du CAH (Complexe Argilo-Humique) à fixer des cations <=> taille du réservoir en éléments nutritifs
CIVAM	Centre d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu Rural
CIVE	Culture Intermédiaire à Vocation Environnementale
CLC	Corine Land Cover
COP	Céréales et Oléo-Protéagineux
CRE	Commission de Régulation de l'Energie (tarif)
CRPM	Code Rural et de la Pêche Maritime
CTIFL	Centre Technique Interprofessionnel des Fruits et Légumes
CUMA	Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole
DADS	Déclaration Annuelle de Données Sociales
DDT	Direction Départementale des Territoires
DIA	Déclaration d'Intention d'Aliéner (SAFER)
DJA	Dotation Jeunes Agriculteurs
DOO	Document d'Orientation et d'Objectifs (SCoT)
DPB	Droit au Paiement de Base > versé en fonction des surfaces détenues par les agricultures (anc. DPU : Droit au Paiement Unique)
DRAAF	Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt
DREAL	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
DUP	Déclaration d'Utilité Publique
EARL	Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée (1≤ pers. physique ≤10, majeur, responsabilité limitée à l'apport)
EBE	Excédent Brut d'Exploitation
EMP	Effectif Moyen Présent
ENS	Espaces Naturels Sensibles
EPCI	Etablissement Public de Coopération Intercommunale
ESANE	Elaboration de la Statistique Annuelle d'Entreprise
ETA	Entreprise de Travaux Agricoles
ETP	Equivalent Temps Plein
FADEAR	Fédération Association pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural
FDSEA	Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles
FEADER	Fonds Européen Agricole de Développement Rural <=> 23% aides PAC
FEAGA	Fonds Européen Agricole de Garantie <=> 77% aides PAC
FNE	France Nature Environnement
GAB	Groupement d'Agriculture Biologique
GAEC	Groupement Agricole d'Exploitation en commun (activité agricole, 2 ≤ pers. physique ≤10, majeur, ≤ 1500€, participation aux activités agri, responsabilité max de 2 fois leur capital)
GIP	Groupement d'Intérêt Public
GIS	Groupement d'Intérêt Scientifique
GUFA	Groupement d'Utilisation de Financement Agricole
IAA	Industrie Agro-Alimentaire
ICHN	Indemnités Compensatoires de Handicaps Naturels
IGP	Indication Géographique Protégée
INAO	Institut National de l'Origine et de la Qualité
INRAAE	Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement
IPAMP	Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production agricole

ISDI	Installation de Stockage de Déchets Inertes
JA	Jeune Agriculteur
LAAAF	Loi d'Avenir sur l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt
LTECV	Loi sur la Transition Énergétique pour la Croissance Verte > atteindre 40% de production d'électricité renouvelable en 2030
MAEC	Mesures Agro-Environnementales et Climatiques
MIN	Marché d'Intérêt National
MOS	Mode d'Occupation de Sol (IdF)
NPK	Azote (N) Phosphore (P) Potassium (K) (engrais minéraux)
ONCEA	Observatoire National de la Consommation des Espaces Agricoles
ONVAR	Organisme National à Vocation Agricole et Rurale
OTEX	Orientation Technico-économique des Exploitations agricoles
PAC	Politique Agricole Commune
PAD	Projet Agricole Départemental
PADD	Projet d'Aménagement et de Développement Durable
PAT	Projet Alimentaire Territorial
PBS	Production Brute Standard
PCAET	Plan Climat-Air-Energie Territorial
PETR	Pôle d'Equilibre Territorial et Rural
pF	Force de succion de la plante <=> force avec laquelle l'eau est retenue dans le sol + pF augmente, - la plante arrive à pomper
PLU(i)	Plan Local d'Urbanisme (intercommunal)
PNR	Parc Naturel Régional : charte + plan (occupation des sols) revus tous les 12 ans
POS	Plan d'Occupation des Sols (ancien nom du PLU, caduque le 01/01/2020 -> RNU
PPAM	Protéagineux et Plantes Aromatiques, Médicinales et à parfum
PPE	Programmation Pluriannuelle de l'Energie
PPEANP	Périmètre de Protection des Espaces Agricoles et Naturels Périurbains
PPRI	Plan de Prévention des Risques d'Inondation
PRA	Petite Région Agricole
PRAD	Plan Régional d'Agriculture Durable
RBE	Résultat Brut d'Exploitation
RCAI	Résultat Courant Avant Impôts
RE	Résultat Exceptionnel
RF	Résultat Financier
RFU	Réserve Facilement Utilisable par la plante (mm/cm)
RGA	Recensement Général Agricole
RICA	Réseau d'Information Comptable Agricole
RNU	Règlement National d'Urbanisme
RPG	Registre Parcellaire Graphique
SAFER	Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural
SAU	Surface Agricole Utile
SCEA	Société Civile d'Exploitation Agricole
SCOP	Société Coopérative de Production
SCoT	Schéma de Cohérence Territoriale
SIQO	Signes d'Identification de Qualité et d'Origine
SRADDET	Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires
SRCAE	Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie
SRCE	Schéma Régional de Cohérence Ecologique
STH	Surface Toujours en Herbe
TCR	Taillis à Courtes Rotations
tMS	Tonnes de Matière Sèche
TVB	Trame Verte et Bleue
UGB	Unité Gros Bétail/Bovin
UMO	Unité de Main d'Œuvre
UTA	Unité de Travail Annuel
UTCATF	Utilisation des Terres, Changements d'Affectation des Terres et la Forêt > calcul Mt CO2 éq total (émissions de Cultures, ZU, autres et absorption de Prairies, Forêts)
UTH	Unité de Travail Humain
ZAC	Zone d'Activité Concertée ou Commerciale ou Economique (ZAE)
ZAP	Zone Agricole Protégée
ZIP	Zone d'Implantation Potentielle
ZNIEFF	Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique
ZNT	Zones de Non Traitement (distance de sécurité à respecter vis-à-vis des éléments environnants (habitations, cours d'eau, etc.)
ZPENAF	Zone de Protection des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers



nous sommes joignables au  
04 81 13 19 50 et via [contact@cetiac.fr](mailto:contact@cetiac.fr)

18 RUE PASTEUR 69 007 LYON  
[www.compensation-agricole.fr](http://www.compensation-agricole.fr)